

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

## AU MOZAMBIQUE

- Cent cinquante mineurs sont ensevelis.
- Neuf techniciens sont tués au cours d'émeutes qui ont suivi la catastrophe.

LIRE PAGE 20

1,50 F

Algérie, 1,20 D; Maroc, 1,50 D; Tunisie, 1,20 D; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 Sch; Belgique, 13 Fr; Canada, 5 C\$; Danemark, 16 Kr; Espagne, 16 Ptas; Grande-Bretagne, 20 p; France, 20 F; Irlande, 10 Sh; Italie, 200 L; Japon, 100 Y; Luxembourg, 10 F; Norvège, 2,75 Kr; Pays-Bas, 1 G; Portugal, 15 Esc; Suède, 2,25 Kr; Suisse, 1 Fr; U.S.A., 60 cts; Yougoslavie, 10 D.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS

75427 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4207-33 Paris

Tél. Paris 63 65 67

Tél. 246-72-23

## Mgr MAKARIOS EST MORT Après les événements de Creys-Malville

### LA FIN D'UN RÊVE

Lors du troisième anniversaire du coup d'Etat dirigé contre lui, le président Makarios apparaît en public pendant deux heures, à Nicosie, le 20 juillet. Le lendemain, il reçoit la presse étrangère dans un dialogue brillant et précis. En ces deux occasions, les mots qu'il prononce ont une portée exceptionnelle.

Ainsi, l'ethnarque réaffirme-t-il que les « réalités » étaient en fait des défaites. Il signifi-ait par là l'action politique de M. Glafkos Clerides, ancien président de la Chambre, leader du Rassemblement démocratique, écarté de toute activité, mais qui apparaissait toujours comme le représentant du compromis avec les dirigeants de la communauté turque. Trois ans après la partition de Chypre est en effet inscrite dans la réalité.

« Nous n'entendons pas les faits accomplis », disait l'ethnarque le 20 juillet, en réaffirmant son idéal d'une république communautaire contre la volonté turque d'un Etat fédéral, où les deux ethnies cohabiteraient dans une totale séparation. Ce que la force des soldats d'Ankara avait pu imposer, fallait-il pour le briser l'emploi d'une force adverse ? Mgr Makarios se l'interdit pas si aucune solution ne se dégageait du processus qui précéderait le nouveau débat à l'ONU, puis convocation d'une conférence internationale.

Ses compatriotes seraient-ils prêts à aller jusqu'à, à reprendre les armes pour un combat où la solitude serait leur lot ? Le 5 septembre 1976, les élections législatives ont montré que les partisans du « réalisme » remportaient plus de 25 % des voix au sein de M. Glafkos Clerides, bien que, par l'effet de la loi électorale, ils n'aient pas eu un seul siège. Le Front démocratique de M. Spyros Kyprianos, à présent chef de l'Etat par intérim, est 33 % des suffrages et vingt et un députés. Avec les socialistes de l'EDK, qui obtinrent près de 11 % des suffrages, le parti communiste AKEL en regroupa 31 %.

C'est donc autour de l'enjeu des conversations intercommunautaires que vont dans les semaines à venir se préciser les conditions de la succession de l'ethnarque. Au-delà de M. Kyprianos, dont l'état de santé donne de grandes inquiétudes, l'homme montant, son successeur à la présidence de la Chambre, est M. Tassos Papadopoulos, qui a remplacé M. Clerides à la tête de la délégation chypriote grecque aux négociations avec la communauté turque. Il apparaît comme l'héritier spirituel de Mgr Makarios. L'homme de l'indépendance, non sans désillusion, son interlocuteur turc, M. Raul Denktash, l'a reconnu catégoriquement devant ses interlocuteurs étrangers.

Comment réagissent les communistes ? Leur parti est, proportionnellement au corps électoral, l'un des plus forts des pays du bassin méditerranéen. S'ils ont constamment soutenu l'ethnarque et placé au premier plan la lutte pour l'indépendance et l'unité de la nation chypriote, négligeant ainsi très délibérément les conditions sociales de cette lutte, se rallieront-ils à des successeurs qui ne jouissent pas du prestige et de l'affection liés au nom de Makarios ?

Encore les tensions intérieures demeurent-elles soulevées au jeu des grandes puissances. L'Union soviétique ne se prononce pas, mais souhaite-t-elle réellement l'extinction d'un foyer de tension entre la Grèce et la Turquie, qui brouille les cartes dans tout un secteur de l'Otan ? Quant aux Etats-Unis, leurs efforts s'orientent toujours vers la conclusion d'un compromis qui, en tout état de cause, ferait de Mgr Makarios le dernier héritier d'une bataille solitaire.

### Le président de l'Assemblée chypriote assure l'intérim du chef de l'Etat

Mgr Makarios, président de la République chypriote, est mort d'une crise cardiaque, à l'aube du 3 août, dans sa résidence de l'archevêché de Nicosie. M. Spyros Kyprianos, président de la Chambre, exerce, à titre intérimaire, les fonctions de chef de l'Etat. Le corps a été transporté dans la cathédrale Saint-Jean de Nicosie. La date des obsèques sera fixée ultérieurement.

### « Un Grec d'il y a mille ans »

« Makarios est un Grec d'il y a mille ans, un Byzantin, un homme d'un autre monde », a-t-il écrit.

C'est un de ses adversaires les plus déterminés, un dirigeant chypriote, qui a formulé ce jugement. Il est, pour être complet, devrait préciser que le président de la toute petite République de Chypre fut aussi un homme de notre temps. L'exceptionnelle envergure de Makarios est incontestable, même s'il demeure difficile de classer le personnage dans telle ou telle catégorie d'hommes politiques ou de chefs religieux.

Chef de l'Eglise orthodoxe de Chypre (mais la désignation de l'archevêque chypriote est soumise à l'approbation papale), président de la République triomphalement élu et réélu depuis 1959, personnalité marquante de la scène mondiale, traitant d'égal à égal avec les plus grands et leur tenant tête, soulevant d'enthousiasme les foules de Nicosie et s'imposant aux Nations unies ou aux conférences du monde, à l'apôtre, lui, le prêtre chrétien d'il y a mille ans, du neutralisme et de l'amitié avec tous, y compris avec les Soviétiques, il réunissait tous les attributs du « charisme ». Y compris une fabuleuse « baraka » qui lui permettait de sortir indemne des nombreux attentats dirigés contre lui.

Rien ne prédestinait pourtant Mgr Makarios à ce rôle exceptionnel. Né le 13 août 1913, dans un petit village du mont Troodos, à Pano-Fanglita, dans le département de Paphos, d'une famille de modestes paysans, il dut tout enfant, aider son père aux travaux des champs ou à la bergerie. Vers l'âge de douze ans, il est admis comme novice au monastère voisin de Kyko, l'un des plus célèbres de la chrétienté orthodoxe. Elève studieux et doué, il est vite remarqué par ses supérieurs, qui l'envoient suivre des études secondaires au gymnase panachypriote de Nicosie (le lycée le plus réputé de Chypre), puis, après l'avoir ordonné prêtre, à la faculté de théologie d'Athènes.

La guerre mondiale le bloque en Grèce, où il connaît la famine qui décime, en 1941-1942, la population d'Athènes, les luttes exaltées de la résistance, les combats de la libération et la guerre civile qui la suit immédiatement, avec l'intervention britannique. En 1946, alors qu'il s'apprête à repasser Chypre, une bourse du Conseil mondial des

Eglises lui permet d'entreprendre des études supérieures de théologie à l'université de Boston, aux Etats-Unis. Il prévoit de solliciter un poste à la faculté de théologie d'Athènes et d'entamer une double carrière : religieuse et universitaire. Ses compatriotes en décident autrement : ils l'éisent, en 1948, métropolitite du diocèse chypriote de Kition.

Il doit donc renoncer son rêve, où, d'ambie, il se voit confier la direction du bureau de l'ethnarque, organe politique de représentation de la communauté grecque de l'île.

Chypre, longtemps occupée par les Ottomans, est depuis 1878 sous domination britannique. Mais les anciennes traditions demeurent ; aux yeux des autorités, les populations sont représentées par leurs chefs religieux. C'est cette tradition qui explique le rôle joué par l'Eglise orthodoxe dans les luttes nationales au sein de l'empire ottoman. C'est cette tradition, renforcée à Chypre par l'élection populaire de l'archevêque, qui favorise le destin de Mgr Makarios, librement choisi par ses compatriotes comme chef de leur Eglise, le 20 octobre 1950, et par conséquent comme « Ethnarque » (chef de la nation).

RICHARD SOMERITS.

(Lire la suite page 2.)

### La polémique sur la mort de Vital Michalon se poursuit dans l'attente d'une mise au point officielle

### « Je n'ai rien à me reprocher », nous déclare le préfet de l'Isère

En début d'après-midi mercredi 3 août, aucune mise au point officielle n'avait été publiée quant aux résultats de l'autopsie pratiquée sur le corps de Vital Michalon.

Les polémiques autour des manifestations de Creys-Malville ont pris un tour nouveau depuis qu'il paraît établi que la victime est morte d'une déchirure pulmonaire causée par l'explosion d'une grenade offensive (nos dernières éditions datées du 3 août). En effet, si le décès reste entier pour ce qui concerne le développement des centrales nucléaires, il est axé, à présent, sur les dangers disproportionnés, tant pour les manifestants que pour les

forces de l'ordre, des moyens employés lors de telles manifestations. Aucune communication sur ces graves incidents n'avait été inscrite à l'ordre du jour du conseil des ministres du 3 août. Pour sa part, M. René Jannin, préfet de l'Isère, plusieurs fois mis en cause après les affrontements de dimanche, affirme dans une déclaration au « Monde » qu'il n'a rien à se reprocher (lire page 6).

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, explique ci-dessous que, à l'avenir, le programme électronucléaire devra être localisé essentiellement dans l'ouest de la France.

## UN ENTRETIEN AVEC M. JEAN-PIERRE FOURCADE

### « Un seuil de saturation nucléaire est atteint dans l'est de la France »

« Par le volume considérable d'investissements publics qu'il met en jeu et par le nombre d'emplois qu'il implique, le programme d'équipement électronucléaire français ne peut pas ne pas intéresser le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire. Comment le programme d'équipement électronucléaire peut-il faire coïncider les objectifs d'E.D.F. avec les besoins de la région ? »

— C'est pour moi une question fondamentale. Je veux éviter de commettre à cette occasion les erreurs des gouvernements précédents, dont l'action — que ce soit pour le programme de la S.N.C.F. avec le train à grande vitesse Paris-Lyon, les autoroutes ou les liaisons fluviales — a abouti à privilégier la moitié est de la France, accentuant ainsi les déséquilibres. Je demanderai en conseil restreint que le programme d'E.D.F. prenne en compte les considérations d'aménagement du territoire. Sans doute est-il plus simple, notamment au regard de l'écologie, de construire des tranches supplémentaires de 900 ou 1300 mégawatts sur des sites déjà inventoriés. Mais, dans l'est de la France, on atteint presque un seuil de saturation nucléaire.

— D'ici à 1985, mis à part les deux sites de Flamanville (Manche) et du Blayais (Gironde) déjà retenus, il faut trouver une troisième plate-forme dans l'Ouest. Si ce n'est pas Le Pen-til, sur la basse Loire, nous devrons choisir un endroit dans la

peninsule bretonne. L'Ouest va bientôt souffrir d'un sous-approvisionnement en électricité, ce qui freine son industrialisation. M. René Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, et élu d'un département de l'Ouest, partage mon analyse. Les deux turbines à gaz qu'E.D.F. prévoit de construire à Lorient ne seront pas suffisantes.

« Le Sud aussi risque une pénurie et le gouvernement recherche des sites électronucléaires dans la région de Toulouse et sur la côte du Languedoc, peut-être aux alentours de Leucate et de Barcarès.

« Je vais, en outre, proposer à E.D.F. qu'elle étudie une modulation de sa politique tarifaire afin d'inciter les industriels à venir s'installer près des sites électronucléaires qui seront équipés dans l'Ouest.

### Vingt décentralisations d'administration

— La décentralisation des administrations et des ministères parisiens n'est pas une nouveauté. Vous avez décidé de la relancer. Pouvez-vous préciser le calendrier ? Comment comptez-vous « calmer » les critiques à prévoir du côté des syndicats ?

« Je ne crois pas que l'on puisse dire que la décentralisation des administrations est une nouveauté. Depuis 1970, plus de vingt décentralisations ont été réalisées, qui intéressent dix ministères. Mais il est exact que ces opérations sont longues et complexes, tout comme les transferts du secteur privé.

« Le 15 juin dernier, j'ai été amené à établir le bilan de ces décentralisations administratives. Le conseil des ministres, au vu des résultats déjà acquis, a décidé de poursuivre cette politique et d'élargir son champ d'application.

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHICHARD.

(Lire la suite page 5.)

## UNITÉ OU SALUT PUBLIC ?

par MICHEL DEBRÉ

Déplorer « la France coupée en deux », c'est aujourd'hui être assuré du succès dans les salons où l'on se pique de politique. L'« unité » apparaît comme l'impérative nécessité. Après quoi l'on peut décrire la grande, la décisive, l'heureuse réforme qu'apporterait le scrutin dit de « représentation proportionnelle », dont on ose dire qu'il serait un moyen de rétablir l'« unité ».

Cette formule, « France coupée en deux », ne correspond pas à la réalité, et la recherche, sans objectif de travail et d'effort, de l'unité politique, dissimule un refus de l'action. Quant à la représentation proportionnelle, c'est une idée éminemment dangereuse qui enlève à l'Etat dans l'impuissance et les vaines querelles. La France fut coupée en deux du temps de l'affaire Dreyfus. Les amitiés étaient rompues. Des familles furent déviées à tout jamais. Aucun compromis n'était possible : ou Dreyfus était innocent, ou on le voulait coupable. La France fut coupée en deux du temps de l'occupation. De nouveaux des amitiés furent rompues et des familles déchirées. La aussi aucun compromis n'était possible : ou on acceptait la France occupée, ou on acceptait la France libre. L'histoire ou le refus de l'histoire, d'autres divisions, à ce point catégoriques que l'on ne peut pas les dépasser. L'histoire ou le refus de l'histoire, d'autres divisions, à ce point catégoriques que l'on ne peut pas les dépasser.

formations et surtout du mode de scrutin.

En effet, la division créée par le mode de scrutin majoritaire n'a rien, présentement, de comparable. L'élection exige un choix, car le gouvernement démocratique exige une majorité aussi stable et cohérente que possible. Au sein du scrutin, l'édifice emporté d'un faible pourcentage sur son adversaire, le président de la République élu par la majorité est le président accepté par tous, pour la durée de son mandat. Il en est de même pour tout député, pour tout conseil municipal. Au soir d'un vote difficile, est-elle élue une voix de majorité, la loi adoptée par la majorité est la loi de tous. Les conditions de cet accord sont simples : que la majorité ait été correctement dégagée ; que le retour devant l'électeur soit prévu impérativement. En outre, ce qu'une majorité a fait, une autre peut le défaire. La France révèle ainsi son unité profonde, et ressentie par tous.

(Lire la suite page 4.)

Cruel, cocasse, poétique, insolite, en plein cœur de Paris, le nouveau roman de Trovat.



Le front dans les nuages de Henri Troyat de l'Académie française 240 pages • 32 F broché • 42 F relié

FLAMMARION

## AU JOUR LE JOUR

### Le son du clairon

Le futur fusil d'assaut de l'armée française a été baptisé par ses concepteurs le « clairon ». Certains estiment que le baptême est un instrument à vent est une belle connotation : ils seront dans l'erreur. En effet, toute la subtilité de cette dénomination tient à ce qu'en cas de conflit, les adversaires de l'armée française, confondant le coup de fusil avec le coup de clairon, seront tous à une déroute certaine.

D'autre part, il était normal que notre armée se modernise et que le soldat qui, jadis, avait un bâton de maréchal dans sa giberne ait aujourd'hui un diplôme de trompettiste dans sa cartouchière. Enfin, ce remplacement du fusil à répétition par le fusil à partition apportera un gain de temps précieux en simplifiant le réarmement de la guerre : désormais, avec le « clairon », la sonnerie aux morts sera interprétée directement sur le champ de bataille.

BERNARD CHAPUIS.

## AVANT LA CLOTURE DU XXXI<sup>e</sup> FESTIVAL

### Les rumeurs d'Avignon

D'Avignon montent, à quelques jours de la clôture du trente et unième Festival, plusieurs rumeurs. Rumeurs en forme de questions, de controverses, de débats.

Pour le public, composé à 80 % de provinciaux (dont une minorité de la région même), cette manifestation est l'occasion d'assister à des spectacles qu'ils n'ont, pendant l'hiver, ni le temps ni surtout la possibilité de voir chez eux. Le succès du Festival apparaît donc comme le signe d'un manque, l'alibi d'une carence. Il n'a pas manqué de voix pour dénoncer cette situation.

Pour les troupes, le déplacement à Avignon est une opération coûteuse. Les compagnies invitées se retirent une publicité qui justifie les frais importants laissés à leur charge. Les troupes « off » dépendent des sommes considérables dans l'espoir — que seules quelques-unes parviendront à combler — de vendre leurs spectacles. C'est d'elles que se sont élevées les plus vives récriminations, la part faite à l'« avant-garde » étant tenue pour insuffisante.

Il est vrai qu'Avignon se soucie, selon M. Paul Puoux, administrateur du Festival, « d'amener le public à explorer les voies nouvelles » par « un travail en profondeur sur plusieurs années », les spectateurs étant souvent des habitués (un tiers seulement venait pour la première fois).

Le programme ne néglige pas cependant les recherches contemporaines : le théâtre musical, aujourd'hui le théâtre du geste — y ont une place de choix. Mais les représentations données dans la cour d'honneur, haut lieu du Festival, sont l'objet de contestations, qui se sont exprimées ouvertement.

Ces disputes « esthétiques » ont bientôt tourné à la querelle politique, après l'intervention de M. Dominique Taddéi, adjoint au maire de la ville et responsable du secteur culturel du parti socialiste. Deux conceptions de l'action culturelle se sont ainsi affirmées, dont l'une est défendue par le P.S. et l'autre par le P.C. — T. F.

(Lire pages 8 et 9.)



## EUROPE

## La mort de Mgr Makarios

Deuil national de quarante jours à Nicosie

De notre correspondant

Nicosie. — Le président Makarios est mort d'une crise cardiaque à l'aube du 3 août, à l'archevêché de Nicosie, où il résidait. Toute la nuit, des cardiologues s'étaient relayés pour pratiquer des massages du cœur à la suite d'un malaise que le prélat avait éprouvé après le repas du soir.

A 6 heures du matin, le bulletin spécial de la radio chypriote a annoncé le décès, et des milliers de personnes ont commencé à converger vers la résidence du patriarche, où se tenait le conseil des ministres. Un deuil de quarante jours a aussitôt été proclamé. Les cloches des églises ont commencé à sonner le glas à travers toute l'île, et les programmes

radio-phoniques ont été remplacés par la diffusion de musique religieuse.

Dans l'après-midi, le corps embaumé de Mgr Makarios devait être transporté à la cathédrale Saint-Jean Nicosie, où ses compatriotes lui rendraient hommage pendant trois jours. Les obsèques officielles seront fixées le 4 août par le Saint-Synode. L'ethnarque serait enseveli dans le monastère où il fut novice, à Kykko, aux environs de Paphos.

Déjà, au printemps, les Chypriotes avaient suivi avec anxiété la lutte de Mgr Makarios contre la maladie après une première crise cardiaque intervenue le 3 avril. Lors de sa première apparition en public, le prélat avait déclaré : « Tant que mon cœur vivra, ses battements seront consacrés à la lutte de Chypre. »

M. Spyros Kyprianou, président de la Chambre des représentants, avait convoqué à l'archevêché, dès l'aube, le conseil des ministres

et le Conseil national auquel participaient les chefs de tous les partis politiques. Conformément à la Constitution, M. Kyprianou exerça en effet les fonctions de chef de l'Etat par intérim jusqu'à l'élection présidentielle.

Celle-ci devait avoir lieu normalement en février 1978. On ne sait encore si l'échéance sera maintenue ou si les électeurs seront convoqués dans le délai de soixante jours prévu par la loi.

L'activité sera en tout cas suspendue au moins jusqu'aux obsèques de l'ethnarque. La longueur du deuil officiel décidé par l'Eglise orthodoxe accordée aux milieux politiques un précieux délai de réflexion.

DIMITRI ANDREOU.

## « Un Grec d'il y a mille ans »

(Suite de la première page.)

Cette date du 20 octobre 1950 marque l'accession de Makarios à la responsabilité suprême à la tête de la communauté grecque de l'île, une responsabilité qu'il assumera sans interruption, en dépit des crises et des tragédies qui ont marqué l'histoire récente de l'île.

Son premier objectif est l'autodétermination. La communauté grecque de Chypre (83 % de la population totale) ne veut plus de la domination britannique et souhaite l'union avec la mère patrie, la Grèce. Makarios doit agir seul, sans l'appui des gouvernements grecs de l'époque. Ceux-ci ne veulent pas s'opposer à la Grande-Bretagne et, en gommant la revendication chypriote à l'ONU, mettre en danger l'unité de l'OTAN. D'où les liens tissés alors par Makarios avec les pays d'Afrique et d'Asie en lutte contre le colonialisme.

Au cours d'une première étape, l'ethnarque utilise à Chypre des moyens politiques classiques et non-violents destinés à soutenir et à justifier son action internationale. A partir de 1953, les gouvernements grecs s'engagent davantage. Mais les efforts diplomatiques n'aboutissent pas. Le 31 mars 1958, l'EOKA du général Grivas engage la lutte armée, Makarios conservant la direction politique du mouvement.

La détermination des gouvernements d'Athènes n'est pas totale. A l'idée simple et forte de Makarios : obtenir un vote des Nations unies garantissant l'autodétermination de Chypre, les préfèrent les « négociations directes », car les pressions atlantiques deviennent de plus en plus fortes. Londres en profite pour introduire dans le débat le « paramètre turc ». Sur le plan diplomatique, les Britanniques conduisent Athènes à discuter du sort de Chypre non seulement avec eux, les colonisateurs, mais aussi avec

la Turquie qui, pourtant, avait abandonné tous ses droits sur Chypre dès 1878. Sur le plan local, les services britanniques utilisent au risque d'attirer les haines, la minorité turque contre les résistants chypriotes grecs.

D'où les accords de Zurich et de Londres (1959), où la Grande-Bretagne se présente comme un arbitre entre Grecs et Turcs, et qui aboutissent à la création d'une République chypriote sous une triple tutelle (Britannique, Grecque et Turque) dotée d'un statut interne accordant la minorité turque des droits de « co-gestion » et de veto difficilement acceptables par la majorité grecque.

Makarios, qui entre - temps a connu l'arrestation, la déportation aux îles Seychelles (à la villa « Sans souci ») et l'interdiction de séjour à Chypre, doit s'incliner. Contre sa raison et contre son cœur. D'où la deuxième étape de sa politique : utiliser les accords de Londres pour aboutir, un jour, à l'autodétermination. Politique également suivie par les gouvernements d'Athènes notamment après le départ de M. Constantin Caramanlis (1963) et la constitution du gouvernement Georges Papandréou. En Grèce comme à Chypre, le rêve de l'émancipation demeure vivace.

Mais Ankara réagit. L'occasion lui est fournie en novembre 1963, lorsque Makarios, dont le veto turc bloque toute l'activité, expose aux Turcs une révision de la Constitution et l'ouverture de négociations. Faute de pouvoir y parvenir, il modifie unilatéralement la Constitution. Ankara se plaint de « déstabilisation ». Des troubles sanglants opposent les deux communautés. Ils entraînent un regroupement de la population chypriote turque dans des enclaves. C'est le commencement du long drame du partage qui conduit à l'invasion de juillet 1974, à l'occupation, par l'armée

turque, de 40 % de l'île, et à l'émigration d'un Etat chypriote turc séparé, fédéré ou non à un Etat chypriote grec.

Dès 1967 pourtant, après le coup d'Etat des colonels en Grèce et le retrait des forces britanniques stationnées dans l'île, Makarios avait de nouveau modifié sa politique. Abandonnant la perspective à terme de l'Enosis, il prônait la « politique du possible » : la consolidation de l'Etat indépendant de Chypre. Mais les dictateurs d'Athènes, soutenus par la C.I.A., révalent d'une « double Enosis », autrement dit du partage de l'île entre la Grèce et la Turquie, ce qui aurait non seulement réglé le problème chypriote mais permis l'intégration totale de l'île dans l'aire atlantique. Un obstacle : Makarios.

Commence alors la série d'attentats, de complots, d'intrigues. Les nerfs solides, le sourire aux lèvres, les yeux pétillants de malice, Makarios résiste. Même lorsque le vieux Grivas tente de lancer contre lui les bandes armées d'une fausse EOKA nationale, les yeux pétillants de malice, Makarios résiste. Même lorsque les trois métropoles de l'île lui demandent de démissionner, invoquant l'impopularité de ses fonctions à la tête de l'Etat avec ses qualités d'archevêque et vont jusqu'à le « déposer » (en fait, tous les trois sont chassés par l'ensemble du clergé chypriote et par le peuple).

Le 15 juillet 1974, le moyen « suprême » est utilisé contre le président : le coup d'Etat. Il échappe à la mort comme par miracle, sauve sa vie, mais se voit privé de la présidence. Les palais présidentiels détruits par les coups de pistolet. Un aventurier à la solde du colonel Ioannidis (le chef de la police militaire d'Athènes), Sampson, avait cru pouvoir annoncer sa mort et se proclamer président. Mais, Makarios vivant, le grand complot ne peut aboutir. Le chef de l'Etat doit se réfugier à l'étranger, emportant avec lui la légitimité.

Ce coup d'Etat ouvre le chemin à deux interventions turques, à un mois de distance, et au partage de fait de l'île, aux dépenses énormes de la Turquie, en réalité, à la suite des transferts, des expulsions, des départs devant le feu, est la grande majorité des membres de l'une et de l'autre qui ont tout perdu.

Quelques mois plus tard, la population grecque de l'île réserve à Makarios, de retour à Chypre, un accueil extraordinaire. L'archevêque se remet à la tâche : reconstruction économique, lutte politique et diplomatique pour sauver son peuple et l'avenir de son île.

Est-ce le sort de tous les grands ? Adulé et admiré par l'écroulée majorité des Grecs (des Chypriotes et des Hellènes), il aura été détesté, voire haï, par un grand nombre de diplomates et d'hommes politiques étrangers grecs compris. Sans lui, « tout serait simple », « avec ce fourbe on se peut rien faire », c'est le Caire de la Méditerranée, « c'est Raspoutine ». Voilà quelques-uns des réflexions et des jugements souvent entendus durant les trente dernières années.

Que sera Chypre sans Makarios ?

RICHARD SOMERTIS.

(1) Le Monde du 27 novembre 1971.

## — PORTRAIT —

## M. Spyros Kyprianou : un diplomate expérimenté

M. Spyros Kyprianou, chef de l'Etat chypriote par intérim après la mort de Mgr Makarios, est né le 28 octobre 1932, à Limassol. Avocat de formation, il fut, après un séjour à Londres, de 1954 à 1959, ministre de la Justice, puis, pendant deux ans, de 1960 à 1962, ministre des affaires étrangères de Chypre. A ce titre, il dirigea de nombreuses reprises la délégation de son pays aux Nations unies où il est, depuis, l'occasion d'exposer et de défendre la politique neutraliste de son pays.

En 1972, Mgr Makarios dut se séparer de lui sous la pression de la junte d'Athènes qui avait lancé un ultimatum à l'ethnarque. Tout en présentant sa démission pour des « raisons de santé », M. Kyprianou n'avait pas cessé, à l'époque, qu'il ne s'était pas retiré de son plein gré. Aux élections de septembre 1976, son parti, le Front démocratique, fondé avec l'appui de Mgr Makarios, avait enlevé vingt et un des trente-cinq sièges à pourvoir. M. Kyprianou avait été élu à l'unanimité, le 20 septembre, président de la nouvelle Assemblée nationale.

La santé du nouveau chef de l'Etat par intérim, qui est pourtant âgé de quarante-cinq ans, n'est pas sans donner d'inquiétudes. Il a eu, au cours des six derniers mois, il a été victime de plusieurs crises cardiaques.

## Portugal

## Le gouvernement de M. Soares accuse le P.C.P. de tenter un « putsch constitutionnel »

Lisbonne (A.F.P., A.P., Reuters). — Les trois principaux partis portugais ont réagi de façon négative à la proposition faite le 1<sup>er</sup> août par le P.C.P. de dissoudre l'Assemblée de la République et d'organiser de nouvelles élections.

La réaction la plus vigoureuse et la plus indignée vient, évidemment, du gouvernement et du parti socialiste. M. Manuel Alegre, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, affirme que cette attitude « démontre l'incompatibilité totale existant entre les conceptions politiques de M. Alvaro Cunhal et la démocratie ». « Bannis dans un contexte démocratique, les communistes veulent maintenant dissoudre la démocratie même », a ajouté M. Alegre, qui a évoqué les risques de réaction de la droite face à ce qu'il a appelé « un putsch constitutionnel ».

Pour le P.S.D. (parti social démocrate), qui a noué un dialogue privilégié avec le P.S., « rien ne justifie, en ce moment, la dissolution de l'Assemblée ». L'attitude des communistes, selon cette formation, « trahit le désespoir d'une poignée de dirigeants stalinistes profondément jaloux de la démocratie et soucieux d'utiliser les virtualités psychologiques que leur fournirait une période de transition ».

M. Amaro da Costa, pour le Centre démocratique et social, est plus nuancé. Son parti n'est pas favorable à des élections anticipées « cette année », car l'électorat n'y

est pas préparé, et le résultat serait une augmentation probable de l'abstentionnisme et une perte de prestige pour la démocratie. M. Amaro da Costa estime que le gouvernement de M. Soares est désormais « au pied du mur », puisqu'il se trouve confronté à deux sortes de propositions : celles avancées en commun par le P.S.D. et le C.D.S. (réunis, il y a quelques semaines, en une « convergence démocratique ») et celles du P.C. Alinal « l'approbation de motions de censure semble désormais possible, et la crise du gouvernement apparaît plus aiguë que jamais ».

Malgré ce tollé, M. Alvaro Cunhal a prononcé, le mardi 2 août à Lisbonne devant les militants de son parti, un nouveau réquisitoire contre la politique du gouvernement socialiste. Il a notamment accusé M. Mario Soares et son équipe d'avoir « jeté la poudre » et le programme de leur parti d'être devenu les « défenseurs des intérêts des capitalistes, des agrariens et des impérialistes ».

Le secrétaire général du P.C. a affirmé que « l'absence des socialistes avec le parti social-démocrate et le Centre démocratique et social ne justifie plus que le groupe parlementaire du P.C.P. appuie, à l'Assemblée de la République, le gouvernement et le P.S. dans les moments difficiles, face aux menaces du P.S.D. et du C.D.S. ».

## ATHÈNES : l'incarnation d'une revendication nationale

De notre correspondant

Athènes. — En Grèce, Mgr Makarios incarnait, avant tout, une revendication nationale. Il est devenu impossible de dissocier son combat à Chypre, durant ces trois dernières décennies, du devenir grec.

A l'étranger on s'étonne parfois de voir un archevêque se conduire avec autant de compétence et de subtilité diplomatique, mais également en moins soldat. Cette imbrication du spirituel et du temporel ne pouvait découler que des Grecs car leur tradition nationale montre que les Eglises orthodoxes ont toujours assumé la direction de la nation lorsque le peuple avait perdu son indépendance et sa liberté. Cette double compétence civile et religieuse fut formellement reconnue par l'empire ottoman tant en Grèce qu'à Chypre. Mgr Makarios était donc un ethnarque perpétuant la tradition nationale.

Les réactions des Grecs à l'égard du disparu se nuancent selon les familles politiques, les différentes crises du long drame chypriote ne faisant qu'accroître les divergences.

Pour ceux qui voulaient l'Enosis (union de Chypre à la Grèce), Mgr Makarios jouait avec le feu. A l'extrême droite, il fut présenté comme un Raspoutine ou un Kerenki. Se rendant compte des obstacles pratiquement insurmontables opposés à l'Enosis, l'ethnarque cherchait avant tout à obtenir une indépendance totale et à échapper au jeu des « facteurs étrangers ». Mais les partisans grecs du général Grivas, chef de l'EOKA, voyaient en lui un « traître ».

En fait, une partie de la droite et du centre acceptait de le voir distribuer les cartes, tout en souhaitant que son jeu, « florentin » pour les uns, « byzantin » pour les autres, ne le conduise pas à une situation de force en Méditerranée orientale et dans les relations entre la Grèce et la Turquie. En décembre 1963, le 166<sup>th</sup> 1964, en novembre 1967, les deux pays furent proches de l'affrontement. Des divergences sur la tactique à adopter apparurent entre Athènes et Nicosie. Mgr Makarios et Georges Papandréou furent parfois déconcertés par les initiatives que prenait Mgr Makarios. Ils redoutaient que de trop graves crises ne faussent l'équilibre entre la droite et le centre, conduisant la Grèce à un conflit armé avec la Turquie. Les dirigeants athéniens tenaient également à ne pas signer des « chèques en blanc » à l'ethnarque et souhaitaient que le dialogue entre les deux communautés chypriotes débouche sur un modus vivendi équilibré.

Sous la dictature, alors que la fraction suivant Georges Papandréou penchait plutôt en faveur d'une collaboration avec Mgr Makarios, l'Etat indépendant devenait un « centre national », le noyau dur de la junte socialiste à éliminer purement et simplement le « prélat rouge ». Après la chute de M. Papandréou, en novembre 1973, la « gauche des généraux » choisit le coup de force, dans l'espoir de réunir l'armée et le peuple grec en un mouvement unique.

## A TRAVERS LE MONDE

## Allemagne fédérale

● Mme PONTI, LA VEUE DU PRÉSIDENT DE LA DRESDNER BANK assassiné samedi, à Berlin, mardi 1<sup>er</sup> août, Mlle Eleonore Foenninger, arrêtée lundi, comme l'une des femmes ayant participé au meurtre de son mari. D'autre part, M. Klaus Croissant, avocat de membres du groupe Baader-Meinhof, qui s'est réfugié récemment en France, a démenti « être mêlé de près ou de loin » au meurtre de M. Ponti. — (A.F.P.)

## Sahara occidental

● DANS DES COMMUNIQUÉS publiés à Alger et à Madrid, le Front Polisario fait état de succès remportés au cours de deux opérations. Le 26 juillet, l'attaque d'un cantonnement de militaires de l'armée marocaine stationnée à Lamia, à 20 kilomètres au sud de Tan-Tan, se serait soldée par la mort de quatre-vingt-un soldats des forces

posant l'union de Chypre à la Grèce. Ce fut la tragédie de juillet 1974, qui mit le feu aux poudres.

La gauche, dès 1953, souhaitait voir Mgr Makarios accéder aux interventions d'Athènes et aux pressions du « facteur alié », faire de Chypre un Etat non-engage, vraiment indépendant et assurant ses destinées par un retour à l'harmonieuse coexistence qui caractérisait, pendant des siècles, les relations entre les deux communautés. Après le rétablissement de la démocratie et de la politique d'étroite collaboration avec Nicosie adoptée par le gouvernement caramanlis, les milieux de gauche soutenaient de plus en plus un président de la République chypriote qu'ils savaient la cible de nombreuses intrigues.

Si le peuple grec est unanime à regretter le prélat, les positions politiques et idéologiques nuancent donc les réactions à l'annonce de sa disparition.

MARC MARCEAU.

## ANKARA : le successeur sera-t-il aussi intransigent ?

Ankara. — La lutte pour la succession du chef de l'Etat chypriote ne va-t-elle pas provoquer des sursauts entre les différentes tendances nationalistes des Chypriotes grecs et compliquer les négociations intercommunautaires ? C'est la question qui se pose dans les milieux politiques turcs, où l'on fait valoir que la recherche d'une solution négociée de l'affaire de Chypre était inscrite au programme de gouvernement de M. Demirel.

Mgr Makarios a toujours été considéré comme un élément déterminant dans le refus de tout compromis, depuis 1960. En 1963, lorsqu'il était venu en visite officielle à Ankara en qualité de président de la République de Chypre, ses interlocuteurs avaient acquis la conviction que le prélat demeurerait intransigent. Depuis son retour à Chypre, il l'avait bien prouvé — estime-t-on ici — en opposant son veto à toutes les étapes des conversations intercommunautaires, au temps où elles étaient menées par M. Ciriades, président de la Chambre, que les Turcs ont toujours considéré comme la personnalité la plus propre à faciliter un règlement.

La forte personnalité de l'ethnarque contribuait également aux yeux des Turcs, à rendre plus délicats les pourparlers entre les deux communautés. Son influence politique et religieuse s'étendait en effet bien au-delà de la région, notamment aux Etats-Unis. Bien des difficultés rencontrées par la politique étrangère d'Ankara et où la question de Chypre jouait un rôle — même indirectement — paraissent se ramener, aux yeux des Turcs, à un « problème Makarios ». — (Spécial A.F.P.)

## Tchad

● M. ABBA SIDDIK, secrétaire général du Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT), indique dans un communiqué publié le mardi 2 août à Alger, qu'il ne participera pas aux discussions entre le gouvernement tchadien et les mouvements d'opposition que M. Bongo, chef de l'Etat gabonais et président en exercice de l'O.U.A., a proposé d'organiser à Libreville. M. Abba Siddik estime que les « groupements qui ont proféré ces dernières années à l'ombre de puissances régionales » ne sont pas représentatifs et que c'est le FROLINAT qui devrait être reconnu par l'O.U.A. « en tant que mouvement de libération nationale. — (Corresp.)

## Irlande du Nord

## La prochaine visite de la reine Elizabeth est qualifiée de « provocation » par l'IRA

De notre correspondant

Dublin. — A quelques jours de la visite de la reine Elizabeth en Ulster, le secrétaire d'Etat britannique, M. Roy Mason, a annoncé une série importante de mesures économiques visant à combattre le chômage qui touche 13 % de la population active.

Ces mesures comprennent notamment la mise sur pied d'un conseil économique, des subventions aux entreprises étrangères qui s'installent dans les zones les plus délaissées, des subventions allant jusqu'à 50 % du coût des bâtiments et de l'équipement et à la compagnie nationale d'électricité (100 millions de livres sterling). Cette aide financière sera à la réduction du prix de l'énergie pour les entreprises. A l'autonomie des représentants du gouvernement britannique en Ulster se rendront aux Etats-Unis, au Japon et dans divers pays européens dans le but de faire connaître les conditions attrayantes qu'offre la province à des entreprises étrangères. L'ensemble de ces mesures représentent un investissement par Londres de plus de 700 millions de livres sterling étalé sur cinq ans.

Ce plan sera bien accueilli par les syndicats, particulièrement dans des villes comme Strabane, à l'ouest de la province, où le nombre de sans-emploi atteint 25 % de la population active.

Cependant, il ne dissuadera pas l'alle provisoire de l'IRA et les groupes gauchistes qui en sont proches de tenter de perturber la visite de la reine, les 10 et 11 août prochains. La date choisie pour cette visite est considérée par l'IRA et ses sympathisants comme une provocation, car elle coïncide avec l'anniversaire de l'instauration, le 9 août 1971, de la détention sans jugement et avec le défilé traditionnel, le 12 août, d'une importante organisation loyaliste.

Des mesures de sécurité extraordinaires ont été prises par les autorités, la plus récente étant la mise en état d'alerte, lundi 1<sup>er</sup> août, des huit mille membres de l'U.D.R. (le régime pour la défense de l'Ulster), force locale qui renforce l'armée britannique, dont l'effectif est actuellement de quatorze mille hommes.

L'inquiétude que provoque la visite de la reine qui sera accompagnée de son mari, le prince Philip, a augmenté depuis la révélation, par le journal publié par les de Belfast, *The Republican News*, d'un itinéraire des personnalités de la famille royale bien plus détaillé que celui indiqué la semaine dernière par les autorités. L'organisation nationaliste extrémiste a promis qu'elle fera tout pour que la visite royale soit « mémorable ». La découverte, vendredi dernier, d'une bombe à l'université de Coleraine, où la reine se rendra le deuxième jour et où elle s'adressera par l'intermédiaire de la télévision, à la population de l'Ulster, a été un avant-goût de ses intentions.

## Le dilemme du S.D.P.

A part la visite à l'université, le bref séjour de la reine dans la province, dans laquelle sa dernière visite remonte à 1949, quatre ans avant son couronnement, se limitera à plusieurs réceptions, dont deux sur le yacht royal *Britannia*. Parmi le grand nombre de personnalités invitées figurent des membres du principal parti catholique modéré, le S.D.P. (travailliste social-démocrate), qui s'est déclaré opposé à la visite de la souveraine en raison de la situation politique actuelle. L'invitation que le S.D.P. a repoussé la place devant un dilemme : en refusant, il confirme les accusations des unionistes selon lesquelles ses objectifs ne différencient pas sensiblement de ceux de l'IRA provisoire, c'est-à-dire la rupture du lien constitutionnel avec la Grande-Bretagne et la réunification de l'île. Mais s'il accepte de rencontrer la souveraine, le parti catholique choquera l'élément nationaliste de son électorat.

Plusieurs groupements gauchistes, dont celui de Mme Bernadette McAliskey, née Devlin, le parti socialiste indépendant, ont créé un « comité pour l'unité anti-impérialiste » qui organise des manifestations et demande aux habitants des quartiers populaires de Belfast de hisser des drapeaux noirs.

JOE MULHOLLAND.

هذه امينة الاصل



## PROCHE-ORIENT

### POUR PRÉPARER LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

#### Le président Sadate et M. Cyrus Vance proposent la réunion d'un « groupe de travail » restreint israélo-arabe

Les milieux politiques israéliens de Jérusalem, cités par l'A.P., ont réagi de façon positive à la proposition du président Sadate de réunir à New-York, à la mi-septembre, un « groupe de travail » israélo-arabe en vue de préparer la conférence de Genève. Cette suggestion leur paraît conforme à l'attitude d'Israël et à, en outre, l'avantage de permettre d'engager les négociations sans la participation de l'O.L.P.

A Beyrouth, l'organisation palestinienne fait savoir pour sa part qu'elle était parvenue à un accord avec la Syrie concernant l'attitude à adopter au sujet des négociations de paix au Proche-Orient. Cet accord, qui est soumis au secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance, lors de son passage à Damas ce mercredi 3 août, porterait sur la participation d'une délégation palestinienne autonome à la conférence de Genève, la création d'états palestiniens indépendants en Cisjordanie et à Gaza, ainsi que le refus d'établir un lien institutionnel palestinien-jordanien avant la conférence de Genève. L'accord prouverait donc le contre-pied des thèses du président Sadate, qui, à plusieurs reprises, a suggéré l'établissement de liens institutionnels entre la Jordanie et l'O.L.P. avant même le début des négociations de Genève.

De notre correspondant

Le Caire. — Une double impression prévaut au Caire à l'issue de la mission de M. Vance à Alexandrie, au cours de laquelle le secrétaire d'Etat a accepté l'« excellente suggestion » du président Sadate de former un « groupe de travail » regroupant les ministres des affaires étrangères d'Israël, d'Égypte, de Syrie et de Jordanie. Ceux-ci se réuniraient « aussi longtemps que de besoin » pour préparer la tenue de la conférence de Genève sur le Proche-Orient.

Les pourparlers de Genève, dont la reprise est prévue à la fin de 1977, ont été l'objet, lors de la session, de la diplomatie égyptienne depuis le second accord de désarmement israélo-égyptien au Sinaï en septembre 1975, soit deux ans et demi. Le groupe de travail n'étant qu'une manière d'attendre des jours meilleurs sans trop perdre la face ? Dans l'hypothèse contraire, si la proposition du rais était acceptée par toutes les capitales concernées, elle pourrait déboucher sur de véritables négociations « à bras armés » entre Israël et l'O.L.P. diplomatique actuelle.

Cette seconde hypothèse venant à se concrétiser, cela constituerait pour les Égyptiens un succès d'autant plus intéressant que Moscou se trouverait encore davantage à l'écart du règlement. M. Sadate a bien dit du bout des lèvres qu'il ne servirait pas l'« objection » à une participation soviétique au groupe de travail, mais, même s'il ne l'a pas explicité, il est clair qu'il ne juge pas cette présence indésirable. La présidence du groupe de travail a été offerte à M. Vance par M. Sadate, alors que la conférence de Genève serait coprésidée par un Américain et par un Soviétique. Même si le groupe de travail se réunissait à New-York en septembre prochain, au moment de l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale, il sera indépendant des Nations unies, sous l'égide desquelles la conférence sur le Proche-Orient avait été convoquée.

L'Égypte étant soupçonnée par ses détracteurs d'être tentée par une paix séparée avec Israël en échange de la restitution du Sinaï, il n'est pas étonnant que la conférence de presse radio-télévisée qu'il a tenue conjointement

avec M. Vance, mardi en début de soirée, à Alexandrie, a réaffirmé avec feu : « Il n'y aura pas de négociations bilatérales entre l'Égypte et Israël ». Il a ajouté que les deux conditions impératives de l'établissement d'une paix permanente restaient « l'évacuation des territoires occupés et la création d'un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza ».

Si Israël acceptait ces conditions, le rais signerait un « traité de paix dans les heures qui suivraient », qui entraînerait une « reconnaissance immédiate et automatique » de l'État hébreu, l'établissement de relations diplomatiques et économiques étant « affaire de souveraineté ».

M. Sadate avait récemment parlé d'un délai de cinq ans après la paix pour établir de telles relations. Au cours de la conférence de presse, M. Sadate a encore déclaré qu'il trouvait « des éléments positifs » dans la position israélienne actuelle. Il a reconnu que des « divergences de vue » subsistent entre le Caire et l'O.L.P. (l'Égypte, contrairement à la Syrie et aux Palestiniens, estime que les liens futurs entre la Jordanie et l'État palestinien devraient être définis dès maintenant.) Il a enfin approuvé l'idée de la création d'un État libanais.

M. Raymond Bodé, de placer des casques bleus sur la frontière libano-israélienne.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

### Israël

#### L'AVIS DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS SUR LA « LOI ANTIBOYCOTTAGE »

#### Le ministre des affaires étrangères de Jérusalem dénonce le « geste hostile » de Paris

De notre correspondant

Jérusalem. — « Après un acte qui ne pouvait être interprété autrement que comme une approbation par la France de la terreur anti-israélienne (l'affaire Abou Daoud), voici un acte qui ne peut être interprété que comme une approbation par la France du boycott économique anti-israélien ». C'est en ces termes que le quotidien indépendant Haaretz commente le mercredi 3 août, la décision du gouvernement français restreignant les effets de la loi du 7 juin dernier dite « anti-boycottage ».

La veille, à la Knesset, le ministre des affaires étrangères, M. Dayan, répondant à trois interpellations, avait qualifié de « geste hostile » la décision de Paris. Le chargé d'affaires de l'ambassade de France a été saisi d'une protestation officielle pour « cet acte inamic qui est contraire aux principes généralement admis dans les pays démocratiques ». M. Allon, directeur général adjoint du ministère des affaires étrangères, a déclaré au chargé d'affaires français, M. Burtin, qu'Israël considère comme extrêmement grave le fait que le gouvernement français permette à un organisme d'Etat d'apporter son concours au boycottage d'Israël par le monde arabe. « Cet acte est d'autant plus grave », a ajouté M. Allon, qu'Israël est déguisé par les autorités françaises comme un cas exceptionnel sur lequel la discrimination est permise. Il a été rappelé au diplomate français que cette mesure était contraire aux engagements pris par M. de Gaulle, lors de sa visite à Jérusalem, et en violation flagrante avec les principes de la Communauté économique européenne, les engagements pris par la France dans le cadre du GATT et avec les propres lois de la France.

ANDRÉ SCAMAMA.

Cette affaire, que l'on se refuse à commenter dans les milieux officiels, met en évidence la difficulté de maintenir de bonnes relations avec Israël tout en commerçant avec le monde arabe.

## AFRIQUE

### Algérie

#### LE PRÉSIDENT BOUMEDIÈNE EST INTERVENU PERSONNELLEMENT POUR METTRE FIN À UNE GRÈVE DES TRANSPORTS URBAINS.

(De notre correspondant.)

Alger. — Un concert de klaxons à travers les principales artères de la capitale algérienne a marqué dans l'après-midi de lundi 1<sup>er</sup> août la fin de la grève des agents de la R.S.T.A. (Régie syndicale des transports d'Alger), déclenchée dans la matinée et qui avait paralysé pendant quelques heures le trafic urbain. Le mouvement revendicatif a été essentiellement motivé par les conditions de travail (sécurité, hygiène, congés payés, etc.). Le président Boumedienne s'est déplacé jusqu'au dépôt de Fourgonnerie pour écouter les doléances des travailleurs. Ceux-ci ont obtenu des promesses précises concernant leurs principales revendications. Au terme de la réunion, les chauffeurs et receveurs de la R.S.T.A. ont tenu à marquer leur victoire par une tournée bruyante dans Alger. C'est la seconde grève déclenchée par les agents de la R.S.T.A. en moins d'un an. Le mouvement d'octobre dernier avait abouti à une augmentation de salaire et au reclassement de différentes catégories d'agents.

Ces dernières semaines, le secteur des transports semble être particulièrement touché par des mouvements sociaux, et l'on a enregistré deux autres grèves : celle des dockers du port d'Alger et celle des cheminots. (Interim.)

### Ouganda

#### LES SIX SOTIES DU MARÉCHAL

Le président ougandais Idi Amin Dada emploie six soties pour déjouer les tentatives d'attentats, a indiqué, mardi 3 août, le journal Ntuli, qui rapporte les propos d'un fonctionnaire ougandais en mission en Italie.

Le 30 juin dernier, le « Daily Nation » de Nairobi annonçait la mort d'Idi Amin Dada. Des

« témoins » avaient confirmé que celui-ci avait bien été victime d'un attentat sur la route d'Entebbe, puis transporté, grièvement blessé, dans un hôpital libyen. En fait, révèle le fonctionnaire ougandais, le passage de la voiture officielle d'Amin Dada, « aussi gros que le maréchal », qui succomba à la rafale de pistolet mitrailleur reçue dans le ventre. — (A.F.P.)

### Ethiopie

#### LE CONFLIT DE L'OGADEN Addis-Abeba demande à l'O.U.A. de se réunir d'urgence pour débattre de l'« agression somalienne »

Le gouvernement d'Addis-Abeba a demandé, mardi 3 août, une réunion d'urgence de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) pour débattre de l'« agression somalienne » dans l'Ogaden. Dans un télégramme adressé à M. Martin Bongo, ministre gabonais des affaires étrangères et président en exercice du conseil des ministres de l'O.U.A., le chef de la diplomatie éthiopienne, M. Fekile Gadiel Giorgis, réclame une « action rapide » afin de préparer la réunion.

Cet appel d'Addis-Abeba intervient avant la réunion à Libreville, le 5 août, d'une commission de conciliation composée de représentants de huit pays africains (Nigeria, Libéria, Sénégal, Cameroun, Tanzanie, Mauritanie, Lesotho et Soudan) et créée lors du dernier sommet de l'O.U.A. Les Éthiopiens espèrent qu'à travers les travaux de cette commission le quorum des deux tiers exigé pour la convocation d'une session extraordinaire de l'O.U.A. sera obtenu. Pour Mogadiscio, qui dément toute participation directe au conflit de l'Ogaden, les autorités éthiopiennes cherchent, seulement, à internationaliser le conflit pour gagner du temps.

D'autre part, l'Éthiopie a exprimé son « mécontentement » à la Grande-Bretagne et aux États-Unis après leur décision de vendre des armes à la Somalie, a annoncé mardi l'agence de presse éthiopienne Addis-Abeba, accusée Londres et Washington de « cautionner l'agression » somalienne.

#### LE CONSEIL DES MINISTRES ARABES DE L'INFORMATION CONDAMNE LE RÉGIME « TERRORISTE » ÉTHIOPIEN

Tunis (A.F.P., UPI). — Le conseil des ministres arabes de l'information a tenu, les 1<sup>er</sup> et 2 août, sa trentième session à Tunis. Les participants se sont notamment mis d'accord sur le texte d'une recommandation demandant au secrétaire général de la Ligue arabe et aux ministres de l'information des pays membres de « coordonner les actions avec le Front uni de la libération de la Somalie occidentale et de l'Érythrée afin de faire connaître la lutte qu'ils mènent pour l'autodétermination et de déjouer les campagnes d'extermination pour lesquelles le régime terroriste éthiopien engage des milliers de soldats ».

Le conseil souhaite, par ailleurs, que soit organisée une campagne pour « dénoncer les exactions des autorités somalises dans les territoires occupés et le traitement réservé aux détenus arabes dans les prisons somalises ».

# La Storia

“Un souffle exceptionnel.”

Françoise Wagener - Le Monde

“Autant le dire tout de suite des livres comme La Storia, il y en a peu par siècle.”

Hector Bianciotti - Le Nouvel Observateur

“La Storia, ce livre écrit avec le cœur, il est de ceux, trop rares, que l'on peut aimer vraiment, de ces livres avec lesquels on peut vivre.”

Mario Fusco - Les Nouvelles Littéraires

“Un roman puissant de beauté et de générosité qui roule les flots d'un fleuve en crue, emportant vers les confins de notre mémoire les cris de la grande tragédie de ce temps et le chant de tout un peuple obstiné à vivre et à aimer.”

Un ouvrage qui fait date dans l'histoire du roman européen.”

Angelo Rinaldi - L'Express

GALLIMARD

## akarios

Le Caire. — Une double impression prévaut au Caire à l'issue de la mission de M. Vance à Alexandrie, au cours de laquelle le secrétaire d'Etat a accepté l'« excellente suggestion » du président Sadate de former un « groupe de travail » regroupant les ministres des affaires étrangères d'Israël, d'Égypte, de Syrie et de Jordanie. Ceux-ci se réuniraient « aussi longtemps que de besoin » pour préparer la tenue de la conférence de Genève sur le Proche-Orient.

### ATHÈNES : l'incarnation d'une revendication nationale

Le Caire. — Une double impression prévaut au Caire à l'issue de la mission de M. Vance à Alexandrie, au cours de laquelle le secrétaire d'Etat a accepté l'« excellente suggestion » du président Sadate de former un « groupe de travail » regroupant les ministres des affaires étrangères d'Israël, d'Égypte, de Syrie et de Jordanie. Ceux-ci se réuniraient « aussi longtemps que de besoin » pour préparer la tenue de la conférence de Genève sur le Proche-Orient.

Le Caire. — Une double impression prévaut au Caire à l'issue de la mission de M. Vance à Alexandrie, au cours de laquelle le secrétaire d'Etat a accepté l'« excellente suggestion » du président Sadate de former un « groupe de travail » regroupant les ministres des affaires étrangères d'Israël, d'Égypte, de Syrie et de Jordanie. Ceux-ci se réuniraient « aussi longtemps que de besoin » pour préparer la tenue de la conférence de Genève sur le Proche-Orient.

Le Caire. — Une double impression prévaut au Caire à l'issue de la mission de M. Vance à Alexandrie, au cours de laquelle le secrétaire d'Etat a accepté l'« excellente suggestion » du président Sadate de former un « groupe de travail » regroupant les ministres des affaires étrangères d'Israël, d'Égypte, de Syrie et de Jordanie. Ceux-ci se réuniraient « aussi longtemps que de besoin » pour préparer la tenue de la conférence de Genève sur le Proche-Orient.

Le Caire. — Une double impression prévaut au Caire à l'issue de la mission de M. Vance à Alexandrie, au cours de laquelle le secrétaire d'Etat a accepté l'« excellente suggestion » du président Sadate de former un « groupe de travail » regroupant les ministres des affaires étrangères d'Israël, d'Égypte, de Syrie et de Jordanie. Ceux-ci se réuniraient « aussi longtemps que de besoin » pour préparer la tenue de la conférence de Genève sur le Proche-Orient.

## TRAVERS LE MONDE

### Hommage fédéral

Le Caire. — Une double impression prévaut au Caire à l'issue de la mission de M. Vance à Alexandrie, au cours de laquelle le secrétaire d'Etat a accepté l'« excellente suggestion » du président Sadate de former un « groupe de travail » regroupant les ministres des affaires étrangères d'Israël, d'Égypte, de Syrie et de Jordanie. Ceux-ci se réuniraient « aussi longtemps que de besoin » pour préparer la tenue de la conférence de Genève sur le Proche-Orient.

Le Caire. — Une double impression prévaut au Caire à l'issue de la mission de M. Vance à Alexandrie, au cours de laquelle le secrétaire d'Etat a accepté l'« excellente suggestion » du président Sadate de former un « groupe de travail » regroupant les ministres des affaires étrangères d'Israël, d'Égypte, de Syrie et de Jordanie. Ceux-ci se réuniraient « aussi longtemps que de besoin » pour préparer la tenue de la conférence de Genève sur le Proche-Orient.



## POLITIQUE

### La réforme du statut des suppléants

## Le gouvernement ne prendra pas de décision avant la fin du mois

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu, mardi 2 août, à déjeuner, en présence de MM. Raymond Barre, premier ministre, Alain Peyrefitte, ministre de la Justice, et Christian Poncelet, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale, MM. Alain Fohrer et Edgar Faure, et ceux des groupes parlementaires de la majorité : pour le Sénat, MM. Philippe de Bourgoing (républicain), Pierre Carous (R.P.R.), Adolphe Chauvin (Union centriste) et Max Monichon (indépendant); pour l'Assemblée nationale, MM. Roger Chénard (républicain), Claude Labbé (R.P.R.) et Max Lejeune (réformateur).

Le porte-parole de la présidence de la République a indiqué que ce « déjeuner de travail », qui s'est déroulé « dans un climat de cordialité et de parfaite en-

tente », avait eu notamment pour objet, la préparation de la prochaine session parlementaire, qui sera la dernière de l'actuelle législature. M. Jean-Philippe Lecat a précisé que les échanges de vue avaient porté sur la préparation de la discussion du budget de 1978 et sur le projet de loi d'indemnisation des rapatriés. Le premier ministre a exposé aux hôtes du chef de l'Etat les grandes lignes de ce texte.

Le président de la République a ensuite évoqué la réforme du régime des suppléants, dont le fonctionnement actuel « pose un certain nombre de problèmes ». « En effet », a-t-il expliqué, « il est pratiquement impossible de nommer au gouvernement un membre du Sénat, élu pour neuf ans, si celui-ci ne peut retrouver son siège ».

Le premier ministre devait également recevoir, ce mercredi 3 août, dans l'après-midi, M. Jacques Vaysses-Tempé, président du R.A.N.F.R.A.N. (Rassemblement national de France, rapatriés d'Afrique du Nord et d'outre-mer).

## Les rapatriés reçus par M. Barre : « Nous restons dans l'expectative »

M. Raymond Barre a reçu, mardi après-midi 2 août, à l'hôtel Matignon, une délégation de représentants de rapatriés d'Afrique du Nord composée de MM. Forzy, Laquière, Roseau, dirigeants du RECOURS (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spoliés d'outre-mer), Trappe, président du F.N.R. (Front national des rapatriés), et Causse, secrétaire général de la MAFPA (Maison des agriculteurs français d'Algérie).

Ainsi qu'il l'avait indiqué quelques heures plus tôt, à l'Elysée, au cours du déjeuner qui réunissait, autour du président de la République, les présidents des groupes de la majorité des deux assemblées, le premier ministre a confirmé à ses interlocuteurs que le gouvernement demandera au Parlement d'examiner, au cours de la session d'automne, un projet de loi d'indemnisation visant à compléter les dispositions prises en faveur des rapatriés depuis l'indépendance de l'Algérie.

## Le danger d'affrontements en Corse

Le chef du gouvernement a également annoncé la publication, très prochainement, d'un décret tendant à alléger la charge financière des rapatriés réinstallés et endettés. Ce texte est attendu depuis plusieurs mois par les associations de rapatriés.

Les cinq députés, l'un après l'autre, ont exprimé leurs préoccupations en soulignant en particulier la gravité de la situation en Corse, où, selon M. Roseau, existent actuellement des risques d'affrontements armés entre certains autonomistes et certains agriculteurs rapatriés installés dans l'île. Au terme de ces échanges de vues, M. Forzy, dirigeant

du RECOURS, a notamment déclaré, au nom de la délégation : « Le premier ministre ne nous a pas fait de promesses précises. Nous attendons pour juger de la portée des textes du projet de loi et des décrets d'application ».

Le premier ministre devait également recevoir, ce mercredi 3 août, dans l'après-midi, M. Jacques Vaysses-Tempé, président du R.A.N.F.R.A.N. (Rassemblement national de France, rapatriés d'Afrique du Nord et d'outre-mer).

Cette unité est si grande que nous nous payons le luxe (qui peut être à la longue dangereux) d'accorder d'incroyables facilités à des minorités de différentes sortes qui s'époumonent à se battre, à se battre sous la forme de mouvements aux objectifs squelettiques, cherchant à ruiner les exigences les plus fondamentales de l'Etat, voire à faire exploser des bombes sans crainte des foudres d'un gouvernement qui s'empresse de regarder ailleurs et de parler d'autre chose. Alors qu'il est non seulement la majorité, mais la nation.

En fait, le vrai phénomène politique, ce n'est pas la division du pays, c'est l'incertitude quant à l'autorité de ceux qui nous gouvernent, quant à leur capacité de faire face à notre affaiblissement démographique, économique, politique, quant à leur aptitude à suivre la voie de l'indépendance, chef de l'unité.

Il faut, derrière l'apparence, retrouver la vérité. L'appel à une modification du mode de scrutin, par l'introduction de l'élection à la représentation proportionnelle n'est pas, en fait, le remède à une coupure qui est dans la nature de la démocratie. Elle est un refuge dans un type de désignation des élus qui condamne à l'impuissance et donne ainsi une justification légale au non-commandement de l'Etat. On réinvente la « proportionnelle », on la pare de toutes les vertus afin de donner à l'insuffisance de l'autorité une couverture constitutionnelle.

On nous explique, il est vrai, que cette réforme permet la rupture entre partis socialistes et communistes. Elle permet aussi de diminuer l'influence électorale du mouvement gaulliste, objectif qui est tout autant recherché que le premier. En fait, tranchés dans le vif du sujet, il s'agit de créer les conditions d'un gouvernement que l'on appelle troisième force sans doute par dérision, car un tel gouvernement, nous le savons par expérience, est et sera de première faiblesse.

On oublie de dire que la représentation proportionnelle augmentera considérablement les effectifs des élus communistes à l'Assemblée nationale et peut en deux ou trois scrutins, compte tenu de l'encouragement à la division des formations non communistes, faire de lui, par le nombre de ses députés, le second, voire le premier parti de France.

de législature rendent inutilement rigide la vie gouvernementale, puisqu'il est difficile de procéder soit à des changements de ministres, soit à des renouvellements de secrétaires d'Etat, lors que les intérêts se trouvent, lors de leur départ du gouvernement, dépourvus de la fonction à laquelle ils ont été élus.

Le gouvernement s'est préoccupé de cette situation. Il a fait voter, en 1974, un projet de réforme de la Constitution qui a été adopté par l'Assemblée nationale et le Sénat. Cependant, il a été jugé à l'époque que ce projet ne recueillerait pas la majorité des trois-cinquièmes requise pour son adoption par le Congrès.

De son côté, le Parlement a pris l'initiative d'élaborer une loi organique au cours de la dernière session de printemps. Elle a été votée successivement par l'Assemblée nationale et le Sénat. Or, le Conseil constitutionnel vient de décider que cette loi était contraire à la Constitution. Il apparaît ainsi que seule la voie de la réforme constitutionnelle permettrait de régler de manière satisfaisante la question du régime des suppléants. Avant d'entreprendre cette procédure, j'ai souhaité recueillir l'avis des présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, ainsi que celui des présidents des groupes de la majorité. En effet, pour éviter toute question de personne, cette réforme de caractère limité et technique devrait être réalisée avant les prochaines élections législatives. J'ai demandé aux présidents de groupes de me faire connaître leur réponse d'ici à la fin du mois d'août afin de pouvoir à l'époque, si la possibilité d'adopter cette réforme.

## Le CERES répond à M. Rocard

### L'union de la gauche : compromis ou dépassement ?

M. Michel Rocard, membre du secrétariat national du parti socialiste, avait déclaré, à la tribune du congrès du P.S. à Nantes (17-19 juin) : « Il y a deux cultures politiques dans la gauche française ». M. Rocard distinguait la République jacobine, animée d'une logique centralisatrice, dans laquelle « la classe ouvrière française est entrée de plain-pied », et une culture décentralisatrice, régionaliste, libératrice, qui « rejette les dominations arbitraires, celles des patrons comme celle de l'Etat », et « préfère l'autonomie des collectivités de base et l'expérimentation ».

M. Rocard ajoutait : « Le programme commun de gouvernement (...), c'est un honnête et bon compromis, un compromis équilibré, à l'horizon cinq ans, comme le destructeur de bien des "jeudalités" et nous avons grand besoin qu'il retrouve aujourd'hui cette fonction ».

Mais le CERES reproche plus profondément à M. Rocard d'avoir cherché, dans une limitation de l'Etat, un substitut à sa transformation. Pour la minorité du P.S., la nationalisation des moyens de production est inséparable de la transformation des rapports de

production. Par conséquent, refuser une extension du champ des nationalisations prévues par le programme commun, de crainte qu'elle ne débouche sur une « étatisme », c'est ne pas voir, selon Rocard, le « contenu de classe » spécifique des nationalisations préconisées par la gauche. Rocard admet que le programme commun de gouvernement « constitue une rencontre — donc un compromis — entre une nécessaire remise en cause du protectionnisme et la nécessité de ne pas casser la production ». « Mais il n'est pas vrai », ajoute la revue, que cette confrontation sépare les socialistes des communistes, les céditaires des cédistes, comme deux camps retranchés. Elle traverse, en s'exprimant sans doute dans des termes différents et selon des modalités diverses, chaque parti et chaque syndicat. » Rocard conclut : « Poser le débat de la gauche en termes de "culture", le limitant ainsi au niveau de la représentation (de l'idéologie) est à la fois... comme nous l'avons constaté à l'occasion de la discussion sur le plan et le marché — renoncer à penser la société dans des termes différents de ceux que la bourgeoisie nous impose et masquer le contenu social des choix politiques qu'il faudra trancher ».

## M. GUIDONI : ne pas nier la dynamique interne

Répondant également à M. Rocard, M. Pierre Guidoni, conseiller général de la Seine-Maritime, écrit, cette semaine, dans le Nouvel Observateur : « Le

programme commun, sauf à n'y voir qu'un texte mort, n'est pas le lieu d'un compromis. C'est l'instrument d'un dépassement. Pour M. Guidoni, l'union de la gauche ne repose pas sur la ran contre-provisoire de deux courants de pensée inconciliables.

« Dans l'état actuel, écrit-il, la description d'une gauche divisée entre deux cultures, division passant, si j'ai bien compris Michel Rocard, à l'intérieur du parti socialiste lui-même, ne peut conduire qu'à une conclusion. C'est que l'une de ces cultures devrait, dans les faits, triompher de l'autre. C'est nier la dynamique interne de l'union de la gauche, qui conduit chacun des partenaires à conjuguer avec un projet commun. C'est oublier que le problème de l'autogestion et donc du type de socialisme à construire, n'est pas une question posée par les socialistes aux communistes mais une question posée par la réalité de notre pays et de notre peuple. »

La Fédération des républicains de progrès que préside M. Jean Charbonnel, ancien ministre, s'inquiète des dérives du premier secrétaire du parti socialiste mettant en cause la force de dissuasion nucléaire française.

Les socialistes d'opposition se demandent si ces propos « ne laissent pas présager un retour à l'intégration atlantique ». Ils estiment « indispensable que la gauche entière s'engage à travers le programme commun, à poursuivre notre politique de défense nationale ».

## UNITÉ OU SALUT PUBLIC ?

(Suite de la première page.)

A la réflexion, on constate même présentement que certaines orientations de politique extérieure et de défense nationale, si elles étaient clairement affirmées et appliquées, rencontreraient un consentement plus général qu'en bien d'autres périodes. On peut dire aussi que le programme commun, en liant le parti communiste au fonctionnement des institutions et à la légalité républicaine, atténue une division. C'est de la part des communistes une habileté tactique sans doute, et non dépourvue d'arrière-pensées, comme naguère le ralliement des monarchistes à la République. Mais ses conséquences sont réelles.

Cette unité est si grande que nous nous payons le luxe (qui peut être à la longue dangereux) d'accorder d'incroyables facilités à des minorités de différentes sortes qui s'époumonent à se battre, à se battre sous la forme de mouvements aux objectifs squelettiques, cherchant à ruiner les exigences les plus fondamentales de l'Etat, voire à faire exploser des bombes sans crainte des foudres d'un gouvernement qui s'empresse de regarder ailleurs et de parler d'autre chose. Alors qu'il est non seulement la majorité, mais la nation.

En fait, le vrai phénomène politique, ce n'est pas la division du pays, c'est l'incertitude quant à l'autorité de ceux qui nous gouvernent, quant à leur capacité de faire face à notre affaiblissement démographique, économique, politique, quant à leur aptitude à suivre la voie de l'indépendance, chef de l'unité.

Il faut, derrière l'apparence, retrouver la vérité. L'appel à une modification du mode de scrutin, par l'introduction de l'élection à la représentation proportionnelle n'est pas, en fait, le remède à une coupure qui est dans la nature de la démocratie. Elle est un refuge dans un type de désignation des élus qui condamne à l'impuissance et donne ainsi une justification légale au non-commandement de l'Etat. On réinvente la « proportionnelle », on la pare de toutes les vertus afin de donner à l'insuffisance de l'autorité une couverture constitutionnelle.

On nous explique, il est vrai, que cette réforme permet la rupture entre partis socialistes et communistes. Elle permet aussi de diminuer l'influence électorale du mouvement gaulliste, objectif qui est tout autant recherché que le premier. En fait, tranchés dans le vif du sujet, il s'agit de créer les conditions d'un gouvernement que l'on appelle troisième force sans doute par dérision, car un tel gouvernement, nous le savons par expérience, est et sera de première faiblesse.

On oublie de dire que la représentation proportionnelle augmentera considérablement les effectifs des élus communistes à l'Assemblée nationale et peut en deux ou trois scrutins, compte tenu de l'encouragement à la division des formations non communistes, faire de lui, par le nombre de ses députés, le second, voire le premier parti de France.

On oublie de regarder l'Italie — où la proportionnelle, après avoir rongé l'autorité jusqu'à plonger le pays dans l'anarchie, conduit le parti communiste dans l'antichambre du pouvoir et, en fait, a déjà abouti à lui donner maints leviers de commande du pays, et d'une manière durable !

On oublie, enfin et surtout, la situation de la France. A force de ne pas dire la vérité, depuis le début de l'indépendance, à force de se laisser entraîner par la force de l'anarchie dans l'irréel depuis la destruction de l'ordre monétaire international, la hausse du pétrole et des matières premières, à force de laisser augmenter la consommation et les loisirs des Français plus rapidement que n'est assurée la croissance de la production et de l'exportation, un trop grand nombre de dirigeants se prennent à leurs propres paroles et croient que la fin de la crise arrivera d'elle-même. Hélas ! Plus les mois passent, plus nous devons nous rendre compte que la France est condamnée à sa perte si l'effort de travail, d'épargne, d'investissement, d'exportation, ne prend pas le pas sur la réverie et l'idéologie.

Dans une pareille situation, c'est folie que de chercher par la représentation proportionnelle un gouvernement « par le centre ». Tous les gouvernements, sauf en de brèves périodes exceptionnelles, gouvernement « au centre », mais non « par le centre », par ils ont besoin d'une majorité solide, quasiment inébranlable pour assurer leur autorité.

On nous dit qu'avec les institutions de la V<sup>e</sup> République, est assurée de l'autorité du chef de l'Etat « d'une majorité, président de tous... C'est ne pas voir que la durée du mandat présidentiel n'est pas faite pour supporter longtemps le « présidentialisme », lequel est lié à un mandat plus bref, que n'a pas voulu la Constitution. Sur ce point d'ailleurs, socialistes et communistes font un consensus : raccourcir le mandat présidentiel et réduire les pouvoirs du président est contradictoire. C'est ne pas voir surtout que le système

de représentation proportionnelle n'aboutit pas seulement à faire des députés les fonctionnaires de leur parti.

En fait, les états-majors de partis seront les maîtres du ministère, plus que le chef de l'Etat, plus que le premier ministre, qui, l'un et l'autre, auront leur liberté de choix limitée, pour ne pas dire supprimée. Ainsi le choix des hommes pour les grands départements ministériels, ce n'est plus le droit du premier ministre, mais l'objet d'un pacte entre états-majors hors la présence du chef de l'Etat. La dissolution, qui est une arme impressionnante en cas de scrutin majoritaire, perd une grande part de son caractère dissuasif, car la majorité des députés, s'ils ont bien dans la main leurs comités électoraux et tous les moyens de pression, sont assurés de leur réélection. Bref, la représentation proportionnelle sera demain pour la V<sup>e</sup> République ce qu'elle fut pour la IV<sup>e</sup> — l'instrument légal de l'abaissement de l'Etat.

Il est curieux de constater, une nouvelle fois dans notre histoire, les contresens qui marquent le jugement de nos dirigeants. Dans cette France changeante, et qui, voilà bientôt une dizaine d'années, a marqué une certaine lassitude à l'égard de la discipline et de la rigueur, on constate un mouvement inverse : l'appel à une autorité impartiale « nationale » à la fois. Pour une politique d'indépendance, c'est-à-dire contre les influences étrangères, pour une politique de travail et de prospérité, c'est-à-dire contre le laisser-faire des dépenses excessives ; pour une politique de salut public et de cohésion sociale, c'est-à-dire pour l'effort et la fierté, la France est le contraire d'un pays coupé en deux !

Nos institutions permettent le gouvernement de la France. Aux hommes de montrer leur qualité. Quelle faute ce serait que de remettre en place des institutions qui interdisent le gouvernement et qui empêcheraient même à des hommes de qualité le faire face à leur devoir politique !

J'ai souvent parlé de gouvernement de salut public. L'union nationale peut être une des formes du salut

public. Elle n'est en aucune façon liée à l'abandon du scrutin majoritaire. Elle est l'expression d'une prise de conscience. Le moins que je puisse dire est qu'en face d'années difficiles, et où le langage de l'indépendance nationale et du bien de l'Etat devra primer tous les laisser-aller, tous les corporatismes, toutes les démagogies, je ne perçois pas cette prise de conscience — je ne la perçois pas encore !

MICHEL DEBRÉ.

## La préparation des élections législatives

### M. SOUSTELLE (réf.) SE REPRÉSENTERA A LYON

M. Raymond Barre a reçu, mardi 2 août, en fin de matinée, M. Jacques Soustelle, ancien ministre, député de Lyon (réf.), venu l'entretenir de la situation économique et politique dans la région Rhône-Alpes. Au terme de cet entretien, M. Jacques Soustelle a déclaré qu'il se représentera dans la troisième circonscription de Lyon aux prochaines élections législatives.

### M. HENRI ESTINGOY CANDIDAT A PARIS

M. Henri Estingoy, directeur général de l'Institut national de la consommation (INCC) a confirmé, mardi 2 août, sa candidature aux prochaines élections législatives dans la vingt-deuxième circonscription de Paris (17<sup>e</sup>). Le siège est vacant depuis le décès de Bernard Lafay, ancien président du Conseil de Paris qui avait été élu député (app. U.D.R.) au deuxième tour de scrutin de 1973 et dont le suppléant, M. Jacques Sanglier (R.P.R.), est devenu sénateur de Paris en 1976. En remplacement de M. Pierre-Christian Taftinger, alors nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, M. Henri Estingoy a indiqué qu'il bénéficie du soutien du parti républicain.

## La préparation des élections sénatoriales

### M. TONY LARUE CONDUIRA UNE LISTE EN SEINE-MARITIME

M. Tony Larue, conseiller général socialiste, maire du Grand-Quevilly, conduira aux prochaines élections sénatoriales dans la Seine-Maritime, dont il est député de la deuxième circonscription, une liste de « la gauche socialiste et du mouvement pour la défense des communes », sur laquelle figurent quatre autres socialistes et un radical de gauche. Les candidats de cette liste sont : MM. Jean Defrene, maire délégué de Rouelles ; Pierre Bobée (rad. g.), conseiller général, maire de Martigny ; Fernand Leclerc, maire de Rougemont ; Claude Vialaret, conseiller général, maire de Blangy-sur-Bresle.

## RELIGION

### CORRESPONDANCE

### A propos de l'Eglise de scientologie

Le bureau juridique de l'Eglise de scientologie de France nous adresse la lettre suivante après le compte rendu par M. Alain Viennet du livre d'Alain Woodrow sur les Nouvelles Sectes (le Monde date 26-27 juin) :

Dans un article récent de votre journal, certains faits inexactes ont été énoncés au sujet de l'Eglise de scientologie de France, qui appelle les corrections suivantes :

En France, notre Eglise est une des nombreuses Eglises de scientologie réparties tout autour du monde sur cinq continents. Il en existe actuellement plus de soixante, qui ont elles-mêmes amené la formation de plusieurs centaines de « missions ».

L'Eglise enseigne une philosophie religieuse appliquée traitant de l'étude de la connaissance et s'adressant à l'individu considéré en tant qu'être spirituel dans ses relations avec l'univers physique, les autres formes de vie, et l'Etre suprême.

Elle œuvre pour un retour aux valeurs familiales et religieuses traditionnelles, et, sur un plan individuel, permet à la personne étudiante et appliquant ses données d'atteindre un plus grand respect et une meilleure compréhension de soi-même, des autres, ainsi que de son rôle dans la société.

L'Eglise de scientologie, dans la tradition des grands mouvements religieux du passé, est fortement engagée dans de nombreuses actions de réformes sociales.

Elle est apolitique par nature et sa campagne est orientée en premier lieu vers les points concernant les droits de l'homme tels que la psychiatrie institutionnelle, la toxicomanie et la justice sociale.

Voici ce que déclare une mère scientologue : « On ne saurait trop insister sur la valeur des données scientologiques dans la vie familiale. Il est alors possible de voir, parents et enfants, non pas en rivalité, mais en véritables alliés, en complices d'un même jeu ! Celui d'un groupe d'individus enthousiastes qui savent qu'on peut s'améliorer encore et encore, sans se prendre au sérieux, et en s'aimant. »

## SOCIÉTÉ

### LE PRÉSIDENT CARTER PROPOSE UNE LÉGALISATION PARTIELLE DE LA MARIJUANA

Le président Jimmy Carter a proposé, mardi 2 août, au Congrès une législation partielle de la possession de marijuana aux Etats-Unis. Dans son message, M. Carter a demandé que toutes les sanctions fédérales contre la possession de marijuana soient supprimées pour les possesseurs de moins de 1 once d'herbe (28 grammes). Il a ainsi proposé d'étendre au niveau fédéral les mesures déjà adoptées dans plusieurs Etats de la fédération, notamment dans l'Ouest. (Le Monde du 17 mars.) Le président américain souhaite que des recherches soient menées pour déterminer les raisons qui poussent ses compatriotes à s'adonner aux stupéfiants. Parallèlement, il réclame un renforcement de la lutte contre les « gros bonnets » de la drogue.

**la vie sexuelle de robinson crusoé**  
de michel gall  
aux éditions  
jeanclaude  
simoën

**En soutien à la lutte des peuples égyptien et libyen**  
**CONTRE L'AGRESSION EN LIBYE**  
**DU RÉGIME DE SADATE**  
**Réunion d'information et de solidarité**  
mercredi 3 août à 20 h 30, 115, bd St-Michel, Paris-5<sup>e</sup>  
(Métro Luxembourg ou Odéon)  
**Avec la participation de :**  
Collectif des Patriotes démocrates égyptiens - Communistes Égyptiens en France - Nassériens progressistes libanais - Congrès général du peuple (Libye) - Collectif National pour la Palestine - Démocrates Tunisiens - Rassemblement des Patriotes progressistes syriens - Parti Socialiste Unifié...

**la vie sexuelle de robinson crusoé**  
de michel gall  
aux éditions  
jeanclaude  
simoën

Les déclarations

**la vie sexuelle de robinson crusoé**  
de michel gall  
aux éditions  
jeanclaude  
simoën



# EQUIPEMENT

## Les déclarations de M. Jean-Pierre Fourcade

(Suite de la première page.)

La décentralisation des activités tertiaires, vivement souhaitée par l'opinion, ne peut, bien entendu, se limiter aux seules activités privées et il est indispensable que l'Etat donne l'exemple pour ses propres services.

Les programmes de localisation des ministères devront tous être terminés avant la fin de l'année. Si les services nécessaires à la conduite quotidienne de l'action gouvernementale doivent être évidemment rester à Paris même, auprès du ministre compétent, il est clair qu'il y a dans chaque ministère un certain nombre de services qui peuvent être installés en province. C'est ce qui doit déterminer précisément chaque programme.

Je précise, à cet égard, que la préparation de ces programmes s'inscrit dans un cadre très strict, puisqu'il s'agit du conseil régional d'Alsace 1975 sur l'aménagement de la région Ile-de-France les ministères ne peuvent plus obtenir de surcoûts supplémentaires dans cette région.

L'Etat s'est donc fixé à lui-même une règle très stricte, qu'il respecte scrupuleusement et qui est un élément fondamental de cette politique de « redéploiement » géographique.

Nous sommes actuellement en discussion avec les quelques ministères qui n'ont pas terminé la préparation de leur programme. Les « retardataires » sont les ministères de l'économie et des finances, du travail, et de la santé. Toutefois, pour vous montrer la variété des décentralisations envisagées, je peux vous citer les plus récentes décisions en la matière :

Le ministère de l'économie et des finances, après avoir installé une partie importante de l'imprimerie nationale à Douai, va transférer à Toulouse la direction nationale des statistiques du commerce extérieur, qui est chargée de fournir au gouvernement le chiffre mensuel de nos importations et de nos exportations.

Le ministère de l'agriculture va transférer à Toulouse et à Dijon différents services statistiques et informatiques.

Le secrétariat d'Etat aux P.T.T. installe actuellement les directions d'achats des postes et télécommunications respectivement à Moulins et à Bordeaux, et vient de décider le transfert à Toulouse et dans trois centres régionaux de la direction des télécommunications du réseau national.

Pour mon propre ministère, qui vient de terminer l'installation de l'Ecole des travaux publics de Lyon, j'ai décidé récemment le transfert d'une division du service technique des routes et autoroutes au Vaudreuil, l'extension du laboratoire central des ponts et chaussées à Nantes, le transfert du service technique des ports maritimes et voies navigables au Havre. Enfin, nous

sommes engagés dans une opération majeure : le transfert à Toulouse de la Météorologie nationale. Ce sera la première fois que sera réalisée une opération de cette ampleur et de cette importance.

Nous allons par ailleurs, et c'est le second point, élargir le champ d'application de cette décentralisation administrative. On constate, en effet, que les établissements publics nationaux emploient dans leurs services centraux parisiens des effectifs sensiblement supérieurs à ceux des ministères proprement dits (soixante mille au lieu de quarante mille).

Plusieurs décentralisations importantes ont, d'ores et déjà, été réalisées par ces établissements, mais il faut donner à cette action un caractère plus systématique.

C'est ce qu'a décidé le conseil des ministres, et un premier bilan de ces programmes sera dressé à la fin de cette année.

### Indépendance et « poil à gratter »

Vous avez dit de la DATAR d'elle devait disposer d'une certaine indépendance et être le « poil à gratter » du gouvernement. Qu'entendez-vous par là ?

La DATAR n'est pas une hiérarchie administrative. C'est un service du premier ministre qui m'a été personnellement confié, et qui, en tant que tel, relève de la politique du gouvernement. La DATAR a deux caractéristiques particulières qui l'ont fait effectivement apparaître comme le « poil à gratter » de l'administration. Elle est une administration « généraliste ». Il est bon et souhaitable que, à côté des ministères sectoriels, un organisme puisse agir de façon permanente l'attention du gouvernement sur l'ensemble des conséquences qu'ont les décisions prises sur l'espace et les hommes qui vivent dans notre pays.

En second lieu, la DATAR bénéficie, par l'intermédiaire des rapports et communications que je fais devant le Comité interministériel d'aménagement du territoire, d'une large faculté de propositions et d'initiatives, qui lui permettent de pousser des idées nouvelles. Idées qui auraient eu sans doute plus de difficulté à percer au sein des ministères classiques par la gestion quotidienne.

Je ne souhaite donc pas modifier l'organisation de la DATAR et pour ce qui concerne ses rapports avec les collectivités locales, l'espère qu'ils resteront aussi informels et aussi confiants que par le passé. La DATAR est au service des collectivités locales pour les aider à résoudre, avec les autres ministères concernés, l'ensemble de leurs problèmes d'aménagement et d'emploi. Son efficacité provient de sa vision globale des problèmes et non d'une tutelle contraignante qu'elle n'a jamais exercée, que les textes ne lui confient d'ailleurs pas et qu'il n'est pas question de mettre en place.

Le R.P.R. vient de demander la suppression des

Quant aux préoccupations des organisations syndicales, je répondrai que nous tenons le plus grand compte, dans chaque cas, des problèmes humains que pose ce type de transfert. A cet effet, le préfet du département bénéficiaire de la décentralisation, lui-même responsable de la réussite du transfert, désigne, pour chaque opération, un haut fonctionnaire chargé de coordonner l'ensemble des problèmes d'accueil : socialisation des enfants, logement — accession à la propriété ou location — emploi du conjoint.

Je veille personnellement à ce que ces opérations se réalisent sur un laps de temps suffisant. Ces délais nous sont d'ailleurs parfois reprochés. Mais cette critique n'est, à mon avis, pas fondée, car le succès du transfert est subordonné à une préparation très minutieuse de l'opération. Les personnels concernés doivent être prévenus d'un an avant leur départ effectif.

### La politique des voies navigables

Comment, dans le prochain budget, la relance de la politique des voies navigables dont a parlé le président de la République à Dijon, en novembre 1975, se manifestera-t-elle ? Comment sera concrétisée la priorité officielle accordée à Rhin-Rhône ? Le décret d'utilité publique sera-t-il signé prochainement ?

Dès 1977, plus de la moitié du Fonds d'action conjoncturelle va être consacrée à la voie d'eau, pour la reconstruction du barrage d'Evry. Le budget 1978 prévoit de reconstruire l'effort déjà consenti en 1977 dans le cadre du programme d'action prioritaire n° 6, « liaison Rhin-Rhône » : les travaux d'aménagement restent à réaliser sur le Rhône et sur la Saône seront en grande partie engagés. Par ailleurs, le programme d'initiative régionale mis au point avec la région du Nord-Pas-de-Calais permettra d'engager le rattachement avec le réseau belge par l'Escaut et la Deûle à une cadence normale.

En ce qui concerne la liaison Rhin-Rhône, les enquêtes réglementaires se poursuivent actuellement en vue de la prise d'un décret d'utilité publique en Conseil d'Etat. L'enquête de déclaration d'utilité publique est terminée depuis le 14 novembre 1976 ; dès que l'instruction mixte actuellement en cours sera close, et après approbation d'un certain nombre de documents d'urbanisme qui doivent être joints au dossier, celui-ci sera soumis au Conseil d'Etat, en principe à l'automne prochain, l'approbation

hauts a suscité certaines réticences parmi les architectes, mais je n'ai eu aucune critique de la part des maires et des élus locaux.

Cette circulaire avait seulement pour objet de recommander aux maires, dans le cadre de l'établissement de leur plan d'occupation des sols, de proscrire les immeubles d'habitation de taille disproportionnée par rapport aux constructions existantes et, en règle générale, de ne pas dépasser six étages dans les grandes villes et quatre dans les villes petites et moyennes. Ce n'est pas un problème d'esthétique, c'est une question de qualité de la vie. Toutes les enquêtes sociologiques montrent l'adaptation profonde des familles, et notamment des enfants, à vivre dans des immeubles de grande hauteur. Nous devons en tirer les conséquences, comme je l'ai fait moi-même, dès 1971, en tant que maire de Saint-Cloud. En revanche, je ne vois pas d'objection à ce que les édifices religieux, les bâtiments administratifs et les locaux commerciaux fassent l'objet de processus architecturaux. Mais la demeure des hommes, elle, exige d'abord la mesure et le bon sens.

J'ai développé ces idées récemment devant la commission de la production et des échanges à l'Assemblée nationale, où toutes les formations politiques étaient représentées. Je n'ai eu aucun mal à recueillir l'unanimité des avis sur ce point.

Le décret pouvant intervenir avant la fin 1977.

Ainsi, en 1978, pourrions-nous continuer à réaliser cette liaison essentielle dans de bonnes conditions. Encore faudra-t-il que les établissements publics régionaux intéressés décident d'accepter le montant de la contribution qu'ils apporteront à ce projet.

L'axe Rhin-Rhône disposera de quelque 180 millions de francs l'an prochain, comme cette année, mais ce n'est pas en 1978 qu'on verra apparaître une « accélération » des dépenses globales pour les voies navigables. Mes deux priorités seront les autoroutes (1 435 millions de francs d'autorisations de programmes) et le logement.

Quel accueil le gouvernement français réservera-t-il aux propositions de la Commission de Bruxelles, présentées récemment par M. Giolitti à propos de la gestion du Fonds européen de développement régional pour 1978 ?

Le gouvernement étudie avec intérêt les propositions de la Commission. Nous sommes, en effet, à l'expiration de la période définie en 1975 lors de l'élaboration par les « Neuf » du premier règlement portant création du Fonds. Le gouvernement français est bien conscient de l'importance qu'il s'attache à cette affaire : la politique régionale européenne, dans ses différents aspects, est appelée à connaître un développement significatif au cours des années à venir.

Mais, avant même de tracer

les voies de cet avenir, mon sentiment est qu'il convient d'abord de dresser un premier bilan de cette politique telle qu'elle existe depuis 1975.

Au terme de ces trois premières années, le bilan des interventions du Fonds européen est positif, il l'est pour les « Neuf », qui auront bénéficié, à la fin de la présente année, de 1,3 milliard d'unités de compte. Ces crédits, très importants dans leur montant, ont été répartis suivant une « clé » qui illustre la volonté de solidarité entre les Etats membres puisque l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Irlande en sont les principaux bénéficiaires.

J'ajouterais que la politique régionale n'est pas exclusivement une affaire de crédits et ne s'épuise pas dans l'existence d'un fonds, aussi important soit-il.

Parallèlement à la gestion proprement dite du Fonds, les travaux de l'actuel Comité de politique régionale ont permis de développer d'une réelle concertation entre les Etats membres, qui, progressivement, acquièrent une meilleure connaissance des problèmes régionaux européens et des actions engagées par les Etats en matière d'aménagement du territoire. Il s'agit là, à mes yeux, d'un progrès très important.

### L'acquis communautaire, les nouveaux quotas et la décentralisation

Dans ces conditions, trois considérations guideront la position française au cours des négociations qui vont s'ouvrir.

La première vise à préserver l'acquis communautaire en ce domaine. Le Fonds vit encore sa phase expérimentale. La Commission s'est félicitée, dans son rapport annuel, de l'efficacité des actions conduites sur la base du règlement de 1975. Il convient donc, selon moi, de consolider cette expérience en renouvelant le Fonds pour deux ou trois ans, ce qui correspond d'ailleurs vraisemblablement aux échéances d'élargissement effectif de la Communauté. Mais toute modification profonde du règlement de 1975, en particulier pour ce qui concerne le principe des quotas, me paraîtrait prématurée.

Cela ne veut pas dire que des ajustements se feront par nécessité, et ce sera mon second point. La répartition des nouveaux quotas, entre les différents Etats en particulier, s'inscrit dans un contexte économique et politique très différent de celui qui avait marqué la négociation de 1973. Celle-ci avait, vous vous en souvenez, été marquée par un « geste de la France » qui avait accepté de ne recevoir qu'un quota relativement modeste (15 %). Les circonstances ayant changé, le gouvernement français souhaite qu'il en soit tenu compte et demandera donc un relèvement de son quota. La Commission pense aussi beaucoup à la création d'un « hors quota », fraction du Fonds qui serait administrée par la Communauté sans tenir compte des droits de tirage de chaque Etat.

Je suis très réservé à l'égard d'une telle formule aussi longtemps, du moins, que les critères objectifs et précis qui présideraient à la gestion de ces « hors quotas » n'auront pas été définis.

Ma troisième considération porte sur la nécessaire décentralisation de la politique régionale européenne : il importe de bien marquer — alors que la négociation relative à la réforme du Fonds s'engage et que la Commission établit à cet égard des projets ambitieux, — que la

politique régionale européenne ne saurait se substituer au même intérêt négativement avec les politiques de développement régional conduites par les Etats membres. Une politique d'aménagement du territoire se mène d'abord au niveau national, en concertation avec les milieux régionaux et locaux intéressés. La politique régionale européenne doit donc être située à son juste niveau et viser moins l'intervention directe et détaillée que la coordination des actions menées par les différents Etats membres. Toute autre attitude serait génératrice de surenchères inter-régionales tout à fait inopportunes et finalement nuisibles à l'efficacité de l'action communautaire dans son ensemble.

Propos recueillis par FRANÇOIS GRORICHARD.

**LES PRIX DU JOUR.**

**POMMES DE TERRE PRIMEUR**  
Manche 35 mm vrac  
0,55 à 0,75 F le kg

**TOMATES RONDES**  
Ouest ou Midi, cal. 57-67  
3,25 à 4,25 F le kg

**PÊCHES JAUNES**  
Rhône ou Midi, Cat. 1, cal. B  
3,50 à 6,50 F le kg

**LAITUES**  
0,60 à 0,80 F pièce  
Prix variables en régime parisien  
Secrétariat d'Etat à la Consommation  
Commission de Paris

A travers les civilisations et les sociétés

**voyagez**

avec un  
**Terre Humaine**



### en Europe

PIERRE-JAKEZ HELIAS  
LE CHEVAL D'ORGUEIL  
Mémoires d'un Breton  
du Pays bigouden  
ADELAÏDE BLASQUEZ  
GASTON LUCAS,  
SERRURIER  
Chronique de l'anli-héros

GASTON ROUPNEL  
HISTOIRE DE LA  
CAMPAGNE  
FRANÇAISE  
RONALD BLYTHE  
MEMOIRES D'UN VILLAGE  
ANGLAIS

JACQUES LACARRIÈRE  
L'ÊTE GREC  
Une Grèce quotidienne  
de 4 000 ans

à paraître :  
JEAN RECHER  
LE GRAND METIER  
Journal d'un capitaine  
de pêche de Fécamp

### en Afrique

GEORGES BALANDIER  
AFRIQUE AMBIGUE

ROBERT JAULIN  
LA MORT SARA  
L'ordre de la vie  
ou la pensée de la mort  
au Tchad

MARY SMITH et BABA GIWA  
BABA DE KARO  
L'autobiographie d'une  
musulmane haoussa  
du Nigeria

TEWFIK EL HAKIM  
UN SUBSTITUT  
DE CAMPAGNE EN EGYPT  
Journal d'un substitut  
de procureur égyptien

### dans l'Arctique

JEAN MALAURIE  
LES DERNIERS ROIS  
DE THULE  
Avec les Esquimaux Polaires  
face à leur destin

### en Asie

GEORGES CONDOMINAS  
L'EXOTIQUE  
EST QUOTIDIEN  
Sar Luk, Vietnam central

WILLIAM H. HINTON  
FANSHEN  
La révolution communiste  
dans un village chinois  
RENE DUMONT  
TERRES VIVANTES  
Voyages d'un agronome  
autour du monde

MAHMOUD MAKAL  
UN VILLAGE ANATOLIEN  
Récit d'un instituteur paysan

### en Océanie

VICTOR SEGALEN  
LES IMMÉMORIAUX  
MARGARET MEAD  
MŒURS ET SEXUALITÉ  
EN OCEANIE

### en Amérique

CLAUDE LEVI-STRAUSS  
TRISTES TROPIQUES  
Don C. TALAYESVA  
SOLEIL HOPI  
L'autobiographie  
d'un Indien Hopi

FRANCIS HUXLEY  
AIMABLES SAUVAGES  
Chronique des Indiens Urubu  
JACQUES SOUSTELLE  
LES QUATRE SOLEILS  
Souvenirs et réflexions  
d'un ethnologue au Mexique  
THEODORA KROEBER  
ISHI  
Testament du dernier Indien  
sauvage de l'Amérique  
du Nord

ETTORE BIOCICA  
YANOAMA  
Récit d'une femme brésilienne  
enlevée par les Indiens

RICHARD LANCASTER  
PIEGAN  
Chronique de la mort lente  
La réserve indienne  
des Pieds-Noirs

JAMES AGEE  
WALKER EVANS  
LOUONS MAINTENANT  
LES GRANDS HOMMES  
Trois familles de métayers  
dans l'Alabama

PIERRE CLASTRES  
CHRONIQUE DES INDIENS  
GUAYAKI  
Ce que savent les Aché,  
chasseurs nomades  
du Paraguay

SELM ABON  
IMMIGRES DANS L'AUTRE  
AMÉRIQUE  
Autobiographies de quatre  
Argentins d'origine libanaise  
FRANCIS A. J. JANNI  
DES AFFAIRES DE FAMILLE  
La mafia à New York

BRUCE JACKSON  
LEURS PRISONS  
Autobiographies  
de prisonniers  
et d'ex-détenus américains  
TACHA USHTÉ  
RICHARD ERDOES  
DE MEMOIRE INDIENNE  
La vie d'un Sioux,  
voyant et guérisseur

LUIS GONZALEZ  
LES BARRIÈRES  
DE LA SOLITUDE  
Histoire universelle  
de San José de Gracia,  
village mexicain

collection dirigée par  
JEAN MALAURIE

Plon



## APRÈS LA MANIFESTATION DE CREYS-MALVILLE

## UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉFET DE L'ISÈRE

## M. René Jannin : je n'ai rien à me reprocher

Lyon. — « Jannin, assassin ! », « Préfet, raciste ! ». Dans Grenoble, les slogans hostiles au préfet de l'Isère sont apparus au lendemain de la manifestation, tracés à la « bombe » par des inconnus sur des murs, édifices publics ou d'immeubles privés. Dans son bureau de la place de Verdun, M. René Jannin, soixante-trois ans, n'a pas perdu cette « sérénité » qu'il affirmait déjà devant les journalistes au soir des événements de Creys-Malville. Fatigué physiquement, assailli moralement, il paraît être affaibli, un peu plus de nervosité. Mais les propos sont mesurés, exempts de ces « petites phrases » qui — bien ou mal rapportées — lui sont aujourd'hui reprochées.

D'abord, était-il le véritable responsable du maintien de l'ordre, dimanche, à Faverges ? Quelle était la part d'initiative dans l'opération ? « Très grande », dit-il. « En pareille circonstance, tout dépend en général de la personnalité du ministre de l'Intérieur. J'ai téléphoné seulement deux fois à M. Christian Bonnet, à 11 heures, puis dans le courant de l'après-midi, pour l'informer de l'état de la situation. Lui ne m'a appelé qu'une fois, en fin de journée. Le président de la République lui avait demandé de faire une déclaration à la télévision et il désirait quelques précisions sur les événements. »

Les 30 et 31 juillet, M. Jannin ainsi que le sous-préfet de La Tour-du-Pin se sont tenus à la sous-préfecture de cette ville, à une quinzaine de kilomètres de Morestel, à une vingtaine de Faverges, lieu des affrontements. M. Jannin a survolé dimanche matin la manifestation en hélicoptère.

De notre correspondant régional

coptère. Aurait-il dû se tenir davantage sur le terrain ? « Non. M. Jannin a fait reculer les premiers barrages de gendarmes à la hauteur de Faverges. En somme, j'ai tenu mes engagements. Je suis resté sur la défensive. Mais je ne pourrais pas accepter que cette ultime limite soit dépassée. »

En revanche, les informations qui lui sont parvenues des lieux où stationnaient des milliers de gens, émanant par exemple d'élus locaux passablement impressionnés par les événements, ont été souvent exagérées, gonflées. Le « sacage » de la mairie de Morestel, l'incendie de la halle de cette ville, le « pillage » des commerces, relevaient plus de la psychologie que de la réalité. « Je crois qu'il faut prendre plus de recul avant de rendre compte publiquement de ces informations », indique aujourd'hui M. Jannin.

Allusion à ses propos xénophobes ? « Je ne suis pas xénophobe. Pas du tout. Mais nous avions écrit, il y avait plus d'un an, un rapport sur le problème du militant d'Allemagne dans Morestel. C'est une erreur des organisateurs de les avoir concentrés en un même point. »

Pouvait-on cependant éviter les affrontements, dimanche ? « J'ai été averti le matin par un responsable de la coordination que le rassemblement des manifestants s'effectuait à Faverges, à l'intérieur du périmètre interdit. J'ai fait répondre qu'en aucun cas je ne laisserais franchir le CD 16 à hauteur précisément de Faverges. Cependant, j'ai fait retirer les gendarmes des lieux placés depuis vendredi midi sur le périmètre interdit avec pour objectif d'empêcher l'entrée des véhicules, et notamment des trau-

teurs, dans le secteur protégé. J'ai ensuite fait reculer les premiers barrages de gendarmes à la hauteur de Faverges. En somme, j'ai tenu mes engagements. Je suis resté sur la défensive. Mais je ne pourrais pas accepter que cette ultime limite soit dépassée. »

## La démission

Ne pouvait-on pas tenter, encore à ce moment-là, de trouver un compromis ? « Avec qui ? Lorsqu'un officier de gendarmerie muni d'un haut-parleur a réclamé un responsable de la coordination, il a reçu des pierres en guise de réponse. La manifestation ne ressemblait pas aux habituels défilés : pas de service d'ordre propre, pas de responsables identifiés facilement reconnaissables. « Surtout, contrairement à ce que nous voyons généralement, les trublions marchaient en tête. » Combien étaient-ils ? « Deux mille environ », selon M. Jannin, qui reconnaît que la manifestation rassemblait « dix-huit mille braves gens, dont c'est le droit le plus absolu de protester contre la construction du surrégénérateur. »

Ce rassemblement contestataire avait été précédé, deux semaines avant, par une rencontre entre une délégation de quatre personnes — deux Suisses et deux Français, membres de groupes qui organisaient le rassemblement — et son directeur de cabinet. « Je leur ai donné satisfaction sur deux points : j'ai laissé le libre accès aux villes et villages à l'ouest de la N 75, et je leur ai obtenu, avant

le 15 septembre, un rendez-vous avec un membre du cabinet du ministre de l'Industrie. Mais nos interlocuteurs, qui se disaient « non violents », ont refusé de signer un engagement, prétendant qu'ils ne voulaient qu'aux biens, pas aux personnes. Je leur ai fait remarquer que les biens seraient défendus par des personnes violentes. »

Un film tourné par les autorités départementales lors des affrontements entre policiers et contestataires antinucléaires, présenté à tous les commandants d'unités, a déterminé pour une très large part la tactique de M. Jannin. « J'ai voulu éviter absolument le corps-à-corps », précise-t-il. « J'ai employé, en plus des lacrymogènes dont les effets sont plus ou moins anodins par le vent ou les masques à gaz qu'utilisent les manifestants, des grenades offensives. Je n'ai rien à me reprocher. C'était la seule façon de tenir les manifestants violents à distance. »

« Avec vous personnellement, donnez l'ordre, dans la soirée, aux gendarmes d'entreprendre un nettoyage de Morestel, de procéder à des arrestations ? »

« Non, mais bien entendu je cours ce risque. »

— Même le comportement excessif qu'elles ont eu ?

« Non, bien sûr, ce sont des barbares regrettables. »

— A la fin de l'entretien, le téléphone sonne une fois de plus. Un collaborateur fait savoir à M. Jannin que des écologistes grenoblois viennent de se réunir et demandent sa démission.

« C'est la meilleure façon de ne pas l'obtenir », dit-il en souriant tristement.

Propos recueillis par BERNARD ELIE.

## EN FLAGRANT DÉLIT A PARIS

## Deux jeunes et le symbole

« J'écoutais à la radio ce qui se passait près du surrégénérateur Super-Phénix. Là-bas, c'était trop violent. Il fallait réagir et ne pas laisser comme ça des gens recevoir des grenades offensives. » C'est en ces termes que deux jeunes gens ont répondu, mardi après-midi 3 août, au palais de justice de Paris, d'une tentative d'incendie d'un local d'E.D.F., situé 96, rue de Belleville, dans le vingtième arrondissement (le Mirado de 2 août).

Philippe Tard et Anna Piacentino-Guastaferra devant des audiences de flagrant délit. M. Michel Guth, en effet, estimé qu'un délit était nécessaire pour instruire plus complètement l'affaire.

Originaire de Benouville (Calvados), Philippe Tard est âgé de vingt-quatre ans et habite Paris. Anna Piacentino-Guastaferra est d'un pays natal, le Venezuela, voilà plus de deux mois.

Tous les deux sont étudiants en architecture. Mais seul le geste symbolique. Philippe et Anna n'ont pas voulu donner l'adresse des amis qui les hébergent à Paris. Ils en subissent les conséquences : la prison. Les arbitres à l'audience du mardi 9 août.

Anti-nucléaires et écologistes, ils se retrouvent le dimanche 31 juillet, jour des affrontements de Creys-Malville. Tout commence dans un café. Un autre par-son, non identifié, s'est joint à eux. Le trio décide de commettre en pleine nuit un petit attentat : mettre le feu à un local d'E.D.F. avec deux cocktails Molotov. Cependant, au cours de leur expédition, ils sont surpris par une ronde de police.

Pendant la réquisition du substitut du procureur de la République, M. Jean Archaud, Anna se tient bien droite. Brune au visage rond, elle a les yeux grands ouverts, un regard franc. Philippe, lui, paraît fatigué. Le blond de ses cheveux longs et de sa barbe naissante accentue le palier de son teint. Il garde la tête baissée. Puis il la relève, demande la parole et dit : « Oui, on ne résout rien par la violence. Mais le gouvernement refuse le débat démocratique. Alors... »

M. Mignard, leur avocat désigné d'office, plaide le geste symbolique. Philippe et Anna n'ont pas voulu donner l'adresse des amis qui les hébergent à Paris. Ils en subissent les conséquences : la prison. Les arbitres à l'audience du mardi 9 août.

## Le film des événements

2 HEURES. — Les forces de police se replient à l'intérieur de la zone interdite sur une ligne de retrait (voir la carte). Elles ne contrôlent plus que 500 hectares au lieu de 5400 précédemment.

6 HEURES. — Les campeurs de Morestel rejoignent leurs camarades de Courtenay. La police perquisitionne dans les zones situées à l'intérieur de son nouveau dispositif.

7 HEURES. — Les manifestants de Montalieu, Polerieux et Courtenay défilent en direction de la zone interdite.

8 HEURES. — Le préfet de l'Isère surveille le théâtre des opérations.

9 HEURES. — Les antinucléaires, regroupés à Courtenay, partent à leur tour. Objectif : se rendre à la coordination à l'Isère Faverges.

10 HEURES. — La colonne de Montalieu rencontre au Bayard un barrage, pénètre et change de route.

11 H. 15. — La colonne de Polerieux atteint Faverges, gardée par une cinquantaine de gendarmes, et reçoit de leur officier l'autorisation de s'installer dans un champ.

11 H. 30. — Les têtes de colonne parties de Montalieu et Courtenay arrivent à leur tour. Quelques éléments enquêtés, armés de gourdin, de bâtons et de sacs bachelés sur la route bousculent les « groupes de protection » et dévalent vers le village à

l'heure d'un grenadage intense, les plus excités des manifestants ont reculé. La grande masse des participants occupent les pentes de la colline située à l'ouest du hameau. Un « no man's land » de 300 mètres les sépare des forces de l'ordre.

14 H. 10. — Sur ordre, les membres des C.R.S. et les gendarmes passent à l'offensive tout le long d'un front de 500 mètres, marchant, s'arrêtant et tirant des salves de grenades. Les manifestants se débattent en commençant leurs blessés.

Seuls quelques groupes esquissent un combat d'arrière-garde. Sur la droite du « front », là où se trouve M. Michalon, les membres des C.R.S. arrivent « au contact ».

14 H. 20. — Aux milles des tirs de grenades, les secouristes ramassent M. Michalon inanimé. Inconsciemment par les explosions, ils le transportent 100 mètres plus loin pour le ramener. En vain. Le corps est éjecté par les pompiers vers la mairie de Bouvesse. Un médecin de Montalieu, le docteur Bernard Saulnier, essaie de réanimer M. Michalon et refuse le permis d'inhumer.

14 H. 30. — Les plus violents des manifestants, battant en retraite, émettent une barrière de paille, de bois et de sacs bachelés sur la route passant à la ferme Le Derin. Le barrage est enlevé à la grenade par

les forces de l'ordre, qui tiennent à présent les crêtes de la colline faisant face à Faverges. Par mégaphone, les organisateurs demandent aux manifestants de regagner leurs campements.

15 H. 30. — Fin des tirs de grenades.

11 HEURES. — Les derniers manifestants s'alignent sous la photo.

12 HEURES. — Le préfet déclare, à La Tour-du-Pin : « M. Michalon est mort d'une crise cardiaque constatée par le médecin légiste. La police a procédé à des arrestations dans le cadre d'une instruction lancée par le parquet. »

19 HEURES. — Polerieux est investi par les forces de l'ordre, qui perquisitionnent chez les membres des comités de coordination.

19 H. 30. — Non loin de Morestel, des jeunes gens reviennent de la manifestation lançant des bouillottes sur un convoi de gendarmes.

20 HEURES. — Plusieurs centaines de gendarmes remontent les rues de Morestel. D'autres interpellent des jeunes à Montalieu et jusqu'à La Tour-du-Pin. Dans une ferme de Morestel, ils endossent des véhicules tractés en Allemagne.

22 HEURES. — Sur une tranchée d'interpellés, dix-neuf sont gardés à vue.

## Les manifestants suisses ont été choqués par la « violence guerrière » des forces de l'ordre

De notre correspondante

Genève. — Bien que le 1<sup>er</sup> août soit le jour de la fête nationale suisse, c'est la manifestation contre la construction du surrégénérateur Super-Phénix à Creys-Malville qui a eu la « une » des journaux.

La population entière, dûment informée dès le début du projet, a des raisons de se sentir visée : Genève se trouve à 70 kilomètres à vol d'oiseau du chantier de Super-Phénix. La population de la région genevoise semble avoir été particulièrement frappée par la mise en garde sans équivoque sur les dangers du surrégénérateur signée par mille trois cents physiciens, ingénieurs et techniciens du CERN (Centre européen de recherches nucléaires), situé à cheval sur la frontière franco-suisse. Les Genevois ont donc joué un rôle important dans la coordination des « comités Malville ».

Plus de trois mille citoyens helvétiques, non violents et violents, ont participé à la marche. Il y eut parmi eux des blessés et des inculpés, dont deux Genevois de vingt et vingt et un ans. Un ingénieur suisse habitant Genève, M. Kaim Nissin, soupçonné d'activités « de nature à troubler

l'ordre public », avait été interpellé et expulsé de France avant même que la manifestation eût commencé. Ecologiste, militant non violent et l'un des principaux animateurs de la Coordination des comités Malville, M. Nissin nous a déclaré : « C'est parce que mon rôle était de maintenir la manifestation dans le cadre de la non-violence, afin de la rendre particulièrement persuasive et efficace, que je gênais les forces de l'ordre. Celles-ci paraissent décidées à faire en sorte que nous n'ayons aucune victoire, afin qu'elles puissent intervenir. »

Né député socialiste genevois, Mme Erika Suter, nous a précisé que les participants à la marche avaient été profondément choqués par l'attitude « xénophobe et de parti pris » affichée par le préfet de l'Isère. Insistant sur « l'intoxication psychologique et la violence guerrière des forces de l'ordre françaises », elle est convaincue du désir évident des autorités d'avoir voulu « désorganiser » la manifestation.

ISABELLE VICHNIAC.

## M. CAILLAVET RÉCLAME UN DÉBAT SUR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

M. Henri Caillavet, sénateur (gauche dém.) du Lot-et-Garonne, demande au premier ministre, dans une déclaration publiée mardi 3 août, « s'il ne conviendrait pas d'engager devant le Parlement, au sein du cours d'une session extraordinaire, un débat qui permettrait à l'opinion publique de prendre conscience des avantages et des dangers de l'énergie nucléaire, dont l'utilisation paraît à priori indispensable. »

M. Caillavet affirme : « Les décisions prises en la matière l'ont été sans participation suffisante du Parlement. »

## DU DOUTE, TOUJOURS

En réponse à l'article intitulé *« Du doute cartésien »* (le Monde du 2 août 1977), dans lequel nous évoquons les réactions quelque peu étonnées — et les réflexions parfois désoilantes — d'une partie du public, à Beauvoir, face à l'information donnée dimanche à 20 heures par Antenne 2 sur les raisons qui ont entraîné la mort d'un militant à Malville, M. Philippe Harroard, qui présentait le journal ce jour-là, nous précise que, contrairement à ce que nous avons rapporté, il a dit : « La victime aurait succombé à un arrêt cardiaque sur le lieu des affrontements. » D'autres sources affirment qu'elle a été mortellement blessée au cours des bagarres avec les forces de l'ordre. »

Quant aux réactions, ajoute M. Philippe Harroard, seules celles de M. Bonnet ont été tombées sur les téléspectateurs à l'heure du Journal. D'autres commentaires ont été faits dans les éditions suivantes.

## LES RÉACTIONS

LES POLICIERS C.G.T. : nous avons servi d'instrument au pouvoir.

La Fédération générale des syndicats de la police nationale (C.G.T.) a tenu, dimanche, à Paris, une conférence de presse. Les policiers ont eu à intervenir au cours d'un rassemblement qui se voulait être une « marche pacifique ». Elle « condamne sans réserve les actes de violence de certains groupes organisés, d'où qu'ils viennent, réunis sous couvert de mots d'ordre antinucléaires, en réalité, saluant leur propre violence démocratique ». Elle (...) « tient le gouvernement comme principal responsable des incidents violents qui ont eu lieu lors de la manifestation. Une fois de plus, les policiers ont servi d'instrument au pouvoir en place, pour empêcher une manifestation pacifique et se refusant à l'ouverture de tout débat démocratique en faisant intervenir les forces de l'ordre. »

LE R.P.R. : répondre aux aspirations de la jeunesse.

M. Alain Carignon, chargé de mission auprès de M. Jérôme Monod, conseiller général de l'Isère, membre du conseil central du R.P.R., a déclaré : « Au-delà des affrontements de Malville, tous les responsables politiques doivent prendre en compte l'interpellation écologique qui oblige à des révisions, à une organisation et à des objectifs nouveaux répondant aux aspirations de la jeunesse d'aujourd'hui, qui a des besoins essentiels étant satisfaits, n'aspire pas à la course au progrès pour le progrès. Mais la position du parti socialiste et de M. Louis Mermaz est hypocrite, car jamais le P.S. n'a annoncé qu'en cas d'arrivée au pouvoir il ne construirait pas le surrégénérateur. M. Mermaz

et ses amis ne parlent que d'une « violence démocratique », mais ne cessent d'un débat dans le pays, d'une loi nucléaire, d'un moratoire. Tout cela relève de la démagogie électorale. »

L'ORGANISATION COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS : une information judiciaire contre le préfet.

Le bureau politique de l'Organisation communiste des travailleurs, dans une déclaration, publiée mardi 2 août, dénonce « le déchaînement de violence des forces de police à Creys-Malville ». L'ajoute : « L'O.C.T. exige la levée de toutes les incriminations, la libération immédiate des emprisonnés et l'ouverture d'une information judiciaire contre le préfet de l'Isère, M. Jannin. »

## INOFFENSIVES ?

Creys-Malville : une manifestation ou une guerre éclair ? On connaît maintenant les effets des grenades « à main » et des « grenades inoffensives », modèle de classe que (?) utilisées par les gendarmes mobiles pour ramener au calme la minorité de manifestants violents. La majorité de non-violents présents, dimanche dernier, aux alentours de la future centrale nucléaire. On sait aussi qu'une « étiquette militaire d'enveloppement de grande ampleur fut mise en place. »

Inoffensives, banales, seulement destinées à « faire peur », ces grenades ? Le bilan est trop tristement spectaculaire pour que l'on se satisfasse d'évidences aussi approximatifs.

Un homme, Vital Michalon, est mort, tué par le souffle d'une grenade offensive. Le fait est trop tragique en soi. La rétention volontaire de sa diffusion officielle pendant plus de vingt-quatre heures n'est pas l'indice de la bonne conscience. Ce fait n'est pas unique. Un gendarme, gêné par un projectile reçu, tarde à lancer une de ces grenades. Elle explose et aveugle l'un au ventre, l'autre au pied. Une autre grenade offensive explose sous les pieds d'un manifestant.

M. Michel Guastaferra : transporté à l'hôpital, il est amputé de la jambe droite, au-dessous du genou. Et l'on ne sait rien des autres blessés.

L'interrogation que suscite de tels faits est simple : le risque de mort ou de mutilation encouru par tous les acteurs d'une manifestation n'est-il pas une menace disproportionnée, une rétorsion à priori excessive contre les petits groupes violents.

L'ironie que lui subitiste est crasse. M. Christian Bonnet a affirmé que la « loi de la Révolution » avait été respectée. A un tel prix ?

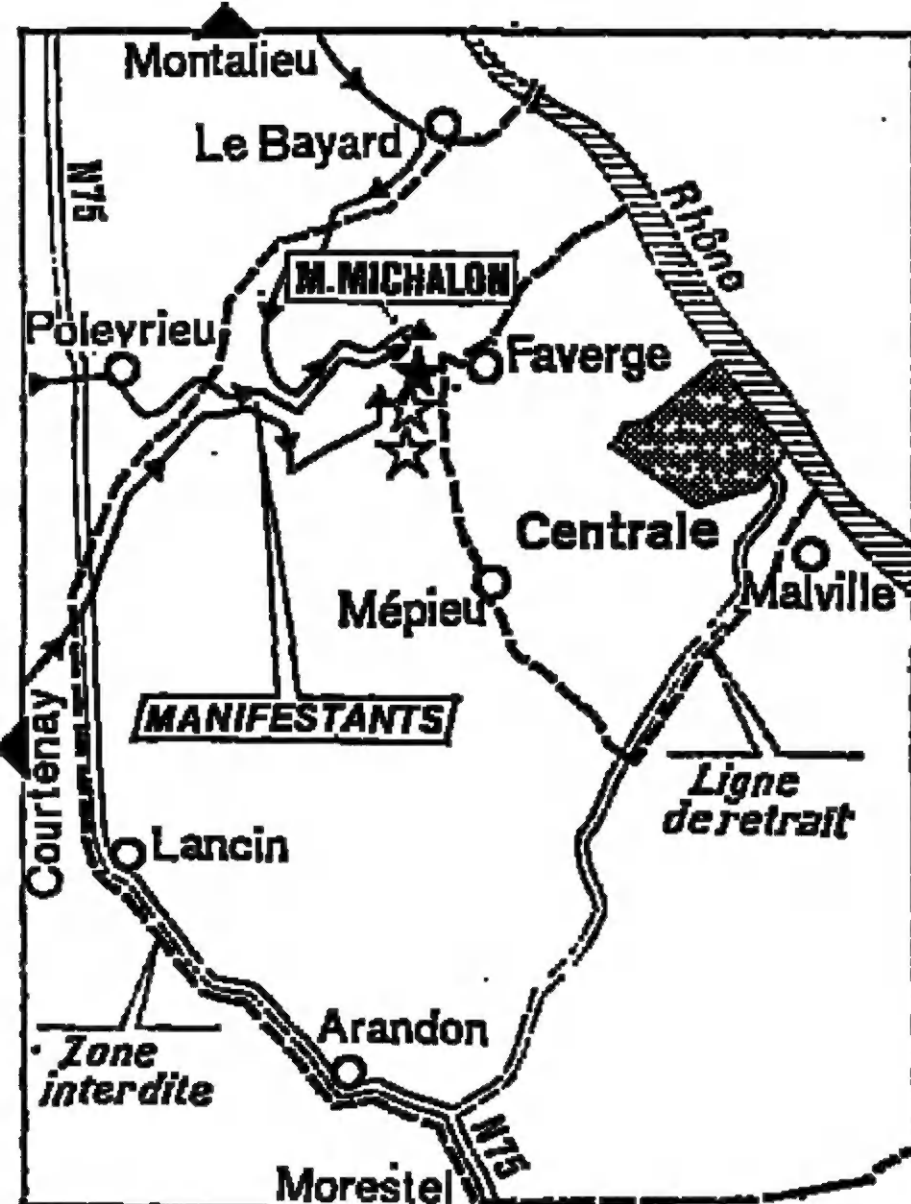
MICHEL KAJMAN.

## FAITS DIVERS

## A Lyon

## TROIS CORPS ONT ÉTÉ DÉCOUVERTS DANS L'IMMEUBLE EFFONDRE

Trois corps ont été découverts, mardi 3 août, dans l'après-midi, parmi les débris de l'immeuble qui s'est effondré, dimanche 31 juillet, cours d'Herbouville, à Lyon (4<sup>e</sup>). (Le Monde du 3 août.) Bien qu'il n'y ait pas encore d'identification formelle, il s'agit, selon toutes les apparences, des corps de M. et Mme Gaston Semil, âgés respectivement de soixante-deux et cinquante-deux ans, et de M. Eugène Vidou, âgé de cinquante-deux ans, tous trois habitants de l'immeuble. Le 2 août, en fin de soirée, un deuxième immeuble, contigu au premier, menaçait de s'écrouler à la suite des travaux de déblaiement. Le parquet de Lyon a décidé d'ouvrir une information judiciaire et l'a confiée à Mme Marthe Grange, juge d'instruction.



travers champs. Ils commencent à harceler les gendarmes et parviennent jusqu'aux premières maisons.

12 H. 10. — Les gendarmes se dégaissent à coups de grenade. La voiture d'un journaliste prend le feu. Les colonnes de Polerieux se replient d'elles-mêmes sans être inquiétées et rejoignent la masse des marcheurs, qui s'installent dans les pâtures situées à quelques centaines de mètres à l'ouest du hameau. Certains s'en retournent déjà.

12 H. 15. — Une grenade éclate dans la main d'un manifestant, qui tombe de rétroscaler l'engin. Un hélicoptère surveille tous les mouvements, indique ce qu'il voit au P.C., qui lui-même communique avec le préfet Jannin à La Tour-du-Pin. Celui-ci est en relation directe et permanente avec le ministre de l'Intérieur, qui lui communique les directives « dont le président de la République est tenu constamment informé. »

12 H. 20. — Des renforts affluent dans Faverges. Les gradés parlent d'« encenser » les manifestants.

12 H. 30. — Une grenade offensive éclate dans la main d'un gendarme. Deux de ses camarades sont grièvement blessés par l'explosion. L'un au ventre, l'autre à la face.

13 H. 30. — Après plus d'une

heure d'un grenadage intense, les plus excités des manifestants ont reculé. La grande masse des participants occupent les pentes de la colline située à l'ouest du hameau. Un « no man's land » de 300 mètres les sépare des forces de l'ordre.

14 H. 10. — Sur ordre, les membres des C.R.S. et les gendarmes passent à l'offensive tout le long d'un front de 500 mètres, marchant, s'arrêtant et tirant des salves de grenades. Les manifestants se débattent en commençant leurs blessés.

Seuls quelques groupes esquissent un combat d'arrière-garde. Sur la droite du « front », là où se trouve M. Michalon, les membres des C.R.S. arrivent « au contact ».

14 H. 20. — Aux milles des tirs de grenades, les secouristes ramassent M. Michalon inanimé. Inconsciemment par les explosions, ils le transportent 100 mètres plus loin pour le ramener. En vain. Le corps est éjecté par les pompiers vers la mairie de Bouvesse. Un médecin de Montalieu, le docteur Bernard Saulnier, essaie de réanimer M. Michalon et refuse le permis d'inhumer.

14 H. 30. — Les plus violents des manifestants, battant en retraite, émettent une barrière de paille, de bois et de sacs bachelés sur la route passant à la ferme Le Derin. Le barrage est enlevé à la grenade par

les forces de l'ordre, qui tiennent à présent les crêtes de la colline faisant face à Faverges. Par mégaphone, les organisateurs demandent aux manifestants de regagner leurs campements.

15 H. 30. — Fin des tirs de grenades.

11 HEURES. — Les derniers manifestants s'alignent sous la photo.

12 HEURES. — Le préfet déclare, à La Tour-du-Pin : « M. Michalon est mort d'une crise cardiaque constatée par le médecin légiste. La police a procédé à des arrestations dans le cadre d'une instruction lancée par le parquet. »

19 HEURES. — Polerieux est investi par les forces de l'ordre, qui perquisitionnent chez les membres des comités de coordination.

19 H. 30. — Non loin de Morestel, des jeunes gens reviennent de la manifestation lançant des bouillottes sur un convoi de gendarmes.

20 HEURES. — Plusieurs centaines de gendarmes remontent les rues de Morestel. D'autres interpellent des jeunes à Montalieu et jusqu'à La Tour-du-Pin. Dans une ferme de Morestel, ils endossent des véhicules tractés en Allemagne.

22 HEURES. — Sur une tranchée d'interpellés, dix-neuf sont gardés à vue.

ملكا من الأصل







DES DÉBATS CULTURELS AUX CONTROVERSES POLITIQUES

# L'autre scène

Avignon, on ne va pas seulement au théâtre, on discute aussi beaucoup, de tout, des pièces que l'on vient de voir, du sort des Maisons de la culture, de la recherche du bonheur par la foi chrétienne, de l'influence du cadre de vie sur la pratique culturelle, des droits sociaux des acteurs ou de l'image des femmes au cinéma (1) : en marge des spectacles présentés pendant un mois se déroulent de nombreux débats, organisés par des revues, des associations, des partis.

Cette année, la proximité des élections législatives et le souci des deux principaux signataires du programme commun, dans la perspective d'une victoire possible en 1978, de mieux faire connaître aux hommes de théâtre leur politique ont donné à certaines discussions — bien qu'elles aient semblé intéresser les professionnels plus que le public, ou à cause de cela — une intensité particulière.

La plupart des discours, en

effet, en dépit de leur apparente uniformité, ont confirmé quelques-unes des sévères dissensions qui subsistent entre le P.C. et le P.S., et qui illustrent les ambiguïtés du programme culturel de la gauche, dont on sait, au demeurant, qu'il ne sera pas « actualisé ».

La polémique surgie entre M. Dominique Taddéi, adjoint au maire d'Avignon, et M. Paul Puaux, administrateur permanent du Festival — le second accusant le premier de s'ingérer indûment dans les affaires de l'équipe d'organisation, — est à maints égards exemplaire (le Monde du 28 juillet). Il se trouve que M. Taddéi est le principal responsable du parti socialiste en matière culturelle et que M. Puaux appartient au parti communiste ; même si le premier s'est exprimé d'abord au titre d' élu local et si le second est connu pour son indépendance d'esprit à l'égard du parti dont il est membre, leurs positions respectives reflètent assez bien celles de leurs familles politiques.

## Un double désaccord

M. Taddéi fait principalement grief au Festival de servir d'« alibi », pendant quatre semaines, à la faiblesse de la vie culturelle en province — alibi d'autant plus trompeur que les spectateurs du cru sont en minorité (de l'ordre de 15 %). Le public local et régional, dit-il, ne se fera pas seulement à coups de festivals : il faut maintenir la pression toute l'année.

Sous cette forme, une telle profession de foi n'est pas contestable : les organisateurs du Festival sont les premiers à en convenir. Mais la déclaration de M. Taddéi est, en fait, le signe d'un double désaccord, dont le responsable du P.S. se défend à peine, et qui soulève d'importantes questions. La première divergence porte, à travers la programmation, sur la nature de l'action culturelle ; la seconde a trait au rôle des municipalités en ce domaine.

La programmation de la cour d'honneur du Palais des papes, phare du Festival et symbole de sa gloire, est depuis plusieurs années en procès. On reproche à M. Puaux de n'avoir pas su faire venir les grands metteurs en scène susceptibles d'animer ce lieu difficile : les noms d'Antoine Vitez, de Patrice Chéreau, de Roger Planchon, parmi d'autres, sont souvent cités par ceux que n'enthousiasme pas le travail du T.E.P. (Théâtre de l'Est parisien), invité pour la troisième fois. Le relatif insuccès de l'une des deux pièces offertes cette année — *l'Otage*, dans une mise en scène de Guy Rétoré, — dont les cinq représentations ont attiré un public clairsemé (le taux de fréquentation n'a pas dépassé 30 %), a fourni un argument de plus aux détracteurs.



« L'OTAGE » : Toussaint Turlure

## Sous les étoiles du midi

scrupuleusement par M. Puaux depuis la mort de Jean Vilar, qui est ici en cause.

À l'image de la cour d'honneur, ouverte un mois sur douze, lieu de passage et non d'implantation, le Festival demeure largement étranger à la ville. Il a son public, fidèle, mais venu d'ailleurs. Nul ne cherche à le brusquer, à le surprendre. Calmement, M. Puaux souligne la vocation « pédagogique » d'Avignon : « Il faut que le spectateur suive la démarche des créateurs, qu'il s'y accoutume, qu'il entre peu à peu dans leur univers », dit-il. Le risque est que chacun retrouve ses habitudes, que l'événement devienne routinier, que le respect de la tradition brise la volonté de renouvellement.

M. Taddéi ne s'est pas exprimé publiquement sur ce sujet, mais l'attention qu'il a portée, d'une manière visible, aux troupes « off » est révélatrice de son approche.

Pour les socialistes, qui se veulent héritiers de l'esprit de mai 1968, la vie culturelle passe en priorité par ces innombrables foyers d'expression qui permettent à des petits groupes d'affirmer leur identité. Aussi se méfient-ils des équipements lourds, qu'ils jugent difficiles à manier : ils leur préfèrent des structures plus souples, plus légères, capables d'assurer une fonction d'animation.

An déclin de la création ? Le débat n'est pas neuf : chacun s'efforce de démontrer qu'il est possible de remplir l'une de ces

deux missions sans sacrifier l'autre, et les responsables du P.S. ne manquent pas de dire que les deux mouvements doivent se compléter dans une politique de « croisement ».

Il n'en reste pas moins que les communistes demeurent plutôt

attachés aux « grandes œuvres », à la défense vigilante des institutions nationales, au strict respect du professionnalisme, tandis que les socialistes fondent beaucoup d'espoirs sur les expériences d'amateurs, sur les initiatives locales, sur l'invention collective.

## L'autorité du pouvoir politique

Le Festival d'Avignon a mis en évidence une autre source de conflit, qui concerne les relations entre les institutions culturelles et les municipalités. Ce n'est pas la première fois qu'éclatent des querelles entre les élus et les responsables d'entreprises culturelles. Les maisons de la culture ont été à plusieurs reprises le théâtre de tels affrontements.

Les nouvelles options du parti socialiste peuvent avoir cependant pour conséquence d'attiser la lutte. C'est en tout cas la crainte que l'on ressent au parti communiste. En effet, dans la logique de sa position, le P.S. est conduit à favoriser l'action des communes, qui serviraient en quelque sorte de base logistique aux multiples cellules d'animation.

Celles-ci seraient trop faibles pour résister aux demandes des municipalités — ce dont les maisons de la culture, plus solides, sont encore capables. Même s'ils n'en ont pas le dessein, les socialistes ne peuvent empêcher qu'une certaine dilution des responsabilités n'advienne, et définitive, l'autorité du pouvoir politique.

Le cas d'Avignon n'est qu'un symptôme. Depuis que M. Taddéi

a succédé, comme adjoint chargé de la culture, à un élu centriste, l'équipe municipale semble, il est vrai, désireuse d'exercer une plus grande influence sur le Festival.

En affirmant sa volonté de sauvegarder l'autonomie du Festival, M. Puaux répondait donc à ces tentatives, qui ne sont sans doute pas séparables des ambitions personnelles de M. Taddéi. Le groupe communiste du conseil municipal n'a d'ailleurs pas tardé, lui non plus, à dénoncer toute intervention visant à « faire du Festival la courroie de transmission de quelque parti politique que ce soit ».

La réplique de M. Puaux comme celle du P.C. vont toutefois au-delà de la polémique locale. Plusieurs « petites phrases » prononcées à Avignon par M. Jacques Chabaz, membre du bureau politique du P.C., montrent que l'affaire, née sur les tréteaux de la cité des papes, débouche, à quelques mois des élections, sur une autre scène.

Inlassablement, les dirigeants du parti communiste disent partisans de la liberté totale de création, hors de toute réglementation, de toute norme. « Est-il

que Sygne est naufragée. Mais c'est un océan terrestre, et sous ce radeau, il y a une tempête de terre avec de grands creux et des rochers étranges, très blanches, qui effleurent et que Vilar grattait lorsqu'il jouait ici la Ville, du même Claudel. Et le palais est ainsi fait que cette scène immense est petite, les acteurs n'y sont pas perdus, le mur les protège, et le mur, les pierres si belles, et les croisées donnent l'image du monde qui va derrière les murs, les foules, les combats, les canons. La pièce de Claudel est une pièce verticale, elle va des racines au ciel, Claudel dit que même les murs ont des racines, comme les arbres, alors nous avons planté dans la mer de l'Histoire, près du radeau, deux grands mâts qui font se rejoindre le sol et les étoiles. Cette cour est une maison naturelle pour Claudel. On n'y a presque pas touché. La pièce y respire. À Paris, sur une scène de théâtre, il fallait ruser un peu, ne serait-ce qu'avec la lumière. Ici, il n'y avait surtout qu'à laisser faire le texte, l'acteur ; la cour les laissait vivre entre eux ».

Propos recueillis par MICHEL COUNOT.

CINQ représentations de *l'Otage*, de Claudel, ont été données à Avignon, dans la cour du Palais des papes. Ce n'était pas une création : Guy Rétoré avait présenté la même mise en scène cette année au Théâtre de l'Est parisien. Nous avons demandé à l'actrice Sylvie Genty, qui joue le rôle de Sygne, et à Christine Mandouze, qui a fait le décor et les costumes, ce que la cour du Palais des papes apporte au théâtre, et celui-ci y gagne quelque chose.

« Sygne est l'un des rôles dont rêve toute actrice », dit Sylvie Genty. Et elle rêve aussi de cette cour du Palais. « À plus forte raison peut-être si elle est, comme moi, trop jeune pour avoir connu les grands jours d'Avignon : la cour est un lieu de légende pour l'acteur. Le théâtre, un jour, est passé par ici. Alors, avant d'arriver, j'avais peur. Je me disais : « Ce sera trop grand, ma voix s'y perdra, moi aussi. » Et aussitôt que j'eus mis les pieds dans cette cour, ma peur est tombée. Elle est belle, les murs du palais sont vivants, on a la roche sous les pieds, cette cour a une âme et un corps, je la touchais, elle me touchait, c'était tellement plus vrai qu'une scène de

théâtre et surtout, oui, peut-être surtout, il a ces étoiles du Midi qui sont là, sur la tête, si incroyablement proches, il faut s'empêcher de lever la main pour les prendre. Il y a aussi, sur la scène, une brise. Pas un courant d'air, mais une brise de nature, légère, même quand la cour est calme. Les autres rôles, je ne sais pas. Mais Sygne, de l'Otage, est dans cette cour comme chez elle, comme dans sa maison de Dieu. Sygne est de la terre et elle est des murs, elle a remis les murs debout en faisant fructifier la terre, et tout cela s'en va en vent, au vent de l'Histoire, au vent de cette cour, et de Sygne aux étoiles il n'y a qu'un pas, sans effort, à faire, les étoiles me prennent par-dessous les bras. Je ne sais pas si je joue bien, mais la cour du Palais, tous les vivants et les morts de la cour jouent très bien. Je suis heureuse de jouer Sygne dans cette cour. J'éprouve de la peine à la quitter chaque nuit, j'aimerais mieux dormir là ».

« Oui, tout est ici plus proche, dit Christine Mandouze. Le sol saute à la figure du public. Claudel est planté dans la terre. Nous avons mis un grand radeau de vrai bois sur cette terre, parce

12<sup>e</sup> Festival Estival de Paris  
Galerie Yves BRU  
7, rue René FILLON PARIS  
IBA NDIAYE  
TOILES, LAVIS, DESSINS  
« Variations sur le thème du Jazz »  
3 - 21 août

GALERIE CLAUDE JORY  
André HUBERT  
Peintures récentes  
Tél. : 924-24-42  
222, rue du 19-Saint-Honoré, PARIS (17<sup>e</sup>)

GAINSBOROUGH  
BACON  
GALERIE DES BRAY-ARTS  
PEINTURE ANTIQUAIRE  
BORDEAUX 1<sup>er</sup> MAI - 1<sup>er</sup> SEPT.

MUSÉE NATIONAL MESSAGE BIBLIQUE MARC CHAGALL - NICE  
MARC CHAGALL  
PEINTURES BIBLIQUES RÉCENTES  
1966-1976  
10 juillet - 26 septembre  
Avenue du Docteur-Ménard - bd de Cimiez, 06000 NICE - (93) 81-73-73.  
Tous les jours de 10 h. à 19 h., sauf le mardi.

MARIGNAN PATHÉ - SAINT-LAZARE PASQUIER - QUINTEITE  
14 JUILLET PARNASSE  
14 JUILLET BASTILLE  
P.L.M. SAINT-JACQUES  
ARTEL Rosny - ARTEL Créteil  
FLANADES Sarcelles

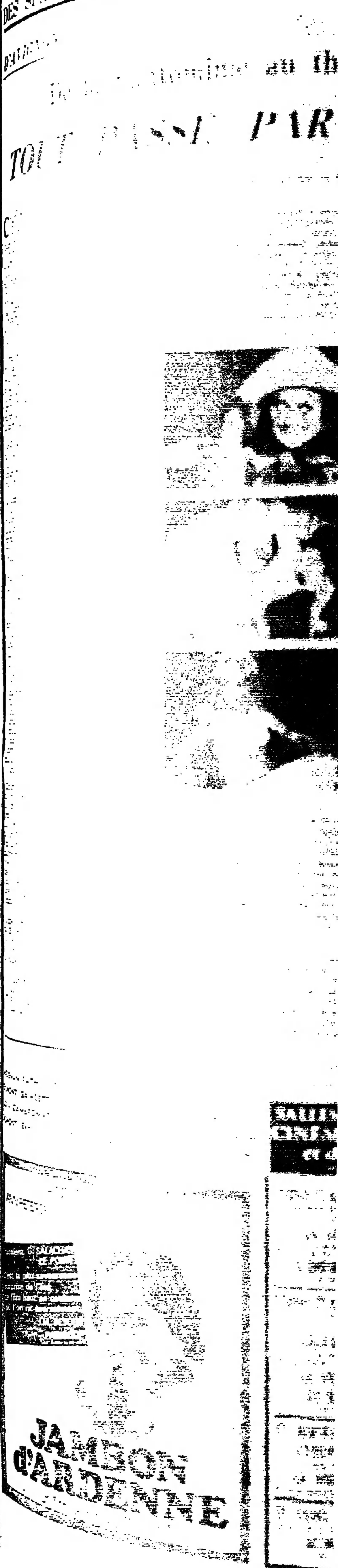
LA FIANCEE DU PIRATE  
un film de NELLY KARLAN

TEMPERAS ET DESSINS  
du 29 juillet au 30 août 1977  
La vieille auberge Clusclot (Drôme)  
ANTONIO

MULTI CINE  
DONA FLOR  
A partir du vendredi 5 MONT-CARLO  
ST-GERMAIN NICHE/NAISON  
LA THEORIE DES DOMINOS  
QUARTIER LATIN/NAISON  
ELISA VIDA MIA  
ELYSSES LINCOLN/NAISON/ELLE  
SAINT-LAZARE PASQUIER  
MORE  
ELYSSES LINCOLN/QUINTEITE  
SAINT-LAZARE PASQUIER  
et jusqu'au jeudi 4 inclus  
NAISON  
Seul à Paris  
UGC ODEON  
ALAIN RESNAIS  
PROVIDENCE  
7<sup>e</sup> mois

MARIGNAN PATHÉ v.d. - RICHELIEU GAUMONT v.f.  
MONT-PARNASSE 83 v.f. - PANTHEON v.d. - CLICHY PATHÉ v.f.  
EPICENTRE Epinay v.f.

ERNEST BORGNINE  
(Prix d'interprétation masculine)  
EDDIE ALBERT et IDA LUPINO  
dans un film de  
ROBERT FUEST  
LA PLUIE DU DIABLE  
EN TODD AO COULEURS  
GRAND PRIX DES GRANDS SPECIAUX  
FESTIVAL DU FILM ANTIQUAIRE  
DE PARIS 1977  
UNE FIN INCROYABLE  
JAMAIS VUE DANS UN FILM!  
CINECRAN  
INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS



هنا من الأصل



# De la pantomime au théâtre gestuel

# TOUT PASSE PAR LE CORPS

**C**OMMENT faire évoluer un festival ? Comment l'empêcher de se laisser prendre de vitesse par la création ? Avignon se pose la question, s'efforce de deviner ce qui va jaillir de l'éclosion du théâtre traditionnel pour l'acclimater dans des lieux nouveaux. C'est pourquoi le Grand théâtre a été mis en sommeil au temps de Béjart. Le projet non abouti a été repris à Nancy qui vient de s'ouvrir au Théâtre dans. Avignon s'est tourné ensuite vers le Théâtre musical aujourd'hui florissant. Il accueille maintenant des troupes de théâtre, mais pas tous les moyens d'expression, notamment entre le théâtre et la danse, regroupés sous le terme restrictif et suranné de pantomime. Déjà les Mummenschautz, Marcel Marceau, les clowns Colombeau, la compagnie Slade ont ouvert le chemin. Cette année, des troupes de danse ont commencé à compter. Pierre Byland à la Chartreuse, et une prolifération de spectacles « off » allant du mime Blot à l'étonnant Farid Chopel.

Le Théâtre du geste bénéficie d'une structure d'accueil, la salle Benoît-XII. La grande roue qui servait autrefois au travail des teinturiers confère aux lieux une agréable sensation de fraîcheur.

Le terme de mime est généralement associé au nom de Mureau. C'est lui qui a popularisé un art remis au goût du jour par les inventions de Decroux. Son audience est immense, sa renommée mondiale, mais son style, attaché au personnage de Bip, ne correspond plus tout à fait aux besoins des nouvelles générations. On assiste dans ce domaine comme ailleurs à un retour aux sources populaires et universelles et à une évolution des techniques gestuelles.

L'art du mime est l'héritier de la pantomime traditionnelle géco-italienne. Introduite en France au XVI<sup>e</sup> siècle par les comédiens italiens, celle-ci prend son essor au XIX<sup>e</sup> siècle avec Debureau, Severin, Farina... Si elle disparaît pratiquement de la scène par la suite, elle trouve un nouveau champ d'expression dans les films muets. Les grands mimes d' alors s'appellent Buster Keaton ou Charlie Chaplin. La pantomime connaît à la même époque un grand développement en Angleterre, elle prend du mouvement, expressionniste et en Europe centrale : le Théâtre de Wrocław, venu voici quatre ans à Paris, est resté fidèle à une tradition du mimodrame à grand spectacle, aujourd'hui bien désuète.

Entre le théâtre parlé et le ballet, la marge de manœuvre de la pantomime a toujours été étroite. Au XVII<sup>e</sup> siècle, ces deux formes d'expression rigoureusement définies la relèguent au rang de divertissement de foire. Elle est réhabilitée par Diderot au nom du naturel, et le chorégraphe Noverre imagine même de l'intégrer au ballet classique pour dramatiser la danse. Il est à l'origine du *ballet d'action*, idée que l'Italien Viganò appliquera ensuite à Milan dans de vastes chorédrames qui ont enthousiasmé Stendhal.

Danse et mime sont sœurs et sœurs ennemies. Et chaque fois que le ballet, sacrifiant à la technique pure, se rigide dans l'esthétisme, on voit la pantomime reprendre l'avantage. Cela explique pourquoi les danseurs se sont souvent tournés vers le mime pour échapper à l'asphyxie. Le ballet devient alors une épreuve de choix, comme en a témoigné Nola Rae à Avignon dans une charge savoureuse des clichés académiques :

**cascade de cabriolets grotesques et d'entre-  
chats croche-pieds.**

Cette antinomie a tendance à disparaître. Les recherches menées parallèlement par la danse et le mime depuis une vingtaine d'années les a considérablement rapprochés. Actuellement l'art du mime n'a plus rien de commun avec le para-langage de la pantomime classique où le corps parlait par signaux, ni même avec la stylisation narrative dans laquelle Marceau l'a enfermé. Il est orienté vers une gestuelle dynamique faisant affleurer tout un univers de l'incon-

information audio-visuelle à l'échelle planétaire.

Preoccupé de retrouver l'unité d'un corps arbitrairement découpé en serteurs par l'anatomie classique, l'artiste utilise toutes les techniques gestuelles à la fois. Il est comédien, danseur, mime, acrobate ; il découvre le théâtre d'Extrême-Orient et la pratique du yoga et de l'improvisation.

Les spectacles présentés à Avignon donnent un certain ventail de ce théâtre d'abord dans ces disciplines qui s'appellent le Dada, la tradition, avec un minuscule classique, le *Marchand d'habits*, jusqu'au compagnon du Tchéquie Milon Sladek, actuellement émigré à Cologne Puis le *Cirque Alfred*. Il est dirigé par le Ctibor Turba, qui utilise une clownerie tendre et pudique comme moyen de contestation. Une de ses créations à Prague, en 1971, ne s'intitulait-elle pas *Turba Tacet*.

## L'éclatement joyeux de la fête

On n peut présenter le mime sans se référer aux « Mudras », ce code spirituelisé des danseurs hindous. Kiram Ségäl en fait une démonstration pleine d'humour, faisant alterner les pièces traditionnelles avec des chorégraphies originales où elle se révèle comme une interprète vigoureuse, dotée du sens de l'équilibre et du rythme.

Ancien élève de Mary Wigman et de Dora Hoyer — deux grands noms de la danse expressionniste allemande, — Gary Kasper, réalisateur américain, dans un parti ascétique, pousse jusqu'à la provocation. Plusieurs « solitaires » viennent rappeler que le mime, le clown, ont toujours été des marginaux, attachés à dénoncer les travers de la société et à en exprimer le dérisoire ou l'absurdité : le Canadien Marc Favreau a adopté le soliloque et nous enchante par un déluge poétique de mots interchangeables. Le Suisse Peter Wyssbad, par un jeu dépouillé, débouche sur un vide à la Beckett. Mais c'est l'Argentin Benito Guimachur qui pousse le plus loin l'aventure gestuelle. Sa façon de capter toutes les résurgences du corps organique fait irrésistiblement penser à Antonin Artaud.

L'Amérique a beaucoup contribué à élargir l'horizon du mime en jouant de toutes les techniques, en s'inspirant de toutes les modes, tout ce qui fait mythologie de la vie moderne est broyé, mixé, compressé, pour servir de matière à un vaste exorcisme. Le groupe argentin le Grand Rêveur (avec son extraordinaire acteur-mime Hector Malamud) et le Great Salt Lake Mime Troupe ont greffé sur le jeu clownesque l'éclatement joyeux de la fête : une véritable philosophie de notre temps s'en dégage.

En réaction contre le verbe, le théâtre gestuel, azé sur un nouveau langage corporel, se révèle d'une grande diversité. Situés au carrefour de toutes les techniques d'expression, il est ouvert sans limite à toutes les créations. Les compagnies présentées à Avignon ne donnent qu'un faible aperçu d'un art en pleine évolution. Les recherches d'un Bob Wilson, de Carolyn Carlson, de Meredith Monk, s'y rattachent. Murray Louis et Pjotlobus aussi, ainsi que les récentes expériences de Béjart. Le *Théâtre du geste* ouvre au festival d'Avignon un champ de prospection pratiquement illimité.

**MARCELLE MICHEL**

**« Le Collier des ruses », d'Ahmed Essyad**

# DE LA MUSIQUE AVANT TOUTE CHOSE

**P**HENIX modern, dont tout le monde dispute sans l'avoir jamais vu, le théâtre moderne ne s'apprivoise pas. On le saisit par la ruse ou l'échappée. Ahmed Essayed a choisi la ruse. Compositeur marocain (né à Salé en 1938), résident en France depuis 1965, il a écrit, avec Deutsch à la rigueur et au lyrisme de l'école de Schoenberg, l'un n'eût pas moins l'étude de la civilisation arabo-islamique et, dès sa première œuvre importante, la cantate *Le monde d'aujourd'hui*, une synthèse entre le dodécaphonisme et certains modèles berbères, pris l'un et les autres non pas simplement à la lettre mais dans leur dimension spirituelle : poussés à leur plus haut degré de raffinement, les séquences de la culture arabo-islamique finissent par se rencontrer : ici se situe la ruse. ...

leur absolu, mais que, au moment où, inquiets et fascinés par les exigences du théâtre, les compositeurs acceptent d'oublier certaines de leurs exigences et font des concessions en croyant s'adapter, il se déclare ouvertement musicien et en tire les conséquences ultimes, sans compromis, de même que la fidélité à une culture arabe lui a permis de faire sienne la tradition musicale européenne dans ce qu'elle a de plus spécifique : l'école de Schoenberg.

## Entre le parler et le chant

Sous leur forme originale, les maquettes étaient seulement racontées par l'auteur au cours d'une assemblée de notables ; il ne s'agissait pas de spectacle, et on ignore si la maquette était ou non intégrée au récit. Ce qu'on a pu voir au cloître des Célestins, ce fut donc une transposition libre et avouée avec tous les avantages que présente une telle démarche, où la créativité doit l'emporter sur le souci d'une fidélité au premier degré, il faut réinventer l'authenticité, et là commence réellement le travail créateur.

Le Collier des roses a joué sans décors, à l'exception d'une chaire symbolisant la toute-puissance du verbe. L'évolution des acteurs et les éclairages suffisaient à définir l'espace scénique, lire les émotions, l'attitude statique, les mouvements, les déplacements, etc. Ils seuls solent comédiens, chanteurs ou musiciens, sont richement costumés selon le modèle des miniatures anciennes et véritablement intégrés au spectacle : les instruments, les costumes, les décors, certaines attitudes avec beaucoup plus de bonheur que ce qu'on peut voir habituellement : l'expression vocale des comédiens se situe constamment entre le parler sourd et le chant, et les chanteurs, quant aux deux sopranos et aux deux mezzo, elles assurent la liaison intime des deux autres groupes, utilisent certaines techniques d'émission orientées appliquées à la musique, et, à l'instar du modalisme et chromatisme s'emboîtent l'un dans l'autre.

## Un long adagio

La dernière scène, comme dans la Neuvième Symphonie de Mahler ou dans la Pathétique, est un long adagio, un nocturne contrastant avec l'atmosphère brillante qui précède : sur un drap blanc, le corps nu d'un jeune homme mort : à la lueur vacillante de quelques bougies, une femme lait la toilette funèbre. Tout cela, jusqu'aux murmures des voix et au solo de piano, est très sensuel ; surviennent deux notables en peine d'argent qui, contre des cadeaux, promettent de ranimer le cadavre, mais, les rêves déçus, ils échappent de peu au châtiment...

L'idée de doubler une action dramatique d'une architecture inspirée de la musique pure n'est pas neuve en soi ; l'origine n'est même pas, comme on le dit souvent, le Wozzeck de Berg, qui en fait cristalliser une technique déjà éprouvée à une époque où il devenait nécessaire de prendre nettement position face à la dissolution de la notion de forme, liée à l'extension de la syntaxe musicale. L'important n'est donc pas qu'Essyad ait ou non agi en nouve-

**GÉRARD CONDÉ**

**ERNEST BORGNINE**  
(Plus d'interprétation masculine)  
**RODOLPH ALBERT** et **IDA LUPOVA**  
dans un film de  
**ROBERT FUEST**

**LA PLUME DU DIABLE**



**UNE FIN INCROYABLE  
JAMAIS VUE DANS UN FILM!**

MARIGNAN PATHÉ - GAUMONT OPÉRA - MONTPARNASSE PATHÉ  
GAUMONT GAMBETTA - CLICHY PATHÉ - BOSQUET - GAUMONT  
SUD - CAMBRONNE - PATHÉ Belle-Epine - CYRANO Versailles  
GAUMONT Evry - MULTICINE Chamigny - AVIATIC Le Bourget  
FRANCAIS Enghien

ANNE GIRARDOT  
ANN PETERSEN  
CHRISTIAN BARRIER

Truculent. G. SALACHAS  
LE POINT

C'est la plus savoureuse  
surprise de l'été,  
ce film haut en couleurs  
où l'on rit énormément.

J.M. BESCOS  
PARISCOP

**JAMBON  
d'ARDENNE**

Unité de BENOIT LAMY

**SALLES CLASSÉES  
CINÉMAS d'ART  
et d'ESSAI**

**STUDIO ST-ANDRÉ-DES-ARTS 1**  
30, rue Saint-André-des-Arts - 326-48-18  
12 h., 24 h.  
**LA SALAMANDRE**  
d'Alain TANNER  
14 h., 16 h., 18 h., 20 h., 22 h.  
**L'EMPIRE DES SENS**

**STUDIO ST-ANDRÉ-DES-ARTS 2**  
30, rue Saint-André-des-Arts - 328-48-18  
12 h., 24 h.  
**CALIFORNIA SPLIT**  
de Robert ALTMAN  
14 h., 16 h., 18 h., 20 h., 22 h.  
**LA VRAIE NATURE**  
**DE BERNADETTE**

**ST. BERTRAND** 28, rue Bertrand  
SUF. 64-68  
**L'EQUIPEE SAUVAGE**  
avec Marlon BRANDO  
**LA HORDE SAUVAGE**  
de Sam PECKINPAH av. William HOLDEN

**ST. CUJAS** 20, rue Cujas  
75005 Paris, 033-89-22  
14 h., 16 h. 25, 18 h. 50, 21 h. 20  
**NETWORK (v.o.)**  
de Sidney LUMET

**PARAMOUNT ÉLYSÉES  
PUBLICIS SAINT-GERMAIN**

LE  
PORTRAIT  
DE  
DORIAN  
GRAY  
D'APRÈS  
OSCAR  
WILDE

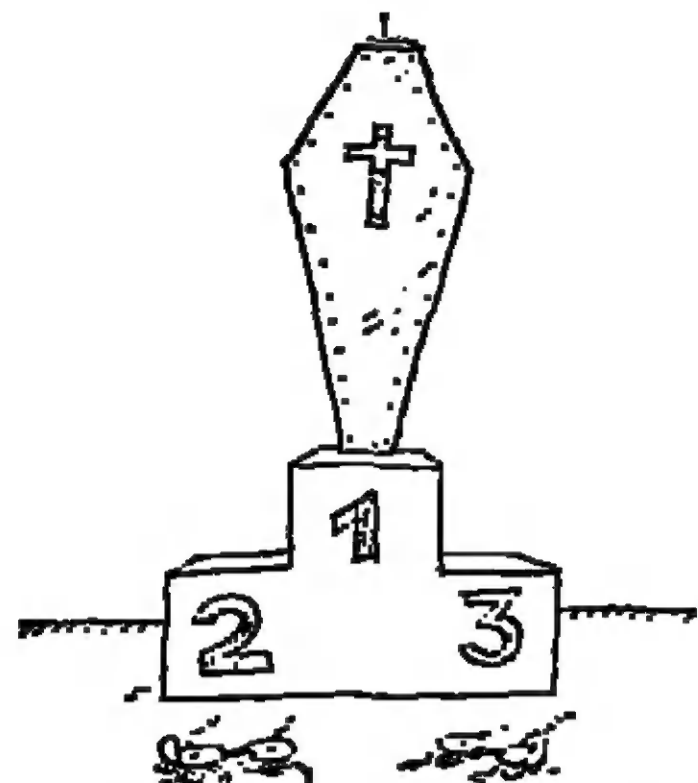
...Une histoire qui nous fascine...  
**FRANCE-SOIR**

...d'une qualité rare...  
**LE MONDE**

...Un apologue du mythe faustien de la jeunesse...  
**LE FIGARO**



## Une sélection



L'Amérique sans illusion.  
« On achève bien les chevaux »,  
réalisé par Bonnard.

## Cinéma

### L'AMÉRIQUE SANS ILLUSION.

Tous les jours, depuis le 20 juillet, et jusqu'au 6 septembre, l'œuvre du réalisateur américain au cinéma olympique. Cette semaine : A l'Est d'Eden, d'Elia Kazan (James Dean et l'adolescence révoltée) ; Abattoir 5, de George Roy Hill (mauvaise conscience et science-fiction) ; le Soldat bleu, de Ralph Nelson (massacre des Indiens) ; Pat Garrett et Billy le Kid, de Sam Peckinpah (western anti-romantique) ; la Fièvre dans le sang, d'Elia Kazan (histoire d'une névrose) ; On achève bien les chevaux, de Sydney Pollack (marathon de danse pour chômeurs ou quelques aspects de la crise de 1929).

### LA THEORIE DES DOMINOS de Stanley Kramer

Une réflexion sur la manipulation de l'individu : un homme reçoit la mission, en échange de sa liberté, d'assassiner le président des Etats-Unis. Kramer retrouve la même problématique philosophique de ses anciens films contre l'antisémitisme et le racisme. Après le Vietnam, une Amérique décidément sans illusion.

### RETOUR DU FANTASTIQUE

Le Dernier Dinosaure, d'Alex Grasshoff et Tom Kotani, présente une particularité remarquable : pour la première fois, le monstre reste maître du terrain, symbole d'une nature vierge où le héros choisit de rester.

L'île du docteur Moreau, de Don Taylor, reprend un classique des années 30. Burt Lancaster remplaçant Charles Laughton dans le rôle du savant fou qui transforme en hommes les animaux.

La Sentinelle des maudits, de Michael Winner, tourne autour des thèmes du péché et de la rédemption : quand une société en crise tente de chasser ses démons.

La Pluie du diable, de Robert Fuest, raconte l'histoire d'une famille frappée par la malédiction et poursuivie par le grand maître d'une secte satanique, incarné par Ernest Borgnine.

### LE PORTRAIT DE DORIAN GRAY de Pierre Boutron

Pierre Boutron, qui avait adapté et mis en scène l'œuvre d'Oscar Wilde à la Maison des arts de Créteil et au Théâtre Daunou, a su créer, dans une version véritablement cinématographique, les piges du théâtre filmé. Des personnages surgis d'un décor de glace et de velours apparaissent comme des pantins ou des spectres. Un univers condamné.

### NEW MEXICO de Sam Peckinpah

Un héros secrètement blessé, et peu opérationnel, parti à la poursuite de son bourreau, trouve un amour qui, lui non plus, n'est pas dénué de cicatrices. Quand le futur réincarnateur des Cheins de paille compliqués à plaisir (le film est de 1961) les schémas traditionnels du western sans, encore, trouver son style.

### UN FLIC SUR LE TOIT de Bo Widerberg

Un meurtre, une enquête, un tueur fou sur un toit : tous les éléments du « suspense » classique sont réunis dans ce film. Mais Bo Widerberg dépasse l'anecdote et met en cause la fonctionnement de la police suédoise. La portée psychologique et poétique du récit est remarquablement traitée. Moins original, le dénouement décrit une chasse à l'homme spectaculaire.

— ET AUSSI : Le Diable probablement, de Robert Bresson (un cri d'alarme) ; Elisa vida mia, de Carlos Saura (portraits parallèles) ; Nucléaire, danger immédiat, de Serge Poljasky (autour des manifestations de Creys-Malville).

## Théâtre

### AVIGNON : derniers jours

Le Festival d'Avignon s'achève dimanche. Dans la cour d'honneur du Palais des Papes, Alain Alley et son American Dance Theatre présentent leurs trois spectacles. Au cloître des Carmes, deux pièces canadiennes : le Temps d'une vie, de Roland Lepage, mise en scène par André Pagé, et Quatre à quatre, de Michel Garneau, mise en scène par Gabriel Garneau.

Le Théâtre national de marionnettes de Budapest donne encore trois représentations et le Théâtre du Chêne noir, de Gérard Gelas, joue jusqu'à dimanche Fantasi-Miss Madonna.

Salle Benoit-XII, Washday Miracle, par The Great Salt Lake Mime Troupe et le Cri du corps, par Benito Gutman, clôturent le cycle consacré au théâtre du geste.

Parmi les spectacles « off », Serge Valletti continue au Théâtre de l'Esprit, comme Alain Gauré au Théâtre du Chapeau rouge et les Polac à la Casa d'Irene. A la M.J.C. Croix-des-Bois, le Théâtre Action de Grenoble cède la place au Théâtre de l'Olivier pour les Paysans.

## Musique

### DE MOZART A MONSIGNY A Albi

Après la Coquette trompée, de Dauvergne, il y a deux ans, et Zéphyre, de

Rameau, l'année dernière, en attendant un nouveau Così fan tutte (jeudi 11 et samedi 13 août), le Festival d'Albi poursuit son aventure au pays des petits ouvrages légers du dix-huitième siècle français avec le Cadi dupé, de Monsigny, créé en 1761 à la Foire Saint-Laurent ; une turquerie qui se souvient des Indes galantes et annonce l'Enlèvement au sérail (Michèle Feno, Neil Fryer, François Loup, l'Ensemble instrumental de France, direction Jean-Pierre Waliez. Mise en scène : Michel Jarry ; dernière représentation, vendredi 5 août à 21 h 30. (Rens. 63-67-78).

### LE PHILHARMONIQUE D'ISRAEL à Orange

L'Orchestre philharmonique d'Israël à Orange : éternel sacrifié des chorégraphes d'Orange, l'orchestre, toujours placé trop loin du mur, n'y fait le plus souvent que figure de compositrice. d'où l'idée d'honorer le Philharmonique d'Israël (direction Zubin Mehta) en lui confiant, le dimanche 7 août, à 22 heures, un concert symphonique au lendemain de la représentation de Fidelio (samedi 6 août à 22 heures), dont les valettes seront non seulement Gundula Janowitz, Jon Vickers et Theo Adam, mais aussi les chœurs New Philharmonia, qui feront leurs débuts à la scène : de solides prisonniers en perspective !

### STOCKHAUSEN à Aix-en-Provence

Sirius, de Stockhausen, à Aix-en-Provence : « Avec les habitants de Sirius, étoile Alpha de la constellation du Grand Chien à 8,7 années-lumière de la Terre, la musique a atteint son degré de développement le plus parfait... ». Tentative déconcertante de synthèse entre la musique, la science-fiction et une forme très personnelle de panthéisme, la dernière composition de Stockhausen sera révisée au public sous sa forme intégrale le 8 août, au cloître Saint-Louis, précédée de la veille d'une conférence d'introduction par le compositeur.

— ET AUSSI : au Festival estival de Paris, deux oratorios de Haendel : Deborah (jeudi 4) et Le Messie (vendredi 5) par le New Irish Chamber Orchestra et le Freiburg Vocalensemble, tandis que la Capella Antiqua de Munich sera à Versailles le dimanche 7 à 17 heures et à la Sainte-Chapelle, mardi 9 à 18 h 30 et 20 h 30.

— EN PROVINCE : I Virtuosi du Roma se produiront à l'église des dominicains de Guebwiller, samedi 6, à 20 h 45. (Rens. 89-76-10-63). Sur le parvis de Saint-Michel, à Menton : Nikita Magaloff (lundi 8) et Gundula Janowitz (jeudi 11). Musique contemporaine à Frades, où l'Octave de Paris joue Anakoria, de Xenakis (mardi 9. Rens. 68-05-06-16).

## Variétés

### MARTIGUES : pour la deuxième fois

Le deuxième Festival populaire de Martigues propose notamment un ensemble de concerts et d'ateliers d'animation autour de la chanson. Chants et musiques du Portugal d'aujourd'hui, par José Afonso, tradition populaire occitane, par la Compagnie du Sauveterre, fête catalane et chanson bretonne marquent la première d'une manifestation qui s'achèvera le 23 août.

### TANGO ARGENTIN au Café d'Edgar

Ernesto Rondo, « le plus parisien des Argentins », chante Buenos-Aires

avec Mosalini (bandonéon) et Bey-telman (piano) à l'occasion de leur passage exceptionnel à Paris (23 heures, jusqu'au 30 août).

## Expositions

### L'ART DE L'ESTAMPE ET LA REVOLUTION au musée Carnavalet

(Lire notre article page 7.)

### TOPINO-LEBRUN au Centre Georges-Pompidou

(Lire notre article page 7.)

### CÉLÉBRATION DE L'ARBRE à Aix-en-Provence

Après la journée de l'arbre, la peinture de l'arbre. Le musée d'Art-en-Provence a eu la bonne idée de réunir un ensemble de peintures qui, du seizième siècle à nos jours, esquissent une évolution du paysage dans les écoles européennes.

### LE DRAPEAU à Saint-Tropez

Une sympathique exposition à thème au musée de l'Annonciade de Saint-Tropez : le drapeau dans la peinture depuis deux siècles. L'usage du mythe, de la bannière, de l'étendard, du jupon et aussi de la couleur, la fête de la couleur qu'on a en fait les impressionnistes, Manet, Monet, et ceux qui les ont suivis, Sisley, Marquet, Dufy...

### KLEE à Saint-Paul-de-Vence

Deux cent cinquante peintures et dessins provenant de collections européennes ou américaines : un panorama de l'œuvre d'un artiste qui fut l'un des principaux acteurs du Bauhaus et pour qui la seule technique picturale possible est une sorte d'architecture colorée.

### CHAGALL

« La Bible, pour moi, c'est de la poésie toute pure. Une tragédie humaine. Ça m'inspire, les prophètes... », nous disait Marc Chagall, à l'occasion de son quatre-vingt-dixième anniversaire. Le musée Chagall de Nice a accroché vingt-six toiles récentes qui témoignent de ce dialogue poétique et mystique jamais interrompu, à l'intérieur de son œuvre.

### ... DUFY

Tous les Dufy des musées de Nice rassemblés aux Ponchettes à l'occasion du centenaire de la naissance du peintre au Havre. Dès les années 20, l'art irais et fluide de Dufy s'était accordé au ciel du Midi.

### ... ET REQUICHOT à Nice

Tout à côté, galerie de la Marine, le monde surréaliste et fatigué de Requichot, mort prématurément dans sa trentième année, en 1961.

### ADAMI

Œuvres récentes de Valerio Adami, cet été, au musée Cantini de Marseille. Après Balbus et Bacon sur ces mêmes cimaises, un regard froid sur la vie quotidienne et sur des personnages de la mythologie moderne : Freud et Gorki, Joyce et Gandhi. Rien, dans cette imagerie sophistiquée qui ne soit une écriture plastique, une narration par la couleur et par le dessin d'une grande maîtrise.

### LA BIENNALE DE LA TAPISSERIE à Juan-les-Pins

Biennale française de la tapisserie au Palais des Congrès de Juan-les-Pins. Une manifestation qui entend

rappeler les règles traditionnelles de la laine comme support d'images, dans la continuité de Lurçat. La biennale rend hommage à Le Corbusier, qui a fait de la tapisserie un « mur » de formes à deux dimensions et de couleurs.

### ASPECTS HISTORIQUES DU CONSTRUCTIVISME au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

Un panorama de l'art constructiviste depuis ses origines, russes et néerlandaises, jusqu'à ses derniers développements, plus particulièrement aux Etats-Unis.

### LE POST-IMPRESSIONNISME au Palais de Tokyo

L'ouverture, dans l'ancien Musée national d'art moderne rebaptisé, de salles consacrées aux peintures, sculptures et dessins d'artistes nés avant 1870, que le musée de Beaubourg, ne pouvait accueillir.

### HOMMAGE A WATTEAU à la Monnaie

Peintures, dessins et gravures de Watteau, en guise d'hommage au peintre de l'embarquement pour Cythère. Un art qui a symbolisé le dix-huitième siècle et, à ce titre, inspiré des générations d'artistes, d'artisans et de décorateurs. L'exposition s'achève par un ensemble d'œuvres contemporaines, peintures, sculptures et médailles.

### SOIXANTE ANS DE PEINTURE EN UNION SOVIÉTIQUE au Grand Palais

Un panorama de la peinture soviétique depuis la révolution d'Octobre 1917. Le réalisme socialiste, avant et après, dans ses transformations, de Léonine à Brejnev en passant par Staline et Khrouchtchev. Une fresque, pas toujours gaie, de la vie quotidienne en Union soviétique.

### LES « MATHIEU DE MATHIEU » à Ostende et à Valréas

Les « Mathieu de Mathieu » : cinquante-deux tableaux conservés et prêtés par l'artiste. Une rétrospective en raccourci de la trajectoire du peintre de l'« abstraction lyrique » depuis ses débuts en 1944 jusqu'aux toutes dernières toiles (il en présente six) où le graphisme linéaire décrit sa place dans de grands usages de peinture colorée. (Au casino Kursaal d'Ostende.)

Autre exposition Mathieu, mais en France, à Valréas, château de Simiane, en Provence.

### RUBENS à Anvers

Le quatrième centenaire de la naissance de P.P. Rubens, justement célébré à Anvers, la ville d'attache de l'artiste. Au centre de cette commémoration, marquée par de nombreuses manifestations, une grande exposition au Musée royal des beaux-arts : elle comporte une centaine de tableaux et d'esquisses à l'aquarelle et une soixantaine de dessins illustrant l'évolution de l'œuvre de Rubens.

— ET AUSSI : Paul Strand (un des grands pionniers américains de l'art photographique) et Milton Glaser (on le considère comme le plus important des graphistes américains) au Centre Georges-Pompidou.

— EN PROVINCE : Maximilien Lucie à Albi (rétrospective du peintre néo-impressionniste), Willem de Kooning, à Grenoble (sculptures et lithographies d'un des principaux représentants de la peinture américaine d'après guerre). Van Scorel, à Douai (l'œuvre oubliée d'un peintre hollandais au seizième siècle). Fernand Léger, à Montauban (une soixantaine de peintures, gouaches, aquarelles et dessins d'un constructeur).

En version originale : ÉLYSÉES LINCOLN - QUINTETTE



**LES CHAÎNES**  
(Brothers)

BERNIE CASEY - VONETTA McGEE - RON O'NEAL  
Produit en association avec ROBERT H. GREENBERG  
Mise en scène de ARTHUR BAIRDON  
Producteur Exécutif LEE SAVIN - Musique de TALIMAHAL  
Distribué par Warner Columbia Film

U.G.C. MARBEUF v.o. - U.G.C. DANTON v.o. - GRAND REX v.o.  
MISTRAL v.f. - MIRAMAR v.f. - U.G.C. GOBELINS v.f.  
ARGENTUEIL v.f. - CARREFOUR Pantin v.f. - ARTEL Nogent v.f.  
PARLY 2 v.f. - STUDIO Rueil v.f. - ARTEL Villeneuve v.f.

STEVE McQUEEN / ALI MacGRAW / SAM PECKINPAH



STEVE McQUEEN / ALI MacGRAW - GETAWAY - BEN JOHNSON - AL LETTIERI - SALLY STRUTHERS

CENTRES CULTURELS  
ETRANGERS

CENTRE CULTUREL CANADIEN  
5 rue de Constantin - 7<sup>e</sup>  
EXPOSITIONS  
jusqu'au 18 août  
dans les 3 galeries d'Art  
**PEINTRES CANADIENS CONTEMPORAINS**  
du 25 août au 4 septembre  
3<sup>e</sup> GALERIE  
**MARIO MEROLA**  
du 25 août au 18 septembre  
1<sup>re</sup> GALERIE  
**BANDE DESSINÉE CANADIENNE**  
2<sup>e</sup> GALERIE  
**GRAND WESTERN CANADIAN SCREEN SHOP**  
Jusqu'au 20 septembre  
au Jardin de Sculpture  
**MARBRES ET BRONZES**  
ENTRÉE LIBRE

مكتبة الأصيل



# CABARETS

**BAL DU MOULIN ROUGE**  
LISETTE MALODOR  
20 h 30 CHAMP-ÉLYSÉES  
179 F. par pers.  
22 h 30 CHAMP-ÉLYSÉES  
115 F. par pers.  
SERVICE COMPLET

**LIDO**  
NORMANDE  
NOUVELLE REVUE  
116 BIS CHAMPS ÉLYSÉES  
RÉSERV. 339 11 61 (et 225 25 61)

**JOCKEY**  
127, bd du Montparnasse  
326-48-79  
Pas comme les autres  
on s'y amuse...

## VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale — • Orchestre, P.M.R. : prix moyen du repas — J... h. : ouvert jusqu'à... heures

### DINERS AVANT LE SPECTACLE

**L'ALSACE AUX HALLES** 236-74-34  
16, rue Coquillière, 1<sup>er</sup>. T.J./s.  
**RESTAURANT PIERRE** P./Dim. •  
Place Gallieni, 2<sup>e</sup>. OPR. 87-04  
**CHER RANSI** 548-94-42  
3, place du 16-Juin, 8<sup>e</sup>. T.J./s.  
**FLORE DANICA** 817-32-11  
182, Champs-Élysées, 8<sup>e</sup>. T.J./s.  
**LE ROI DE CŒUR** 322-86-80  
6, rue de la République, 8<sup>e</sup>. T.J./s.  
**JOSEPH** 63-53-25  
59, rue P.-Charron, 8<sup>e</sup>. T.J./s.  
**ATD DE RIQUERIE** 710-52-39  
12, faubourg Montmartre, 9<sup>e</sup>. T.J./s.

### DINERS... DANS UN JARDIN

**L'ÉPICURIE** P./sant. midi et dim.  
11, rue de Napoléon, 8<sup>e</sup>. 329-23-78  
**L'ATALANTE** 329-23-85  
10, rue de Chateaubriand, 8<sup>e</sup>.  
**LA TRUITE VAGABONDE** 387-77-80  
17, rue des Batignolles, 17<sup>e</sup>. P./dim.

### DINERS

**INDRA** 358-46-40 P./Dim.  
10, r. Cdt-Rivière, St-Pn.-du-Roule  
**ASSIETTE AU BŒUF - POCCARDI**  
9, bd des Italiens, 2<sup>e</sup>. T.J./s.  
**DAROUX** 742-53-40  
4, rue St-Amand, 2<sup>e</sup>. T.J./s.  
**LES BATELLEURS DU PONT-NEUF**  
14-18, rue du Pont-Neuf, 231-33-47  
**ASSIETTE AU BŒUF**  
123, Champs-Élysées, 8<sup>e</sup>. T.J./s.  
**LA PERGOLA** (près de l'Étoile)  
144, Champs-Élysées, 339-70-32  
**LA SALAMANDRE** 335-37-47  
54, rue P.-Charron, 8<sup>e</sup>. T.J./s.  
**BAUMANN** 750-18-754-01-13  
64, av. Ternes, 17<sup>e</sup>. P./Dim. lun-midi  
**LE BOEUF SUR LE GRILL** 727-98-40  
47, av. B.-Poincaré, 16<sup>e</sup>. P./Dim.  
**PETRUS** 754-53-52  
12, place Petrus, 17<sup>e</sup>. T.J./s.  
**SANT-SIMON** 754-47-30, P./sant. lun  
118, bd Pétrelle (pl. Pétrelle), dim.  
**MAISONNETTE-RUSSE** 750-50-04  
6, rue d'Armaille, 17<sup>e</sup>. P./Dim.  
**AU GOURMET** 330-28-44 P./Lun.  
19, bis, rue Pierre-Demours, 17<sup>e</sup>.  
**COOKY** 227-48-84  
40, rue de Prony, 17<sup>e</sup>. T.J./s.  
**AUX BECS FINS** 797-51-52  
44, bd Marmontant, 20<sup>e</sup>. F/D soir  
**LE GAUCHE** 380-28-44  
18 bis, rue Pierre-Demours, 17<sup>e</sup>.

### RIVE GAUCHE

**LA GRILLERIE** 633-08-33  
5, rue du Petit-Pont, 5<sup>e</sup>. T.J./s.  
**ASSIETTE AU BŒUF**  
Face Église St-Germain-des-Près, 6<sup>e</sup>.  
**SISTRU DE LA GARE** 750-50-04  
59, bd du Montparnasse, 6<sup>e</sup>. T.J./s.  
**BRASSERIE DU MORVAN** 750-50-04  
16, carrefour Odéon, 6<sup>e</sup>. T.J./s.  
**LAPEROUSE** 326-68-04  
51, quai Grande-Augustine, 6<sup>e</sup>. T.J./s.  
**LE GIT-LE-CŒUR** 633-57-04  
16, rue du Dragon, 6<sup>e</sup>. P./Dim.  
**LES VIEUX MÉTIERS** 386-90-03  
13, bd Auguste-Blanqui, 13<sup>e</sup>. P./Lun.  
**LA TAVERNIE ALACIENNE**  
187, rue de Valenciennes, 15<sup>e</sup>. 329-80-80

### DINERS - SPECTACLES

**L'OLYMPIE** 634-46-45  
15, rue de la Grange-Batelière, 9<sup>e</sup>.  
**L'OEUVRE DU BOIS** 723-94-62  
Forté Mallo, 16<sup>e</sup>. T.J./s.  
**ALCAZAR** 62, rue Mazarine, 6<sup>e</sup>.

### ENVIRONS DE PARIS

**CHATEAU DE LA CORNICHE** T.J./s.  
Rollebois aut Ouest • Bonnière  
**COTTAGE LA METAIRIE**, de l'Île  
L'Isle-Adam, Rés. 480-01-14

### SOUPERS APRÈS MINUIT

**LE MUNICH** 27, r. de Buci, 6<sup>e</sup>  
Choucroute Spécialités  
**LA CLOSERIE DES LILAS**  
170, bd du Montparnasse  
326-70-50 • 023-21-58  
Au pied du Vauvray  
**LE PICHET** 63, rue P.-Charron  
358-50-34  
Spécialités compagnardes  
GRILLADES • FRUITS DE MER  
PATISSERIES PAYSANES  
**JULIEN** Tous les 11 h. 30 (et dim.)  
Tous les soirs 770-12-08  
16, rue du Faubourg-Saint-Denis (10<sup>e</sup>)  
OUVERT EN AOÛT  
**LE PETIT ZINC** r. de Buci, 6<sup>e</sup>  
Huitres - Poissons - Vins de France  
**BOFFINGER** 5, rue de la Bastille  
ARG. 67-83 Ouf D  
Spéc. Carré Asseu Poiss - Spéc  
pr l'été. Park Carte Am Express

## Expositions

### CENTRE BEAUBOURG

Entrée principale rue Saint-Martin  
(227-12-33).  
Sauf mardi, de 14 h. à 22 h. ;  
sauf dimanche, de 10 h. à 17 h. ;  
à 22 h. (entrée libre le dimanche).  
PARIS-NEW-YORK. — Espace des  
manifestations temporaires jusqu'au  
19 septembre.  
ANDRÉ MORAIN. — Musée national  
d'art moderne, jusqu'au 31 août.  
ATELIER BRANCHU. — Sur la  
place.

Salle des contemporains  
**THE ART SHOW**, d'Edward Klein-  
holz. — Jusqu'au 15 août.  
**PEINTURE ET GUILLOTINE**, Top-  
pleure et ses amis. — Jus-  
qu'au 15 août.

### CENTRE CULTURELS

**MILTON GLASSER**, illustrateur,  
affiche, aquarelle, jusqu'au  
14 août.  
**CAPES, BISTROTS ET COMPA-  
GNIE**. — Jusqu'au 25 septembre.

### Formes

**LE MUSÉE SEYMOUR ET LA  
BOULANGERIE ABERRANT**, de Daniel  
Spiegel. — LE CROCODROME. —  
Jusqu'au 31 décembre.

### Bibliothèque

**PARIS-NEW-YORK**, Echanges lit-  
téraires, album, jusqu'au  
12 septembre.  
**DANIEL BUREN**, Sur les toits de  
Paris, gravures de sculptures  
en forme de drapeaux. — Jus-  
qu'en septembre.

### MUSEES

**HENRY MOORE**, Sculptures et  
dessins, Oratoire des Tuilleries  
(973-09-48). Sauf mardi, de 10 h.  
à 20 h. ; mercredi, jusqu'à 22 h. ;  
jeudi, vendredi, samedi, jusqu'à  
20 h. ; dimanche, jusqu'à 19 h.

**ISLAM DANS LES COLLEC-  
TIONS NATIONALES**. — Grand  
Palais, entrée place Clemenceau  
(231-51-10). Sauf mardi, de 10 h. à  
20 h. ; mercredi, jusqu'à 22 h. ;  
jeudi, vendredi, samedi, jusqu'à  
20 h. ; dimanche, jusqu'à 19 h.

**LE MONUMENT**, de Michel  
Roudot. — Grand Palais, porte A.  
Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. ;  
mercredi, jusqu'à 22 h. ; jeudi,  
vendredi, samedi, jusqu'à 20 h. ;  
dimanche, jusqu'à 19 h.

**LE CORPS ET SON IMAGE**, Ana-  
tomie, anatomie. — Musée du Lou-  
vre, entrée porte Jauriat (voir ci-  
dessus), jusqu'au 25 septembre.

**BIENNALE DE PARIS** : une an-  
thologie 1949-1977. — Fondation  
nationale des arts graphiques et  
plastiques, 11, rue Berryer (267-  
66-16), jusqu'au 2 octobre.

**POUR L'EXPOSITION**, Peintures,  
sculptures, dessins, objets, col-  
lection d'arts collections nationales.  
Palais de l'Alma, entrée de la  
Bibliothèque, jusqu'au 25 septem-  
bre.

**BERNARD POMY** (1928-1958).  
Dernières œuvres. — Musée d'art  
moderne de la Ville de Paris, 11,  
avenue du Président Wilson (723-35-33).  
Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ;  
jeudi, vendredi, samedi, jusqu'à  
20 h. ; dimanche, jusqu'à 19 h.

**ROBERT MOTHERWELL**, Choix de  
peintures et sculptures. — Musée  
d'art moderne de la Ville de Paris,  
11, avenue du Président Wilson (723-  
35-33). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. ;  
jeudi, vendredi, samedi, jusqu'à  
20 h. ; dimanche, jusqu'à 19 h.

**RODCHENKO**, Photographies. —  
Musée d'art moderne de la Ville de  
Paris (voir ci-dessus), jusqu'au  
11 septembre.

**JUANA FRANCES**, Musée d'art  
moderne de la Ville de Paris (voir  
ci-dessus), jusqu'au 12 septembre.

**OSCAR JESPERSEN** (1887-1970).  
Musée Rodin, 77, rue de Varenne  
(733-61-41). Sauf mardi, de 10 h. à  
18 h. ; jeudi, vendredi, samedi, jus-  
qu'à 20 h. ; dimanche, jusqu'à 19 h.

**BRODERIES AU PASSE ET AU  
PRESENT**, Musée d'art décora-  
tif, rue de Rivoli (262-12-12).  
Sauf mardi, de 12 h. à 18 h. ; le  
dimanche, de 11 h. à 18 h. ; entrée  
libre le dimanche. Les lundis, mer-  
credi, et vendredi, de 14 h. à 17 h. ;  
démonstrations de points de broderie.

**ARTISTE/ARTISAN** : Musée des  
arts décoratifs (voir ci-dessus), jus-  
qu'au 17 octobre.

**SCULPTURES DE NOTRE-DAME  
DE PARIS RECENTMENT DÉCOU-  
VERTES**. Musée de Cluny, salle  
des Thermes, 6, place Saint-Jacques  
(325-62-00). Sauf mardi, de 9 h. à 45  
12 h. 30 et de 14 h. à 17 h. 15.  
Entrée libre le dimanche.

**TROIS SCULPTEURS DES AN-  
NEES 30** : Gargallo, Casary, Lambert-  
Sicard. — Musée Bourdelle, 16, rue  
Antoine-Bourdelle (548-87-27). Sauf  
mardi, de 10 h. à 17 h. 30, jusqu'au  
14 octobre.

**L'ART DE L'ESTAMPE ET LA  
REVOLUTION FRANÇAISE**. Musée  
Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-  
21-13). Sauf lundi et mardi, de  
10 h. à 17 h. 40. Entrée : 5 F. Jus-  
qu'en octobre.

**L'ITALIE ROMANTIQUE VUE PAR  
HERBERT** (1811-1868). — Musée  
Herbert, 85, rue de Cherche-Midi  
(222-23-83). Sauf mardi, de 14 h. à  
18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 13 octo-  
bre.

**LE CULTE ET SES OBETS**. —  
Vue par des artistes et artisans en  
France de nos jours. Chapelle de la  
Sorbonne, place de la Sorbonne  
(277-12-33), poste 42-18. Sauf mardi,  
de 12 h. à 19 h. Jusqu'au 31 août.

**LE LIVRE ET L'ARTISTE**. Tradi-  
tions du livre illustré français 1897-  
1976. — Bibliothèque nationale,  
58, rue de Richelieu (262-62-23). Tous  
les jours, de 10 h. à 18 h. Entrée :  
6 F. Jusqu'au 11 septembre.

**RESTAURATION DES PEINTURES  
MURALES DE SAINT-SAVIN**. —  
GARTEMPE. — Musée national des  
monuments français (727-35-74).  
Sauf mardi, jusqu'au 26 septembre.

### PARIS, BOUTIQUES D'ART

Musée national des arts et traditions  
populaires, 4, route du Mahatma-  
Gandhi (147-09-01). Sauf mardi, de  
10 h. à 17 h. Entrée 5 F. le diman-  
che : 3 F. Jusqu'au 17 octobre.  
**ART POPULAIRE ROUMAIN**. Col-  
lections du Musée de Roumanie. —  
Galerie de l'Esplanade de la Défense  
(773-86-00). Jusqu'au 25 septembre.  
**JARDINS 1789-1820**, Pays d'Illusion,  
terre d'expérience. — Hôtel de Sully,  
62, rue Saint-Antoine (387-24-14).  
Tous les jours, de 10 h. à 19 h. Jus-  
qu'au 11 septembre.

**STEINLEIN**. — Musée de Mont-  
martre, 17, rue Saint-Vincent (266-  
61-11). Sauf mardi, de 14 h. à 17 h. 30 ;  
le dimanche, de 11 h. à 17 h. 30.  
Jusqu'en fin septembre.

**ART ET MATIERE**, et œuvres  
d'artistes russes contemporains. —  
Musée de Montmartre, 19, rue de  
Vaugirard, jusqu'au 7 août.

**MARBRES ET BRONZES**. Sculp-  
teurs canadiens travaillant à la Vi-  
sitation. — Musée d'Art Moderne,  
20 septembre. — **PEINTURES CANA-  
DIENNES CONTEMPORAINES** (Breen,  
Guzon, Kowalek, Martin, Meredith,  
Mollard). — Jusqu'au  
14 août. Centre culturel canadien,  
5, rue Constantine (581-35-72).  
Tous les jours, de 9 h. à 19 h. Jus-  
qu'au 11 septembre.

**ASPECTS DU PAYSAGE**. Œuvres  
récentes de dix artistes britanniques.  
— Centre culturel du Marais, 23-25,  
rue des Francs-Bourgeois  
(273-73-52). Jusqu'au 11 septembre.

**GALERIES**  
**JEUNES GRAVEURS ANGLAIS**  
1976-1977. — GALLERIES ESPA-  
GNOLAS 1945-1955. — Galerie Ar-  
tural, 8, av. Malibon (329-28-37).  
Jusqu'en fin septembre.

**PARIS S'ERA TOUJOURS PARIS**.  
Photographies documents. — CIAH,  
Musée des beaux-arts, jusqu'au 30  
septembre.

### EN PROVINCE

**« Le Monde »** du 23 juin a publié  
une liste d'expositions d'été en pro-  
vince.  
**ALBI**. Maximalien Luce. — Rétro-  
spective. Musée Toulouse-Lautrec.  
Jusqu'au 15 septembre.

**ANCIEN-LE-FRANCAIS** (Yonne). Les  
chénies de la Grande-Lautrec. —  
Musée de la Grande-Lautrec, 10, av.  
Allan, R. Conte, S. Szafran.  
Homage à Jellen Alard, par  
les artistes (Alphonse, Assar, Ben-  
rath, Dubuffet, Laubie, Hartung,  
Château, jusqu'au 17 septembre.

**ANTIBES**. — Les grands expositions  
des cinquante dernières années.  
Première Grande Prix de Rome. —  
Musée Picasso, jusqu'en octobre.

**ARLES**. Gustave Singier. — Pein-  
tures, œuvres graphiques, affiches.  
Musée Beato jusqu'en septem-  
bre. Le signe en Alsacienne.  
Cent vides, pièces du trésor du  
musée de Bagdad, Clotilde Salan-  
trophie, etc.

**BEAULIEU-DE-LOUVEQUE**. Serp-  
ent. — Peintures, sculptures, œuvres  
graphiques, livres, de 1944 à 1976.  
Abbaye, jusqu'au 15 septembre.

**BORDEAUX**. La peinture britan-  
que, de l'après-guerre à Bacon.  
Musée des beaux-arts, jusqu'au  
15 septembre.

**CAHAIS**. La peinture flamande au  
17<sup>e</sup> siècle.

## Théâtres

Les jours de relâche sont indiqués  
entre parenthèses

**ANTOINE** (206-77-71) (D.), 20 h. 30 :  
Les Parents terribles (à partir  
du 5)  
**ATHENES** (073-85-23) (D.), 21 h. 1 :  
Equus.

**CLOUTRE DES BILLETTS** (D.),  
20 h. 30 : Le Bal de la Grande-  
Lautrec (16-11) (J.). D. soir.  
21 h. 30, mat. dim. 19 h. 30 : Papi-  
Fontaine (16-11-40) (D.), 21 h. 30 :  
Ira la Grande (16-11-40) (D.), 21 h. 30 :  
Ben Hur. (jus-  
qu'à 6, sous réserve).

**LUCCERNA** (544-57-34) (L.) 1.  
20 h. 30 : Molière, 22 h. 30 :  
C'est pas de l'amour, c'est de  
l'orgueil. — II : 22 h. 30 : Le Manu-  
scrit.

**NICHEL** (285-35-03) (L.), 21 h. 10,  
mat. dim. à 15 h. 10 : Au plaisir  
Madame.  
**MOUFFETARD** (336-02-87) (D.), L.,  
20 h. 45 : Eros-Stras.

**NOUVEAUTES** (770-82-76) (J.). D.  
soir, 21 h. 30, mat. dim. à 16 h. 15 :  
Divorce à la française.

**THEATRE DES 400 COUPS** (633-  
01-21) (D.), 21 h. 30 : L'amour en  
visite.

**TROGLODYTE** (223-43-54). M. J.,  
21 h. 30 : Les Retrouvailles de l'im-  
aginaire.

## Concerts

(Voir FESTIVALS)

**DIMANCHE : AOÛT**  
**NOTRE-DAME DE PARIS**, à 17 h. 45 :  
Manfred Bandstetter (Bach, Mes-  
siah, Vienne).  
**LES SAULEUX MOUCHES ALMA**.  
à 10 h. 30 : T.-H. Goughan  
(musique italienne et anglaise du  
six-septième siècle).

### Les cafés-théâtres

**BOC FIN** (296-39-35) (D.),  
20 h. 30 : Hommage à Jacques  
Prevert ; 21 h. 30 : la Collection ;  
22 h. 15 : les Bergamotes.

**AU COUPE-COUPE** (373-01-73) (D.),  
20 h. 30 : L'improvisation du Palais-  
Royal (à partir du 4) ; 22 h. 15 :  
les Frères ennemis.

**BLANCS-MANTEAUX** (277-43-51)  
(D.), 20 h. 30 : la Démocratie ;  
21 h. 45 : Au niveau du chapeau.

**CAFE D'EDGAR** (325-13-68) (D.),  
1 : 22 h. 30, Tango. — II : 20 h. 45,  
Popoet ; 22 h. 15, J.-M. Thibault.

**CAFE DE LA GARE** (272-52-51)  
(L.), 22 h. 15 : Ben Hur. (jus-  
qu'à 6, sous réserve).

**LUCCERNA** (544-57-34) (L.) 1.  
20 h. 30 : Molière, 22 h. 30 :  
C'est pas de l'amour, c'est de  
l'orgueil. — II : 22 h. 30 : Le Manu-  
scrit.

**NICHEL** (285-35-03) (L.), 21 h. 10,  
mat. dim. à 15 h. 10 : Au plaisir  
Madame.  
**MOUFFETARD** (336-02-87) (D.), L.,  
20 h. 45 : Eros-Stras.

**NOUVEAUTES** (770-82-76) (J.). D.  
soir, 21 h. 30, mat. dim. à 16 h. 15 :  
Divorce à la française.

**THEATRE DES 400 COUPS** (633-  
01-21) (D.), 21 h. 30 : L'amour en  
visite.

**TROGLODYTE** (223-43-54). M. J.,  
21 h. 30 : Les Retrouvailles de l'im-  
aginaire.

**LA JOIE** (774-91-84) (D.),  
20 h. 30 : Tien-moi ça, je  
reviens tout de suite ; 21 h. 30 :  
Je vote pour moi ; 22 h. 30 :  
N'oubliez pas que tu m'aimes.

**LA VUE PICHARD** (378-67-03)  
(D.), L., 22 h. 15 : le Secret de Zonga.  
LA VUE PICHARD (378-67-03)  
(L.), 22 h. 15 : le Secret de Zonga.  
LA VUE PICHARD (378-67-03)  
(L.), 22 h. 15 : le Secret de Zonga.

**LA VUE PICHARD** (378-67-03)  
(D.), L., 22 h. 15 : le Secret de Zonga.  
LA VUE PICHARD (378-67-03)  
(L.), 22 h. 15 : le Secret de Zonga.

**LA VUE PICHARD** (378-67-03)  
(D.), L., 22 h. 15 : le Secret de Zonga.  
LA VUE PICHARD (378-67-03)  
(L.), 22 h. 15 : le Secret de Zonga.

**LA VUE PICHARD** (378-67-03)  
(D.), L., 22 h. 15 : le Secret de Zonga.  
LA VUE PICHARD (378-67-03)  
(L.), 22 h. 15 : le Secret de Zonga.

**LA VUE PICHARD** (378-67-03)  
(D.), L., 22 h. 15 : le Secret de Zonga.  
LA VUE PICHARD (378-67-03)  
(L.), 22 h. 15 : le Secret de Zonga.

**LA VUE PICHARD** (378-67-03)  
(D.), L., 22 h. 15 : le Secret de Zonga.  
LA VUE PICHARD (378-67-03)  
(L.), 22 h. 15 : le Secret de Zonga.

**LA VUE PICHARD** (378-67-03)  
(D.), L., 22 h. 15 : le Secret de Zonga.  
LA VUE PICHARD (378-67-03)  
(L.), 22 h. 15 : le Secret de Zonga.

**LA VUE PICHARD** (378-67-03)  
(D.), L., 22 h. 15 : le Secret de Zonga.  
LA VUE PICHARD (378-67-03)  
(L.), 22 h. 15 : le Secret de Zonga.

**LA VUE PICHARD** (378-67-03)  
(D.), L., 22 h. 15 : le Secret de Zonga.  
LA VUE PICHARD (378-67-03)  
(L.), 22 h. 15 : le Secret de Zonga.

**LA VUE PICHARD** (378-67-03)  
(D.), L., 22 h. 15 : le Secret de Zonga.  
LA VUE PICHARD (378-67-03)  
(L.), 22 h. 15 : le Secret de Zonga.

**LA VUE PICHARD** (378-67-03)  
(D.), L., 22 h. 15 : le Secret de Zonga.  
LA VUE PICHARD (378-67-03)  
(L.), 22 h. 15 : le Secret de Zonga.

**LA VUE PICHARD** (378-67-03)  
(D.), L., 22 h. 15 : le Secret de Zonga.  
LA VUE PICHARD (378-67-03)  
(L.), 22 h. 15 : le Secret de Zonga.

**LA VUE PICHARD** (378-67-03)  
(D.), L., 22 h. 15 : le Secret de Zonga.  
LA VUE PICHARD (378-67-03)  
(L.), 22 h. 15 : le Secret de Zonga.



## Cinema

**NETWORK (A. v.o.) :** Publications  
 Champs-Élysées, 9<sup>e</sup> (720-78-22)  
 Studio Cules, 5<sup>e</sup> (632-38-22).  
**NOUVEAU NOUS SOMMES TANT ALERTE**  
 (A. v.o.) : Clucho Saint-Germain  
 6<sup>e</sup> (632-10-22).  
**NUCLEAIRE DANGER IMMÉDIAT**  
 (Fr.) : Saint-Séverin, 5<sup>e</sup> (632-10-22).  
**OMAE GATLATO (Alg. v.o.) :**  
 Studio Médica, 5<sup>e</sup> (633-97-77)  
 Gerry, 1<sup>er</sup> (632-10-22).  
**OMEGA CHOCOLAT (It. v.o.) :**  
 Luxembourg, 6<sup>e</sup> (632-97-77)  
**O.C. - Mareau, 5<sup>e</sup> (632-47-18)**  
**OPERA (A. v.o.) :** Clucho Saint-Germain  
 6<sup>e</sup> (632-10-22).  
**PAINTERS PAINTING (A. v.o.) :**  
 Olympia-Entrepôt, 14<sup>e</sup> (543-97-22)  
 D. n.p.  
**PARLER EN PLEIN CIEU (A. v.o.) :**  
 Rex, 5<sup>e</sup> (632-53-33) ; Soctéon, 18<sup>e</sup>  
 (736-71-33).  
**PARLER DU DIABLE (A. v.o.) :**  
 1<sup>er</sup> Panthéon, 5<sup>e</sup> (632-18-24)  
 jusqu'à Jéudi, Marguier, 6<sup>e</sup> (632-18-24)  
 jusqu'à Jéudi, 1<sup>er</sup> Panthéon, 5<sup>e</sup>  
 (632-18-24) ; Montparnasse, 5<sup>e</sup>  
 (54-14-27) ; Gaumont-Sud, 5<sup>e</sup>  
 (51-10) jusqu'à Jéudi ; Clucho  
 Saint-Germain, 6<sup>e</sup> (632-10-22).  
**LE PORTRAIT DE DOBIA GRAY**  
 (Fr.) : Publications Saint-Germain, 6<sup>e</sup>  
 (632-10-22) ; Paramount-Elysées  
 (632-49-34).  
**PROVINCENCE (Fr. v. angl.) :** U.G.C.  
 Odéon, 6<sup>e</sup> (632-71-33) ; U.G.C.-Marceau  
 1<sup>er</sup> (632-47-13).  
**SALO (It. v.o.) :** Vendôme 2<sup>e</sup>  
 (632-10-22) ; Sisy, 1<sup>er</sup> (632-10-22).  
**LA SENTINELLE DES MAUDITS**  
 (A. v.o.) : Montparnasse  
 5<sup>e</sup> (54-14-27) ; Paramount-Elysées  
 6<sup>e</sup> (632-49-34) ; Studio Contraste, 5<sup>e</sup>  
 (632-78-27).  
**TRANSMERICA EXPRESS (A. v.o.) :**  
 Paramount-Elysées, 6<sup>e</sup> (632-49-34)  
 v.f. : U.G.C. Opéra, 5<sup>e</sup> (561-00-22).

**LES FILMS NOUVEAUX**

**BROTHERS.** Film américain de Arthur Barron. V. o. : Quintette, 5<sup>e</sup> (1033-35-40), Elysees-Lincoln, 8 (359-36-34).

**LA THEORIE DES DOMINOS.** Film américain de E. E. Korman. V. o. : Elysees-Latin, 1 (326-84-65), Concorde, 8 (329-92-84) ; v. f. : Montparnasse 83, 6 (154-14-27), Lumière, 6 (770-84-65), Nation, 12<sup>e</sup> (315-49-67), Gaumont-Gaumont, 13 (123-37-41), Clichy-Palace, 18<sup>e</sup> (322-37-41).

**HORIZONS EN FLAMMES.** Film américain de E. Bellamy. V. o. : Cluny-Palace, 5 (633-37-41).

Fauvette, 13° (331-56-86), Cam-  
bronze, 15° (734-42-86), Ci-  
chy-Pathé, 18° (522-37-41),  
Gaumont-Gambetta, 20° (797-  
02-74), Omnia, 2° (233-39-36).  
**TREIZE FEMMES POUR CA-**  
**SANOVA**, film Italo-Français  
de F. Legrand (\*). V. ang. :  
Paramount-Elysees. 8° (359-  
49-34) ; V. f. : Paramount-  
Marivaux. 2° (742-83-00), Boui-  
Mich. 5° (033-48-29), Max-Lin-

Gobelins, 13\* (707-12-28). Paramount—Montparnasse. 14\* (326-22-17). Paramount—Bastille, 12\* (343-79-17). Paramount—Orléans, 14\* (540-45-91). Convention Saint-Charles, 15\* (578-33-00). Passy, 16\* (288-62-34). Paramount—Mailhot, 17\* (753-24-24). Paramount—Montmartre, 18\* (606-34-28).

**DOUCE CAPTIVE**, film américain de L. Phillips. V. o. : Quintette, 5\* (933-25-40). Er-

[illegible]

**Les grandes reprises**  
AU FIL DU TEMPS (All., v.o.) : L  
Morais, 4<sup>e</sup> (278-47-86).

LES AVENTURES D'OMNIA, 25 (335-39-50)  
 L'AUTRE V.O. (v.o.) (\*\*) : La Clér. (337-90-00)  
 LES AVENTURES DE PETER PAN (A. v.f.) : Le Royale 86 (326-92-86)  
 L'AMOUR EN FAMILLE (A. v.f.) : La Clér. (337-90-00)  
 ACTION CHRISTINE, 8 (332-93-70)  
 BUTCH CASSIDY ET LE KID (A. v.o.) : La Clér. 57 (337-90-50)  
 C'EST LA VIE (A. v.f.) : La Clér. (337-90-00)  
 V.I. : Les Images 18 (332-97-94)  
 LA FIANCÉE DU PIRATE (Fr.). (v.o.)  
 Quintette, 55 (333-35-40) ; 14-Juillet  
 12 (337-45-12) ; L'Amour, Marguerite  
 35 (332-92-32) ; S-L-Label 12 (337-45-12)  
 35 (337-45-35) ; 14-Juillet Bastille  
 11 (337-60-81) ; P.M.-St-Jacques  
 12 (337-45-12)  
 FRANKENSTEIN JUNIOR (A. v.o.)  
 St-Germain Studio, 55 (333-35-40)  
 Collège, 85 (332-35-15) - V.Z. : Quintette  
 35 (332-92-32) ; S-L-Label 12 (337-45-12)  
 Nassia-Pathe 14 (332-92-15) ; Cami-  
 mont-Convention, 15 (332-35-40)



DES

Cinema

**LUCERNAIRE**

un nouveau lieu de rencontres

2 Théâtres

2 Cinémas

1 salle de Concert

1 salle de Danse

1 galerie de Peinture







# Le Monde

## L'ÉTÉ

A RIS-ORANGIS

### Les vacances d'une vieille dame

UNE résidence à Ris-Orangis, dans la banlieue sud de Paris. En lettres d'or sur fond noir, la raison sociale de l'établissement : « Le Manoir-Séjour-Retraité ».

C'est plutôt un ensemble de pavillons à un ou deux étages, demi dissimulés sous les arbres. Le parc est joli, 4 000 mètres carrés de verdure ; des chaises piliées sont disposées avec soin au croisement des allées.

C'est là que, depuis trois ans, Mme Mathilde P., ancienne institutrice à Paris, passe ses vacances d'été. « A vrai dire, précise-t-elle, je connais la maison depuis longtemps. J'y venais voir des proches parents retraités. Ils y étaient bien, ils se sentaient doucement ici-même, sous les frondaisons ».

Aujourd'hui, c'est au tour de Mme P. de prendre du bon temps, d'écouter les chants d'oiseaux quand il y a du soleil, et de lire les journaux ou quelques romans « dont les lettres sont assez grandes parce que je ne vois plus aussi bien qu'avant ».

M. P., s'exprime avec distinction. Elle a quatre-vingt-quatre ans. Un âge qu'elle ne paraît pas, et qu'elle évoque sans quelques coquetteries. Un visage fin sous les beaux cheveux en fils d'argent. Ses yeux plissés, pleins d'indulgence, brillent avec amusement dès qu'elle évoque son passé. « Vous savez, j'ai beaucoup voyagé ! » Elle a vécu plusieurs années en Tunisie avec son mari, colonel d'infanterie coloniale, quand Pierre Loti faussait rêver les dames autant que les jeunes filles.

#### Le grand exode

A présent, la vieille institutrice ne rêve plus qu'un retour des siens, surtout des plus jeunes : elle a deux arrière-petits-enfants âgés de deux et trois ans. Son fils, polytechnicien, est chef d'entreprise, sa fille est une jeune grande-mère d'une soixantaine d'années, agrégée de sciences. En somme, une famille heureuse, et qui a quelques moyens.

Dans cet établissement privé, où il a vingt-deux employés, dix-huit infirmières, plus trois infirmières vacataires, une kinésithérapeute et deux médecins visiteurs, le prix de journée avoisine une centaine de francs. Ce prix, fixé par la préfecture, est deux fois moindre que celui des établissements publics, mais il n'est pas remboursé par la Sécurité sociale.

« Mes enfants, explique Mme P., sont tous en vacances dans la Forêt, où ils occupent une grande maison. Je pense qu'ils sont plus heureux là-bas sans moi. » Elle ajoute, sans amertume : « C'est déjà bien assez que je leur impose ma présence le reste de l'année. D'ailleurs, moi-même, j'ai envie de me reposer un peu, je suis trop vieille pour voyager ».

Comme environ 60 % des personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, Mme Mathilde P. ne part pas en vacances. Encore faut-il s'entendre sur la signification de ce mot magique, différente selon les âges, les classes sociales et le type de loisirs accessibles. Pour les statistiques officielles, le mot « vacances » revêt un effet un sens très élargi : celui d'une absence de plus de quatre jours, chaque année, hors du domicile habituel.

#### Des « privilèges »

Le grand exode estival aggrave la solitude de ceux qui restent dans les villes. Bien sûr, on ne dit plus que les vieux, les infirmes, les sourds ou les aveugles sont seuls — notre société a peur des faibles — mais encore, quelle qu'elle rejette des circuits de consommation, — mais on affirme que le troisième âge doit prendre en charge ses propres loisirs, autant que les personnes handicapées, les mal-entendants ou les non-voyants. Il y a loin parfois de la théorie à la réalité.

Dans cette maison, sur l'ensemble des résidents, 10 à 15 % seulement ne sont là que pour l'été et ce sont des « privilégiés ». Les autres, pour plus des deux tiers, sont « fatigués » ou semi-invalides. Bien peu sont capables, comme Mme P., de mener à bien une conversation courtoise. « Cela tient dans deux, explique le directeur, M. Gustave Bési, au fait que les vieillards ne viennent chez nous qu'à un âge plus avancé qu'autrefois ».

M. Bési a soixante-dix ans, mais il conserve l'allure sportive d'un gentleman d'aujourd'hui. Il est président-fondateur du Groupement national des établissements de gérontologie et de retraite (« J'ai créé cette association », affirme-t-il, « pour donner un label aux cent dix maisons privées qui en font partie. Nous rejetsons l'impitoyable exploitation des exploités et les vieillards du troisième âge. Il en existe, hélas ! beaucoup »).

Au Manoir, la vie quotidienne déroule son fil paisiblement, loin

des pétarades de la ville. Petit déjeuner à 8 heures « mais on se lève quand on veut », — repas de régime et déjeuner ordinaire à midi, servis par de jeunes Antillaises, goûter à 16 heures « avec les amies », dîner à 18 heures, parties de cartes et soirées de télévision, entre dames et demoiselles. « Une ambiance familiale », dit le directeur. « Le soir, confie Mathilde, je lis mon courrier, car je reçois souvent des lettres de ma famille. Puis je me couche assez tôt. Je n'ai pas amené mon téléviseur pour ne pas déranger mes voisines ».

Quelle autre animation ? « Nous avons essayé, raconte M. Bési. Les jeunes filles d'une école d'animatrices sont venues faire un stage chez nous. Au bout d'un mois, elles repartaient découragées. Elles avaient dix-huit ans. Nos pensionnaires ne réagissent pas ».

Combien de temps encore pour les vacances de Mme P. ? « Jusqu'au 15 septembre », répond-elle. « Jusqu'au 15 octobre, corrige le directeur. J'ai reçu une lettre de vos enfants ce matin ».

Mme P., paraît un peu étonnée, puis déclare : « Oui, je me souviens ».

JEAN BENOÎT.

(\*) 33-37, rue Edmond-Boult, 91130 Ris-Orangis.

### LE RAID DES PYRAMIDES

## Les nouveaux coursiers du désert

ILS sont cent, depuis lundi, versés en bateau. Alexandrie. A vrai dire, ce sera alors le départ des « vraies difficultés ». Apparaissant, ils auront pu éprouver la solidité de leurs machines et éventuellement changer quelques pièces lors du passage à Munich au siège de l'usine. Ensuite, la chaleur et les routes déjà tourmentées des Balades activeront d'ailleurs les moteurs, endurcis et d'encourager les plus volontaires. Car c'est bien de la volonté qu'il faut pour se lancer dans ces parades d'expédition. Ce qu'ils veulent prouver ? Indivisiblement pas grand-chose, sinon rapporter des souvenirs et bien des sujets de conversation pour la morte-saison motocycliste.

Car tout dans la vie des motocyclistes tourne autour de leurs engins. Certains quand ils ont quitté Paris, lundi, n'avaient pas fini de payer les traités d'une

chose à lui-même, puis se met à lui passer doucement les doigts dans les cheveux — et des larmes inondent son visage. Il le caresse et sanglote, alternant pleurs et caresses.

« Ensuite, il s'éloigne, puis revient de nouveau près de lui, réitérant ses attentions avec de tels élans de tendresse paternelle, tant d'amour, que de ma vie je n'aurais rien vu de pareil. Et l'autre canaille restée couchée à faire semblant de dormir, et, par moments, de ronfler. Quand il en a assez, il a fait un mouvement comme s'il bougeait dans son sommeil, et le prince a aussitôt pris la fuite. »

Alors, François s'est assis sur son lit et m'a déclaré : « Vous avez vu, n'est-ce pas ? Il m'aime ! Et bien, il va payer pour toutes ces années où il m'a ignoré ! La nuit, quand personne ne le voit, il m'aime, mais le jour il a honte ! Parfait ! Surtout, il rent, il va s'en repentir, mon cher papa ! »

C'est alors que tout a commencé ! Car François — Grégoire se signa — entreprit de se débarrasser par dépit contre le prince. Se débarrasser du diable ! C'est comme ça que le diable est entré au château — il ne faut pas chercher plus loin ! »

Se débarrasser lui-même ? Que voulez-vous dire ? demanda le professeur, profondément remué par le récit du vieux valet de chambre, dont les yeux délavés semblaient revoir des scènes enfouies dans un lointain passé.

« Il fallait tout pour s'avilir, répondit brièvement Grégoire, expert ! Avec quel acharnement ! Pour monter au prince à quel destin il l'avait condamné. De ma vie je n'ai vu pareille volonté de mal ! Il s'était mis à boire, fréquentait les filles, faisait sans cesse du scandale, s'acharnait le pire, c'était encore trop peu ! Plus d'un fait le mal pour le mal — pour montrer au prince comme il était méprisé. Il n'y a pas de bassesse qu'il n'ait commise et dont il ne se soit vanté encore ! Si je suis ainsi, disait-il, c'est que mon

officieusement, mais les affaires sont les affaires, avec droit de péage. A l'entrée de ces immenses étendues, plusieurs kilomètres de long, un de large, plates comme la main et moins laites de sable que de terre sèche, la municipalité a installé un monsieur gaillard et assis sur une chaise distribue sans sourcilier des bons de paradis à 4 F. Prix d'un passage de voiture, et il en passe probablement plusieurs milliers, surtout allemands, par jour.

Posta franchi, panneaux lus — « Camping toléré, naturisme autorisé », — vient l'ivresse de la liberté et des grands espaces. Enfin presque. Pour faire son tour dans une furieuse course à la mer, les premiers installés seront les premiers servis. Faut créer et défendre son territoire de service, un peu comme un brochet dans une rivière, désigner les corvées d'eau (il y a heureusement un robinet) et quelques kilomètres, les corvées de toilettes. Faut s'installer pour une nuit ou pour quinze, se battre avec le mistral, les moustiques ou le transistor du voisin.

Mais aussi quel plaisir ! se bronze, gélit, se cultiver amoureusement, heure après heure, un teint cuivré ou, diraient les dermatologues, gens bien pessimistes, quelques bonnes rides, si ce n'est un beau petit cancer de la peau. Sinistres prophètes ! Ici l'on bronze et presque gratis, un peu comme sur un immense diptère. A droite, risolant doucement ceux qui portant un maillot. A gauche grillent plus franchement ceux qui n'ont sup-

portent plus. A droite comme à gauche, c'est le mouvement éternel de la broche solaire, pile et face, face et pile.

L'obsession, la vraie, la seule : bronzer, être plus noir ou plus rouge que le voisin ou le voisin, tous avantages, parties avantageuses, au vent. Les Sabines sont devenues une entreprise de l'annexe pour Walkyries ou pour brugnons, dans une course à l'astre roi, du levant au couchant. Certes, il peut se faire qu'on s'y distraie, qu'on joue aux boules, au ballon ou à l'amour, qu'on pêche, qu'on se baigne, qu'on mange, qu'on dorme peut-être même. Furtives, précieuses, nées. Or est là pour bronzer, alors, hein, pas de répit !

Si, d'aventure, il arrive que le soleil — leur tape sur la catherine au print, dit un indigène, de les rendre fadas, tous ces crissements, il reste le refuge : la village.

Alions boire un pot chez Boisset, sous la tonnelle de l'océan sèche, peut-être qu'il y aura des guitaristes à entendre et quelques belles filles à reluquer. Filons dans les mandes faire un tour de mande sur un de ces canonnons blanc sale de mer. Confions notre main à une gitane en patrouille, peut-être bien qu'elle saura y lire tout ce que ces gens à côté semblent ignorer : on sera riche, promis au plus bel avenir et au plus grand succès... Et puis, vous là, zut, si vous n'avez pas cela, n'en dégoûtez pas les autres.

Certes non ! Mais ces Saintes-Maries-de-la-Mer ? Prions pour elles.

PIERRE GEORGES.

FEUILLETON - N° 31

4 AOÛT 1977

## LES ENVOÛTÉS

par Witold Gombrowicz

Alors qu'elle était en promenade avec un couple d'amis, Walczak et Kholawski, Maya a « obliqué », en le défilant, Walczak à l'arrière, Kholawski à l'avant, général qu'il avait remué. Ce geste fait brutalement prendre conscience aux deux jeunes gens de leur errance nocturne, et au premier regard se sont opposés dans la forêt, Maya, humiliée et épuisée, regagne discrètement sa chambre, refusant de voir Kholawski, qui retourne au château.

Mais que se passait-il au château, colosse millénaire qui, dans la nuit tombante, dressait au milieu des eaux son redoutable étiage de pierre, masse énorme de murs solitaires et fiers entre lesquels, parmi les ruines d'une splendeur passée et les vestiges de fastes révolus, passion, peur et folie menaient la danse ?

Grégoire, profitant de l'absence du secrétaire, révélait à Skolinski les secrets de Myslotch. Le professeur écoutait son récit d'une oreille attentive. Sans cesse, le vieux serviteur jetait des regards inquiets derrière lui. Il ne semblait parler qu'à contre-cœur et Skolinski devait lui arracher chaque mot, le presser constamment de questions.

« Je ne sais pas grand-chose, avançait prudemment le valet de chambre, mais je dirai tout ce que je sais, comme à la sainte confession. »

« J'étais encore tout petit quand je suis entré au château. J'ai déjà été à la cuisine du temps du défunt prince. Le prince Alexander, l'ancien seigneur de Myslotch, a grandi avec moi, car nous étions presque du même âge. Il n'était pas encore question de revenants. »

« Le château ne fut hanté que plus tard — bien plus tard. A mon idée, il faut remonter à l'arrivée du petit François, valet de pied et fils de Monsieur. Mais ce que j'en dis... »

« Le prince a donc été marié ? demanda Skolinski, ce que je n'ai pas vu. — Oui. Seulement, sa femme est morte sans lui donner d'enfant. Ce fils, il s'en est d'une autre. C'est du

moins ce qu'on dit. Mais reprenons dans l'ordre : »

« Il y a quarante ans de cela, un jour, le prince entra dans une chambre et le traita de tous les noms. On l'entendait crier jusqu'en bas : « L'incrimine ! clamaient à tous les échos. » « Bon, d'ici à l'instant ! Hors de ma vue ! Et que je ne te revvoie plus ! » Quelle odieuse imposture ! »

« François demanda pardon, jura ses grands dieux qu'il ne recommencerait plus. Monsieur lui permit de rester au château. François semblait avoir renoncé à ses projets. Il avait peur du prince et il n'avait plus de temps. »

« Trois mois plus tard, je m'en souviens comme si c'était hier, François arrive à la cuisine. Il n'était plus le même. Il souriait d'un air à la fois mielleux et mauvais qui me saisis. »

« Grégoire baissa la voix et se signa furtivement. »

« C'est alors que tout a commencé, déclara-t-il solennellement, et que le Diable s'en est mêlé ! »

« Il arrive donc à la cuisine et me déclare : « Le moment est venu de régler mes comptes ! »

« Je lui demande : « De régler tes comptes avec qui ? » Il me répond : « Avec le prince, mon père. Moi ! »

« Fais attention qu'il ne te chasse pas à coups de pied cette fois. » C'est vrai, il fallait parer à l'agression avec ces paroles. Il se contenta de sourire et me dit : « Il ne me chassera pas, même s'il le désire. »

« Et pourquoi se gênerait-il ? »

« Parce qu'il m'aime. Et il te le prouve, en me montrant deux gouttes d'eau. Bouillies de scrupules, poudrées comme il était — lui qui fuyait les gens et restait toujours sur son quant-à-soi, il lui pesait de voir ainsi sa faute éclater au grand jour. »

« Il faut ajouter que, quand Skolinski aperçut, de cette ressemblance, il prit de l'assurance. Sans oser encore l'affronter, il s'était mis dans la tête de se faire reconnaître par le prince. »

« Combien de fois n'est-il pas venu à la cuisine me dire que cette humiliante situation allait bientôt prendre

fin et que le prince devait le reconnaître ! »

« Un jour, il alla le trouver. Deux jours après, le prince entra dans une chambre et le traita de tous les noms. On l'entendait crier jusqu'en bas : « L'incrimine ! clamaient à tous les échos. » « Bon, d'ici à l'instant ! Hors de ma vue ! Et que je ne te revvoie plus ! »

« Quelle odieuse imposture ! »

« François demanda pardon, jura ses grands dieux qu'il ne recommencerait plus. Monsieur lui permit de rester au château. François semblait avoir renoncé à ses projets. Il avait peur du prince et il n'avait plus de temps. »

« Trois mois plus tard, je m'en souviens comme si c'était hier, François arrive à la cuisine. Il n'était plus le même. Il souriait d'un air à la fois mielleux et mauvais qui me saisis. »

« Grégoire baissa la voix et se signa furtivement. »

« C'est alors que tout a commencé, déclara-t-il solennellement, et que le Diable s'en est mêlé ! »

« Il arrive donc à la cuisine et me déclare : « Le moment est venu de régler mes comptes ! »

« Je lui demande : « De régler tes comptes avec qui ? » Il me répond : « Avec le prince, mon père. Moi ! »

« Fais attention qu'il ne te chasse pas à coups de pied cette fois. » C'est vrai, il fallait parer à l'agression avec ces paroles. Il se contenta de sourire et me dit : « Il ne me chassera pas, même s'il le désire. »

« Et pourquoi se gênerait-il ? »

« père à honte de moi et ne m'a pas donné d'éducation. »

« Pour couronner le tout — Grégoire jeta autour de lui des regards inquiets, — il prenait du poison. Je ne sais pas lequel, ni comment il se l'est procuré, mais, de mois en mois, on le voyait dépérir, sa peau jaunissait, il maigrissait à peine et vivait dans une fièvre perpétuelle. »

« Tout cela, pour le plaisir d'entendre, la nuit, le prince s'approcher et verser sur lui des larmes amères. »

« Allez, allez, ne me pas oser dire à Monsieur de quoi il retourne ! Je pensais que ça s'arrangerait. Comment admettre qu'un homme recherché sa propre perte ? Il fait des embarras, pensais-je, ça lui passera comme c'est venu, mieux vaut n'en souffler mot à Monsieur. »

« Jusqu'au jour où le prince, au dîner, me demanda discrètement si je savais pourquoi François avait si mal valué. Pour ne pas garder plus longtemps ce poids sur la conscience, je lâchai le morceau. »

« Il en voulait à Monsieur de dissimuler sa paternité, il se laissait déprimer par dépit, il avait même le nez sale comme le polon. Deux jours ! Le prince rougit d'abord, puis devint pâle comme ce litige. »

« Je lui dis qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter, qu'il fallait des embarras et que ça lui passerait comme c'était venu — des idées de galop et rien d'autre ! Il ne répondit rien et ordonna seulement de le faire venir. Il avait à lui parler. » Et surtout, »

« Grégoire, ajouta-t-il, pas un mot à personne ! »

« Grégoire bailla et se tut. »

« Et que s'est-il passé lors de cette entrevue ? demanda Skolinski. »

« Je ne sais pas. »

« Allons, allons, vous avez tout entendu, Grégoire ! Mieux vaut parler sans détour. »

(A suivre.)

© Copyright Stock et Rita Gombrowicz. Traduction Albert Maillet et Hélène Włodarczyk.

مكتبة أمية، لا صول











Naissances

Deaths

SPORTS

TENNIS

L'éternel problème du double

De notre envoyé spécial

Vichy. — Quand Dominique Bedel et Yannick Noah prirent le service des Argentins à 4-3 dans le troisième set après avoir gagné les deux premiers (6-2, 6-4), les quelques centaines de spectateurs du Sporting club de Vichy, enfin inondés de soleil, eurent bien que les jeunes tenaient français n'allaient pas attendre les deux derniers simples pour gagner la Coupe de Galles, dix ans après Jean-Baptiste Chanfreau, Georges Goven et Patrick Proisy.

Ce double improvisé pour permettre à Christophe Cassa de se reposer avant son deuxième simple avait fait merveille, surtout grâce à Dominique Bedel. Après quelques mois d'intermittence pour soigner une mononuclease, le jeune Nicolas retrouvait à son meilleur niveau, celui qui lui permit de prendre un set à Björn Borg, aux championnats internationaux de France en 1976. Très stylés, rapides, parafais volleys, Dominique Bedel et Yannick Noah, qui se trouvaient pour la première fois côte à côte en compétition, exerçaient alors une pression soutenue sur leurs adversaires, par la puissance et la variété de leurs coups.

Loin de jouer les faire-valoir, José Luis Clerc et Alejandro Gattiker donnaient pourtant une excellente réplique confiant à ce double un tout autre niveau que

celui d'Australie-France. Toujours à l'affût, ils n'attendaient qu'un léger fléchissement de leurs adversaires pour prendre à leur tour le dessus. Ce fut le junior Yannick Noah, découvert par Arthur Ashe lors d'une tournée de propagande en Afrique, fils d'un ancien footballeur professionnel de Sedan, qui donna le premier avantage, aiguisé de fatigue au moment de concrétiser le « break », sur son service, pour porter le score à 5-3 dans le troisième set. Comme il perdait à nouveau son service par la suite, les Argentins, après avoir frôlé la défaite, gagnèrent le set 7-5.

Passés au près de la victoire, Yannick Noah et surtout Dominique Bedel accusaient le coup dans le quatrième set, perdu 6-1 en dix-sept minutes. Ils se retrouvaient en partie en se battant sur toutes les balles du cinquième set, mais quelques fautes de Dominique Bedel facilitèrent la victoire des Argentins, 6-4.

Comme au soir de chaque défaite en double de Coupe Davis, on regrettera l'absence, en France, d'une véritable politique de formation et d'entraînement pour cette discipline à part entière du tennis. La Coupe de Galles ne vient-elle pas, pourtant, de révéler, presque par hasard, un double prometteur ?

GERARD ALBOUY.

ÉQUITATION

Un championnat de France révolutionnaire

Disputé du vendredi 29 au dimanche 31 juillet dans le cadre du Grand Parcquet de Fontainebleau, le championnat de France junior de sauts d'obstacles a balayé définitivement de toute chance au titre les candidats qui ne peuvent consacrer au cheval le temps généraliste, la préparation à l'épreuve, dont les difficultés croissent d'une année à l'autre, est désormais affaire de tous les jours.

Certes, quelques jeunes cavaliers doués de vitalité peuvent se comporter honorablement en public sans avoir, dans le privé, à user leurs fonds de culotte à raison de six heures par jour à cheval. Mais c'est proprement délier le bon sens que de prétendre au succès sans un entraînement intensif à l'obstacle, sous la direction d'un maître exigeant. Les familles s'abusent, s'illusionnent complètement qui croient pouvoir faire de leurs enfants de futurs dieux du stade au prix d'un galop volé en catimini à une traduction de Thelive ou une lecture imposée de Montaigne.

Bref, le championnat de France junior de sauts d'obstacles devient, suivant un processus irréversible, une chasse gardée pour la graine de professionnels, la graine de bonnes herbes, s'entend.

Eric Nevel, par exemple, qui a conservé son titre de champion de France junior moins de deux semaines après s'être adjugé le championnat d'Europe individuel, ne monie pas moins de douze chevaux par jour au harnais normand de son père, éleveur et entraîneur cavalier de réputation internationale. Lorsque l'heure est venue du choc : ou poursuivre ses études secondaires, ou se battre dans la vie à cheval, c'est le second

terme de l'alternative qui a eu le dernier mot. A seize ans, la carrière d'Eric Nevel était toute tracée.

Qui voyons-nous encore à l'alignement de parade ? Deux autres cavaliers normands, Xavier Leredde et Jean Le Gouppil, fils d'éleveurs et de cavaliers, et fils possédant leur pique de chevaux personnel, le jeune Pella appartenant à l'école nationale d'équitation, le non moins jeune et non moins brillant P. Poulet, de la Ligue de Lorraine et ancien élève de d'Orgeix à Saumur, Olivier Katz, révélation du championnat, aussi élégant qu'efficace en selle, travailleur acharné de surcroît.

Qu'on ne s'y trompe : il ne s'agit nullement de fruits secs orientés, faute de mieux, vers le sport, mais de « naturels » qui ont trouvé leur voie, fortement aidés, il est vrai, par le climat familial. Leur préparation normale aux grandes épreuves est à citer en exemple. A peine sortis de l'enfance et du baïser des mères, ces jeunes gens font montre d'une maturité sportive peu commune. Sang-froid, esprit de décision, volonté tendue vers la victoire, technique et assiette bien sûr, toutes choses qui se suffisent à elles-mêmes pour imposer l'admiration. Ce sont, pour le plus part, des exécutants modèles en attendant de devenir des virtuoses.

« Négure encore, nous confiait au terme de ces trois jours d'épreuves, à Fontainebleau, l'entraîneur national de sauts d'obstacles et champion olympique Marcel Rozier, il y avait un gouffre entre les quadragénaires de l'équipe première que nous sommes et les jeunes classes. Aujourd'hui, ce gouffre est comblé. Avant deux ans, la relève nous fera beaucoup souffrir. »

ROLAND MERLIN.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR LES TRAVAUX D'EXTENSION DU PORT DE COTONOU (République Populaire du Bénin)

Le Port Autonome de Cotonou envisage de lancer les travaux d'extension du port. Ces travaux comprennent six lots :

- Lot n° 1 : Construction des quais ;
- Lot n° 2 : Dragage et remblais ;
- Lot n° 3 : Remblaiement de la jetée principale du port et construction d'un épi d'arrêt des sables ;
- Lot n° 4 : Aménagement des terre-pleins ;
- Lot n° 5 : Construction des hangars ;
- Lot n° 6 : Électricité.

Ces travaux, dont le financement a été demandé à l'I.D.A. (Association internationale de développement), la B.A.D.E.A. (Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique), la C.C.C.E. (Caisse centrale de coopération économique), l'A.C.D.I. (Agence française pour le développement international), le F.A.C. (Fonds arabe de coopération de la République française), le gouvernement d'Israël et de coopération de la République arabe d'Israël, le gouvernement de la Norvège, le Abu Dhabi Fund for Arab Economic Development, et les autres donateurs internationaux, ont décidé de lancer un appel d'offres ouvert aux offres de prix pour lequel il sera procédé à une présélection des entreprises.

Certaines des lots seront financés par des marchés et autres procédures de production de biens de fonds intéressés. La répartition des lots entre les divers bailleurs de fonds aura lieu avant le lancement de l'appel d'offres.

Les soumissionnaires de tous les États membres de l'I.D.A. et la Suisse, seront admis à faire acte de candidature. A cette fin, les entreprises devront remettre directement ou faire parvenir sous pli recommandé avant le 1er octobre 1977 à 12 heures, leur demande de participation à l'appel d'offres, révisée en français, à :

M. le Directeur du Port Autonome de Cotonou, Boite Postale 927, COTONOU (République Populaire du Bénin).

Le dossier de présélection peut être retiré ou demandé à partir du 1er août 1977 au :

- Bureau Central d'Offres pour les Equipements d'Outre-Mer (B.C.E.O.M.), 10, Square Mar-Symans, PARIS (15<sup>e</sup>).
- Téléphone : 566-62-39.

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

L'ARGENT FUGUEUR

III. — L'art d'investir... ailleurs

par MAURICE DENUZIERE

Plus subtils que le passage matériel des billets de banque en Suisse sont les méthodes de compensation et le « ter-millage » pour protéger ses capitaux en certaines circonstances. « Le Monde » des 2 et 3 août. Mais il y a aussi, l'art d'investir... ailleurs.

En plus des moyens déjà évoqués pour « passer de l'argent à l'étranger » ou tout simplement le retenir, et qui relèvent de la compensation occulte, du « ter-millage », des manipulations comptables ou commerciales, des brevets fictifs, etc., il en existe d'autres qui par le biais des investissements à l'étranger, notamment, permettent aux possédants d'imaginer, d'exporter des sommes considérables sous les apparences de la légalité. Ces « montages », comme les appellent les spécialistes de la douane, risquent parfois l'escroquerie, et il arrive même que ceux qui désirent mettre leurs capitaux à l'abri soient floués par des organisateurs de fraude.

Depuis six ans, les investissements directs effectués par des Français à l'étranger ont pratiquement quadruplé, puisque le flux des capitaux sortants a dépassé 2 740 millions de francs en 1976 à 3 109 millions en 1977. On peut considérer que, depuis 1974, l'augmentation annuelle des sorties de capitaux pour financer des prises de participation, des souscriptions au capital, des dotations et des constructions d'entreprises hors des frontières est en augmentation de 2 milliards de francs par an.

Il est intéressant de constater que, depuis 1970, ce sont les États-Unis qui ont attiré davantage les investisseurs, alors que la

désaffection semble croître pour les pays de la Communauté européenne et le reste du monde.

Dans le même temps, les investissements étrangers en France ont sensiblement diminué, puisqu'ils sont passés de 8 881 millions de francs en 1970 à 4 913 millions en 1976, après avoir atteint le chiffre record de 8 560 millions en 1974. La balance des investissements français à l'étranger et des investissements étrangers en France, qui était encore en faveur de ces derniers en 1975, est devenue déficitaire de 3 196 millions de francs en 1976.

Ce renversement de tendance prouve peut-être le dynamisme de nos industries et l'essor du commerce extérieur, mais démontre aussi que l'inquiétude politique pousse les uns à se créer des bases hors de l'Hexagone et les autres à réduire les risques réels ou supposés que ferait courir l'exportation de capitaux étrangers.

La loi fédérale sur l'application du programme commun de la gauche. Les investissements à l'étranger sont soumis à autorisation du Conseil fédéral, mais on ne se doute pas, rue de Rivoli, que toutes les intentions ne sont pas pures. Car, si les placements à l'étranger sont interdits par la loi, les investisseurs les font tout de même, en revanche, les investisseurs producteurs de revenus rapatriables. Il est à noter qu'une entreprise étrangère peut être autorisée à sortir 3 millions de francs par an pour assurer son développement, à condition qu'elle fournisse des justificatifs de dépenses aux services compétents de la rue de Rivoli.

Des bases de repli

Mais, à terme, ces investissements à l'étranger ne peuvent-ils pas conduire à un appauvrissement du potentiel économique national ? Comment géographiquement les investisseurs choisissent-ils au-delà des intentions officiellement exprimées et de s'exiler, après avoir transféré ailleurs des capitaux, le centre de leur activité ?

Nous connaissons un industriel important du nord-est de la France qui fabrique des objets de grande consommation et dont le chiffre d'affaires est assuré par l'exportation. Il a décidé de construire, avec des associés américains, une usine à Fontainebleau, l'entraîneur national de sauts d'obstacles, le non moins jeune et non moins brillant P. Poulet, de la Ligue de Lorraine et ancien élève de d'Orgeix à Saumur, Olivier Katz, révélation du championnat, aussi élégant qu'efficace en selle, travailleur acharné de surcroît.

Qu'on ne s'y trompe : il ne s'agit nullement de fruits secs orientés, faute de mieux, vers le sport, mais de « naturels » qui ont trouvé leur voie, fortement aidés, il est vrai, par le climat familial. Leur préparation normale aux grandes épreuves est à citer en exemple. A peine sortis de l'enfance et du baïser des mères, ces jeunes gens font montre d'une maturité sportive peu commune. Sang-froid, esprit de décision, volonté tendue vers la victoire, technique et assiette bien sûr, toutes choses qui se suffisent à elles-mêmes pour imposer l'admiration. Ce sont, pour le plus part, des exécutants modèles en attendant de devenir des virtuoses.

« Négure encore, nous confiait au terme de ces trois jours d'épreuves, à Fontainebleau, l'entraîneur national de sauts d'obstacles et champion olympique Marcel Rozier, il y avait un gouffre entre les quadragénaires de l'équipe première que nous sommes et les jeunes classes. Aujourd'hui, ce gouffre est comblé. Avant deux ans, la relève nous fera beaucoup souffrir. »

ROLAND MERLIN.

la exploiter outre-Atlantique. On sait aussi qu'une société d'alimentation à succursales multiples, qui ouvre le Sud-Est de la France, construit en Arizona des cafétérias à la française et forme, à Saint-Etienne, des cuisiniers américains qui tiendront les fourneaux de certaines solennités qui ont réalisé leurs biens pour acheter des forêts en Amérique du Sud et au Canada « pour assurer la permanence de la vie humaine sur cette planète ».

Quelqu'un dise rue de Rivoli, et même si de tels transferts de capitaux sont de nature à satisfaire ceux qui peuvent bénéficier de la vente de leur entreprise, un éventuel gouvernement de gauche, sous couvert d'investissements, certains industriels avisés constateront alors dans les pays à libre entreprise n'est pas menacé des positions de repli.

Si la plupart usent de méthodes orthodoxes et attendent de voir ce que leur apportent les élections de mai 1978, d'autres, par des voies routes loyales, ont déjà réussi des transferts importants. Ainsi, l'an dernier, une société française spécialisée dans la vente de tableaux d'art, s'installa à New-York. Cette initiative relevant des investissements français à l'étranger, on lui accorda aisément l'autorisation de transférer 1 million de dollars pour ses frais d'installation. Le remboursement des échéances à la société mère fut fait par 250 000 dollars par an, qui devaient faire retour en France. On autorisa naturellement la même société à exporter des tableaux. Or, un mois avant la date de la première échéance, la société française déposait son bilan et disparaissait. Ainsi, capital et œuvres d'art avaient été transférés outre-Atlantique dans des formes légales. Aujourd'hui, le propriétaire de cette entreprise tient galerie à New-York, loin des atteintes du Trésor français !

Une cabane au Canada

C'est de l'argent qui sort, mais ce n'est pas de l'argent dissimulé. Parfois, les escrocs qui savent parfaitement exploiter les possibilités offertes par les circonstances économiques-politiques réussissent à gruger les candidats fraudeurs.

Une quinzaine d'industriels français viennent d'en faire l'expérience. Etant donné l'encadrement du crédit en France, ces chefs d'entreprise avaient accepté la proposition d'un Suisse se déclarant capable de leur faire avoir des prêts importants par des banques suisses. Pour ce faire, il fallait tout d'abord verser une caution en liquide chez un notaire de Genève. Les sommes variaient de 50 000 à 150 000 F, suivant les montants des prêts sollicités. Les P.-D.G. intéressés prirent donc le risque de passer de l'argent en Suisse pour le remettre au notaire.

Les prêts ne furent évidemment jamais accordés. Les emprunteurs découvrirent un beau matin que l'établissement bancaire de leur démarcheur suisse ne figurait pas parmi les quatre mille banques que compte la Confédération. Bien que se sachant en infraction, l'un des victimes résolut de porter plainte, ce qui fit découvrir l'abus de confiance.

La fuite des capitaux français apparaît d'ores et déjà comme une répétition de l'évasion monétaire dont l'Italie est victime depuis plusieurs années. D'après les spécialistes italiens, plus de 10 milliards de dollars auraient été transférés d'Italie en Suisse depuis deux ans, ce qui a entraîné certains dirigeants communistes et socialistes. Lugano, petite ville tranquille du Tessin, à 150 kilomètres de Milan, est devenue le refuge préféré des capitaux italiens.

La caverne d'Ali Baba

Car la Suisse joue, dans le domaine des mouvements de capitaux, un rôle que certains considèrent comme équivoque. Si pour les uns la Confédération est un banquier universel qui n'a jamais failli à sa mission, d'autres dénoncent en elle un « receveur paté du monde capitaliste ». Cela tient à ce que le secret bancaire, dont la base légale est l'article 47 de la loi fédérale, qui prévoit des amendes et des peines de prison pour quiconque le trahit, est toujours strictement respecté, et que le compte à numéro demeure une institution que critiquent surtout ceux qui n'ont pas les moyens d'en ouvrir un !

Or, tout l'argent qui trouve refuge en Suisse n'y reste pas, et les banquiers suisses ne nient pas que les fonds qui leur parviennent entrent dans les circuits lucratifs d'Europe et d'Amérique. Pour un banquier suisse, le silence est une sorte de religion. Homme courtois, mais de nature sceptique, il se méfie comme de la peste des journalistes.

Les comptes à numéro ? « Ça existe, bien sûr, mais on n'en ouvre pas à n'importe qui. Il faut une sorte de parrainage. Moins on en tient, mieux on se porte. » Ces comptes-là, dont un ou deux employés de confiance dans chaque établissement connaissent les titulaires, donnent beaucoup de travail.

Le volume d'argent ainsi camouflé aux yeux des indiscrets ? « On est incapable de vous le dire. » Les banques ne sont pas tenues, en effet, de communiquer aux autorités fédérales le détail, par poste, de leurs dépôts. Et puis, il y a les gens qui louent un coffre et y mettent ce que bon leur semble, des francs suisses, des marks, des dollars, de l'or. Ceux qui ont converti leurs francs français en francs suisses, il y a deux ans, ont fait un bon placement : 14 %. Les banques de Genève manquent d'ailleurs de

liens. Au bord du lac dont elle porte le nom, la coquette cité de vingt-cinq mille habitants compte plus de trois cents banques ou sociétés financières. Dans son ouvrage *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, M. Jean Ziegler estime à plus de 15 milliards de dollars les capitaux en provenance d'Italie qui ont trouvé un abri sûr à Lugano, et la floraison des sièges sociaux — qui ne sont que des boîtes aux lettres — est telle qu'on cite le cas d'un avocat local, devenu P.-D.G. de plusieurs centaines d'entreprises italiennes !

coffres. Pour en installer de nouveaux, on creuse le sous-sol de la ville, qui devient peu à peu une vraie caverne d'Ali Baba. Certains établissements bancaires en sont à leur cinquième étage souterrain. Seule la nappe phréatique va limiter l'extension des galeries. Quand on arpente les rues de la Corraterie, du Rhône ou de la Confédération, on marche sur une fortune endormie.

Très sagement, les banquiers suisses savent conseiller leurs clients : « Achetez des devises fortes, des obligations en euros, dollars, en marks, et florins. Prenez des actions de bourse aux États-Unis, un peu d'or aussi, et même souvenez-vous d'emprunter français par l'intermédiaire de la Suisse », disent-ils. Car cet argent remis de sa peur, qu'il est entré au pays de Guillaume Tell, ne demande qu'à travailler.

L'épargne nationale suisse suffisant largement à assurer l'expansion économique du pays, c'est l'argent étranger qui finance des opérations de toutes sortes, contrôlées par des banquiers suisses, à travers le monde et même le tiers-monde.

Banquier de l'Europe inquiète, la Suisse n'a comme arme de dissuade que l'assentiment universel des puissances, quelles que soient les idéologies qui les gouvernent. Tant qu'il en sera ainsi, l'argent fugeur y sera accueilli avec la complaisance que l'on accorde aux émigrés qui ne sont pas à charge.

Car ce n'est pas demain que la Suisse, malgré les critiques dont elle fait l'objet et les soucis que lui procurent cette avalanche d'or en fuite, dira à ses pratiques les mots que le savoir de la fable adressait au financier : *Remdez-moi mes châtiments et je reprendrai vos cent écus.* FIN

LE CONTROLE DU FISC

L'inspection générale des services est créée

Les inspecteurs et contrôleurs du fisc qui vérifient les déclarations de revenus et les forfaits des contribuables seront désormais eux-mêmes contrôlés. On a arrêté publié au *Journal officiel* du 2 août crée auprès du directeur général des impôts une inspection générale des services.

L'idée de ce contrôle des contrôleurs avait été émise par M. Giscard d'Estaing le 1<sup>er</sup> décembre 1976 (le

Monde daté du 3 décembre) et le principe arrêté au cours du conseil des ministres du 13 juillet (le Monde daté du 15 juillet).

« L'inspection générale des services est composée d'un chef de mission, d'un adjoint au chef de mission et de vingt-cinq agents. » Le directeur général des impôts adresse au ministre de l'économie et des finances un compte rendu annuel des travaux de l'inspection générale des services. »

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE, DE LA MISE EN VALEUR DES TERRES ET DE L'ENVIRONNEMENT

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé en vue de l'exécution d'un barrage sur l'Oued Bou-Roumi à 8 km de Bou-Medfa.

Les travaux principaux consistent en l'exécution :

- D'une digue en remblais argileux et argileux-graveleux haute de 100 m et représentant un volume à mettre en place de 3.300.000 m<sup>3</sup> ;
- Des ouvrages annexes nécessitant la mise en place de 58.000 m<sup>3</sup> de béton environ dont 6.700 m<sup>3</sup> en souterrain.

Les entreprises intéressées par l'exécution de ces travaux sont invitées à retirer les dossiers à la

Direction des Projets et des Réalisations Hydrauliques

Oasis Saint-Charles - BIRMANDREIS - ALGERIE

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront être remises sous pli fermé à M. le Directeur des Projets et des Réalisations Hydrauliques à l'adresse indiquée ci-dessus, avant le 28 septembre 1977 à 18 heures.

Les candidats restent engagés par leur offre pendant 90 jours.



## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## EMPLOI

## Un optimisme prématuré

Une communication de M. Christian Beaulac, ministre du travail, au conseil des ministres de ce mercredi 3 août : deux déclarations télévisées, coup sur coup, de M. François Coynac, président du C.N.P.F., une opération lancée par l'assemblée permanente des chambres de métiers — dont le président, M. Francis Combe, a été reçu, mardi, par M. Raymond Barre, — pour créer, à la rentrée de septembre, soixante mille emplois supplémentaires pour les apprentis : on ne peut pas dire qu'on ne se préoccupe pas, dans les milieux officiels, du problème du chômage — pardon : de l'emploi, — et cela pourrait paraître méritoire en cette première semaine d'août.

Malheureusement, cette activité, qui consiste surtout à « occuper le terrain » sur les ondes et dans la presse et que les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. jugent « électoraliste », ne semble pas annoncer une politique déterminée et efficace : il n'y a rien de bien nouveau, rien de bien précis dans les propos d'un et des autres, qui se caractérisent principalement par un optimisme de façade et des prévisions « audacieuses ». Ainsi, le C.N.P.F. est convaincu de pouvoir « résorber une large part de ces jeunes chômeurs avant la fin de l'année » et son président affirme que le plan d'action patronal a « déjà produit des résultats ».

La C.G.T. répond que, même si l'objectif du C.N.P.F. — embaucher trois cent mille jeunes, dont cent mille en stage, avant la fin de l'année, — était atteint, selon ses calculs, cela ne représenterait guère que 30 % des demandeurs de moins de vingt-cinq ans qui « cruent » 1977 et 1978 confondus, vont affluer sur le marché du travail en septembre-octobre.

Certes, il est encore bien trop tôt pour affirmer, comme le fait le *Matin* du 3 août, que « d'ores et déjà la part de Raymond Barre sur l'emploi est perdue ». Les effets du plan patronal et, surtout, des mesures gouvernementales, qui ne sont entrées en vigueur qu'au 6 juillet dernier, ne peuvent être encore ressentis et donc jugés. Mais rien ne justifie non plus l'optimisme officiel, et surtout pas les dernières statistiques de la C.E.E., qui montrent qu'en juin le chômage, en données corrigées des variations saisonnières, a augmenté partout dans l'Europe des Neuf (5,1 % de la population active contre 5 % en mai et 4,8 % en juin 1976), y compris, on le sait, en France, par où 5 août, faire un mini-tour de France de l'emploi en se rendant dans cinq villes de province. On attend du premier ministre autre chose que des déclarations de caractère général. — M. C.

## A L'ÉTRANGER

## En Allemagne fédérale

## LE DÉFICIT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS S'EXPLIQUE PAR DE GROS INVESTISSEMENTS A L'ÉTRANGER

La balance des paiements de l'Allemagne de l'Ouest a été déficitaire de 130 millions de deutschemarks (277 millions de francs) en juin, contre un excédent de 383 millions (816 millions de francs) en mai. En juin 1976, la balance des paiements de l'Allemagne de l'Ouest avait été excédentaire de 98 millions de deutschemarks (208,7 millions de francs).

La balance des paiements courants a vu son excédent se réduire en juin : 760 millions de deutschemarks (1 619 millions de francs) contre 1 651 millions (3 517 millions de francs). Cependant, l'excédent de juin 1977 reste nettement supérieur à celui de juin 1976, qui avait été de 251 millions de deutschemarks (471 millions de francs).

En fait, c'est la balance des capitaux à long terme qui explique la détérioration de la balance des paiements allemande par rapport à l'année dernière. En juin 1977, le déficit de la balance des capitaux à long terme a atteint 2 344 millions de deutschemarks (4 780 millions de francs), contre un excédent de 1 188 millions de deutschemarks (2 530 millions de francs).

Au cours du premier semestre 1977, la balance générale des paiements laisse ainsi apparaître un déficit de 913 millions de deutschemarks (1 731 millions de francs), contre un excédent qui avait atteint 620 millions de deutschemarks (12 306 millions de francs) au cours de la période correspondante de 1976. La balance des paiements courants conserve à peu près le même excédent qu'au cours du premier semestre 1976 : 5 379 millions de deutschemarks (11 457 millions de francs), contre 5 527 millions de deutschemarks (11 772 millions de francs). Mais la balance des capitaux à long terme voit son déficit s'aggraver : 8 141 millions de deutschemarks, contre 893 millions au premier semestre 1976. Cette évolution ne doit pas surprendre. Elle s'explique par les investissements des industriels allemands à l'étranger, investissements qui ont atteint 9,5 milliards de deutschemarks en 1974, 22 milliards en 1975 et 17,5 milliards en 1976.

**PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE**  
Avec diplôme exigé  
Avec diplôme exigé  
Avec diplôme exigé  
Demandez le nouveau guide  
**ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION**  
École privée fondée en 1873  
soumise au contrôle pédagogique de l'État  
4, rue des Petits-Champs,  
75000 PARIS - CEDEX 02

## M. Pierre Guillaumat quitte la présidence de l'ÉRAP

## TRENTÉ-TROIS ANS DE POUVOIR

M. Pierre Guillaumat, qui aura soixante-huit ans le 5 août, va quitter les présidences de l'ÉRAP et de la société nationale Elf-Aquitaine. Son successeur, dont la nomination était attendue en conseil des ministres, devrait être M. Albin Chalandon. L'ancien ministre de l'équipement, qui s'était vu confier en février 1976 par le président de la République une mission sur les approvisionnements en pétrole de la France, avait renoncé à son mandat de député pour la poursuivre. Il a été reçu mardi par M. Giscard d'Estaing.

Si M. Pierre Guillaumat eut la tâche délicate d'être le premier ministre des années de la V<sup>e</sup> République et s'il fut nommé ensuite ministre délégué, ce n'était là, il faut le dire, qu'un intermède. « Je voyais, en effet, à-t-il précisé en 1969, que le métier d'ingénieur — et le suis d'abord un ingénieur — ne m'avait pas prédisposé à la vie politique. » En fait, toute son activité depuis trente-trois ans a été consacrée à l'énergie.

C'est un domaine où l'on dispose plus certainement du pouvoir qu'à la tête d'un éphémère portefeuille ministériel. Directeur des carburants au ministère de l'Industrie en 1944, il était délégué du gouvernement auprès du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) lorsque fut établi le premier plan nucléaire et décida la construction de Marcoule. Puis il devint P.-D.G. d'Electricité de France et administrateur de Gaz de France. Mais son domaine de prédilection, c'est le pétrole.

Lorsqu'il est nommé à la tête du Bureau de recherches du pétrole (B.R.P.) en 1945, ce fils de général d'armée estime que la faiblesse de la France entre les deux guerres a eu pour origine l'absence de maîtrise des sources d'énergie. De ce lien entre l'indépendance nationale et l'approvisionnement énergétique, il conviendrait, dit-il, de généraliser. M. Guillaumat ne pense pas que la France d'aujourd'hui ait le droit de se contenter de la recherche privilégiée. Après Lacq (1964) sont ainsi découverts Hassel-Messoud (1966), puis des gisements au Congo et au Gabon. La politique du président du B.R.P. est un succès : en 1960, la France dispose d'approvisionnement sûr qui se payent en francs.

## Produire et vendre

Mais la décolonisation, d'une part, les difficultés d'écoulement de la production, d'autre part, vont ame-

ner M. Guillaumat à élargir les activités de son groupe au secteur du raffinage et de la distribution, à diversifier ses approvisionnements et à consolider l'ensemble du secteur public ainsi constitué. La seconde phase de son action occupera plus de quinze ans.

Profitant de ce que certaines sociétés telles Calteix étaient lasses de faire du raffinage et de la distribution en France, l'Union générale des pétroles (U.G.P.), dont M. Guillaumat devient président en 1962, devient une filiale. Si on laisse développer de manière autonome la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (S.N.P.A.) — où les capitaux d'État sont majoritaires et dont le président n'est autre que M. Guillaumat, — c'est pour ne pas inquiéter les actionnaires privés. Mais déjà on pense à son intégration au groupe.

C'est chose faite dix ans plus tard par la fusion des actifs industriels d'ÉRAP et de la S.N.P.A., qui devient une filiale. Si on laisse subsister de manière autonome la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (S.N.P.A.) — où les capitaux d'État sont majoritaires et dont le président n'est autre que M. Guillaumat, — c'est pour ne pas inquiéter les actionnaires privés. Mais déjà on pense à son intégration au groupe. C'est chose faite dix ans plus tard par la fusion des actifs industriels d'ÉRAP et de la S.N.P.A., qui devient une filiale. Si on laisse subsister de manière autonome la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (S.N.P.A.) — où les capitaux d'État sont majoritaires et dont le président n'est autre que M. Guillaumat, — c'est pour ne pas inquiéter les actionnaires privés. Mais déjà on pense à son intégration au groupe.

Entre-temps l'ÉRAP avait mis au point un contrat d'association avec l'Algérie (1965), puis un contrat d'agence avec l'Irak (1965). Et, lorsqu'en 1967, l'Irak avait choisi de confier la prospection et l'exploitation à des sociétés d'État, elle s'était tout naturellement tournée vers la compagnie française, au grand

dam des « sept sœurs » qui entendaient boycotter la politique pétrolière nationaliste de Bagdad.

La nationalisation du pétrole algérien en 1971, après l'échec de la révision des accords pétroliers franco-algériens fut une épreuve pour cet homme qui voyait sa production de pétrole brut tomber de 22 à 13 millions de tonnes par an et ses revenus pétroliers diminuer de 200 millions de francs. « Comment voulez-vous que le sois impartial avec les Algériens ? », a dit lui-même un jour M. Guillaumat, tout en ajoutant : « Nous avons suffisamment prévu l'événement pour surmonter l'épreuve correctement. » Ce n'était pas, sans doute, l'avis de M. Pompidou.

## Les limites de l'indépendance

Aujourd'hui, la situation du groupe, créé et façonné par celui que son tempérament impérieux avait fait appeler le « tsar de l'énergie », est florissante. En 1976 son chiffre d'affaires a été de 36 milliards de francs, sa marge brute d'autofinancement de 4,3 milliards et ses investissements de 9 milliards. Il tire ses approvisionnements de régions aussi diverses que la mer du Nord, le golfe de Gabès, l'Irak et l'Iran. Il a produit 20 millions de tonnes de pétrole (un sixième des besoins français) et 10 milliards de mètres cubes de gaz naturel. Sa flotte est composée de trente-six navires. Sa capacité annuelle de raffinage est de 43,8 millions de tonnes dans le monde, et il dispose en Europe de treize mille stations services. Comme chef d'entreprise qui pourrait mettre en doute la réussite de M. Guillaumat ?

A réussite exceptionnelle, puissance exceptionnelle. La rôle de M. Pierre Guillaumat dans l'indépendance de la politique énergétique française a été considérable. « Homme du pétrole » — dont il a longtemps cru qu'il resterait bon marché — il a été l'un de ceux qui ont imposé l'abandon progressif du charbon au profit du fuel, avec toutes les conséquences que cela a entraînées.

S'il n'évoque guère cette influence

## FAITS ET CHIFFRES

## Monnaies

Le dollar australien a été dévalué de 15 % par rapport au dollar. Cette mesure est destinée à mettre fin aux évasions de capitaux observées au cours des derniers mois, la spéculation étant dépréciée en raison de la chute continue des réserves en devises étrangères du pays. (A.F.P., Reuters.)

M. Leo Van Houtven, qui dirigeait depuis 1974 le bureau parisien du Fonds monétaire international, a été nommé, mardi 3 août, secrétaire de cette organisation internationale dont le siège est à Washington. De nationalité belge, M. Van Houtven succède à M. Lawrence Hiebard, qui a pris sa retraite en mars dernier. (A.F.P.)

## Sidérurgie

La direction de Bethlehem Steel a indiqué, mardi 2 août, qu'elle serait obligée de mettre à pied sept mille ouvriers à Johnstown (Pennsylvanie), si elle devait à la fois honorer ses investissements pour la défense de l'environnement et reconstruire ses usines endommagées par les inondations qui ont récemment ravagé la petite ville.

La firme américaine précise, que, même si elle obtenait un délai de deux ans pour la mise en application des programmes antipollution auxquels elle est tenue et dont le coût se chiffre à 162 millions de dollars, l'emploi de trois mille cinq cents personnes serait menacé. — (A.F.P.)

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE, DE LA MISE EN VALEUR DES TERRES ET DE L'ENVIRONNEMENT

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé en vue de l'exécution d'un barrage sur l'Oued-Harza affluent de l'Oued-Chéiff à 15 km d'El-Khémis, Wilaya d'El-Anassir.

Les travaux principaux consistent en l'exécution :

- D'une digue principale homogène en limons argileux de 41 m de hauteur maximale, de 1.800 m de longueur de couronnement et 3,9 millions de m<sup>3</sup> de volume.
- D'une digue auxiliaire de 350 m de longueur, de 9 m de hauteur maximale et 24.000 m<sup>3</sup> de volume.
- Des ouvrages annexes (évacuateur de crues, tour de prise d'eau et galerie de vidange de fond).

Ces ouvrages nécessitent 140.000 m<sup>3</sup> d'excavation dont 6.500 m<sup>3</sup> en souterrain et 25.000 m<sup>3</sup> de béton dont 3.200 m<sup>3</sup> en souterrain.

Les entreprises intéressées par l'exécution de ces travaux sont invitées à retirer les dossiers à la

Direction des Projets et des Réalisations Hydrauliques  
Oasis Saint-Charles - BIRMANDREIS - ALGÉRIE

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront être remises sous pli fermé à M. le Directeur des Projets et des Réalisations Hydrauliques à l'adresse indiquée ci-dessus avant le 28 septembre 1977, à 18 heures.

Les candidats restent engagés par leur offre pendant 90 jours.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE, DE LA MISE EN VALEUR DES TERRES ET DE L'ENVIRONNEMENT

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé en vue de l'exécution des ouvrages principaux d'un barrage à édifier sur l'Oued Isser (Wilaya de TLEMCENI).

Les travaux principaux consistent en l'exécution :

- D'une digue en terre zonée de 65 m de hauteur maximale, d'un volume total de 4.000.000 m<sup>3</sup> environ.
- Des ouvrages annexes nécessitant la mise en place d'environ 107.000 m<sup>3</sup> de béton.
- D'une déviation de route.

Les entreprises intéressées par l'exécution de ces travaux sont invitées à retirer les dossiers à la

Direction des Projets et des Réalisations Hydrauliques  
Oasis Saint-Charles - BIRMANDREIS - ALGÉRIE

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront être remises sous pli fermé à M. le Directeur des Projets et des Réalisations Hydrauliques à l'adresse indiquée ci-dessus avant le 28 septembre 1977, à 18 heures.

Les candidats restent engagés par leur offre pendant 90 jours.

occulte, il aime, en revanche, rappeler son rôle de défricheur. « Nous avons été les premiers dans le désert africain. Nous avons commencé des recherches au Gabon et au Congo avant qu'elles ne démarrent au Nigeria. » En matière de contrat, il a aussi innové avec l'Algérie en 1965 ou avec le Vietnam en 1977. Et dans la prospection off shore, la technologie d'Elf-Aquitaine est parmi les plus avancées du monde. Mais, comme il le répète souvent, « la politique pétrolière est avant tout un rapport de forces ». La France, pour mener une politique indépendante, est-elle assez puissante ?

S'il a très tôt affirmé la nécessité de la loi de 1928 et de la protection des marchés nationaux face aux groupes internationaux principalement américains, M. Guillaumat a dû parfois s'aligner sur ceux-ci. On imagine son irritation lorsqu'il a lu dans le rapport Schwartz qu'« à partir du moment où ELF-ÉRAP est entrée dans l'Union des chambres syndicales de l'industrie pétrolière, elle a eu une attitude analogue » celle des autres firmes pétrolières en matière de mécanismes anticoncurrentiels, lorsqu'elle n'a pas pesé pour les mettre en place.

De même, s'il a été l'un des premiers à voir le danger pour l'Europe d'une alliance entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite (« C'est évidemment le consommateur, dis-je, et surtout le consommateur européen, qui, en définitive, règlera la note », comment aurait-il pu s'y opposer ? Face aux multinationales, les sociétés d'État européennes manquent principalement de sources d'énergie nationale. M. Guillaumat s'est d'ailleurs battu à de nombreuses reprises pour qu'on ne rogne pas la rente fournie par la seule source française d'importance, le gaz de Lacq. Mais, homme de l'« empire français », il a vu ses plus grands projets échouer avec la fin de celui-ci.

En 1977, la France reste fortement dépendante des « majors » de l'industrie pétrolière pour son approvisionnement et paye un grand prix de son pétrole en dollars. Ce déficit commercial, engendré par les importations énergétiques, qui avait fait la faiblesse de la France avant 1945, il n'a pu empêcher qu'il ne s'aggrave. Tel sera sans doute l'un des regrets de M. Guillaumat. Comme le sera aussi, peut-être, le fait d'être remplacé par un « étranger au service », alors que depuis plus de trente ans, avec MM. Blanchard, Boiteux, Demargne, Desprairies, Giraud, Lévy, Rutman et bien d'autres, il a formé bon nombre des hommes qui sont aujourd'hui aux postes-clés de l'énergie en France.

BRUNO DETHOMAS.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**CREDIT LYONNAIS EUROPEEN**  
Société à Paris  
Banque Hispano Américaine  
Commerzbank  
SITUATION  
AU 1er JUIN 1977

La situation au 1er juin 1977 s'établit à 176 577 millions contre 173 167 millions au 31 mai 1977.  
Au passif, le poste Institut d'Émissions, Banques et Entreprises non bancaires admissibles au marché monétaire se chiffre à 52 238 millions. Les Comptes d'Émissions et Divers totalisent 25 808 millions et les Comptes de Particuliers 48 368 millions. Les Bons de Caisse atteignent 21 238 millions.  
Au actif, les crédits à la Clientèle Portefeuille s'élèvent à 56 404 millions et les Comptes débiteurs à 26 295 millions. Les crédits mobilisés hors bilan s'inscrivent pour 16 739 millions.

## De Dietrich

Au cours du premier semestre 1977, le chiffre d'affaires, hors taxes, atteint 512 millions de francs marquant une progression de 4 % par rapport à celui de la même période de l'exercice précédent.  
A fin juin 1977, les ventes à l'exportation, qui s'élevaient à 80 millions de francs, représentent 17,4 % du montant total des ventes au cours de cette période.

## SIMCO

Le montant des loyers émis par la société au cours du deuxième trimestre de l'année 1977 s'élève à 21 828 408 F contre 20 444 097 F pour le deuxième trimestre 1976.  
Ce montant ne tient pas compte des sommes à recevoir au titre de la garantie en raison du blocage des loyers pour le deuxième trimestre.

مكتبة الأصل



la présidence de l'ERAP

Le président de l'ERAP, M. [nom], a présidé la séance du conseil d'administration...

Les membres du conseil d'administration ont examiné les comptes de l'exercice...

Le président a remercié les membres du conseil pour leur collaboration...

La séance a été levée à 18 heures.

Le président a annoncé que la prochaine séance aura lieu le 15 août...

Le président a remercié les membres du conseil pour leur collaboration...

La séance a été levée à 18 heures.

Le président a annoncé que la prochaine séance aura lieu le 15 août...

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 2 AOUT

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble. Les industriels sont soutenus...

La cotation des actions de la Bourse de Paris a été la suivante...

Les valeurs étrangères ont été bien orientées...

Le marché des obligations a été bien orienté...

Le marché des actions étrangères a été bien orienté...

Le marché des obligations étrangères a été bien orienté...

Le marché des actions étrangères a été bien orienté...

Le marché des obligations étrangères a été bien orienté...

Le marché des actions étrangères a été bien orienté...

Le marché des obligations étrangères a été bien orienté...

Le marché des actions étrangères a été bien orienté...

Le marché des obligations étrangères a été bien orienté...

Le marché des actions étrangères a été bien orienté...

Le marché des obligations étrangères a été bien orienté...

Le marché des actions étrangères a été bien orienté...

Le marché des obligations étrangères a été bien orienté...

Le marché des actions étrangères a été bien orienté...

Le marché des obligations étrangères a été bien orienté...

Le marché des actions étrangères a été bien orienté...

Le marché des obligations étrangères a été bien orienté...

Le marché des actions étrangères a été bien orienté...

LE MONDE - 4 août 1977 - Page 19

LA BOURSE DE NEW-YORK

La baisse reprend. Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...

Le marché a été bien orienté dans l'ensemble...



# Le Monde

FONDÉE IL Y A DIX ANS

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
3. PROCHE-ORIENT
4. AFRIQUE
5. POLITIQUE
6. SOCIÉTÉ
7. RELIGION
8. ÉQUIPEMENT
9. APRES LA MANIFESTATION DE GREYS-MALVILLE

### LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

PAGES 1 A 13  
EXPOSITIONS : L'art de l'estampe au musée Carnavalet ; L'affaire Topol-Lebrun au Centre Georges-Pompidou.  
FESTIVALS : A Avignon, de la pantomime au théâtre d'opéra ; « Le Collier des roses » ; de la musique avant toute chose ; Débats culturels et controverses politiques.

14. LE MONDE DE L'ÉTÉ
15. FAUCONNET
16. JUSTICE
17. ÉDUCATION
18. SPORTS

17-18. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE  
— L'argent fugueur (III), par Maurice Demazière.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (13)  
Annonces classées (13) ; Aujourd'hui (16) ; Carnet (16) ; Journal officiel (16) ; Météorologie (16) ; Mots croisés (16) ; Bourses (19).

### CATASTROPHE AU MOZAMBIQUE

- Cent cinquante mineurs sont ensevelis.
- Neuf techniciens étrangers ont été tués lors d'émeutes sur le carreau.

Dar-Es-Salaam (Reuter, U.P.). — Environ cent cinquante mineurs ont été ensevelis au fond d'un puits charbonnier de Moatize, à une dizaine de kilomètres de la ville de Tete, à la suite d'un violent coup de grève, qui a eu lieu ce jour d'espérance de sauvetage, a annoncé un communiqué officiel, ce mercredi 3 août, à Maputo. Neuf ressortissants étrangers ont été tués au cours d'émeutes qui ont éclaté sur le carreau de la mine après l'annonce de la catastrophe. Des techniciens belges et portugais figuraient parmi les victimes.  
Selon les autorités, le gouvernement provincial est parvenu à rétablir l'ordre et a envoyé des sapeurs dans la mine. Les autorités à Maputo ont, en outre, ordonné l'ouverture d'une enquête pour déterminer les causes de la catastrophe et décrété trois jours de deuil national. L'explosion de Moatize est la plus grave catastrophe minière jamais survenue au Mozambique. Le 16 septembre 1976, une centaine de mineurs avaient péri, lors d'une explosion dans un autre puits de la même mine. Une autre explosion avait fait trente-deux morts en mars 1976.

### RECHU DU DOLLAR

La baisse du dollar a repris mercredi matin à New York, les places financières internationales. Le cours de la devise américaine est revenu de 2,3910 à 2,3810 dollars par franc, de 2,44 à 2,43 florins à Amsterdam, et de 2,400 à 2,390 francs suisses à Zurich.  
C'est à Paris, cependant, que le recul du dollar a été le plus prononcé, son cours revenant de 4,882 à 4,842 francs. Le franc était, en effet, bien disposé, c'est ainsi que le cours du deutschemark a fléchi à Paris de 2,1220 francs à 2,1190 francs dans la même temps où ceux du franc suisse et de la livre s'élevaient respectivement à 2,6250 contre 2,6200 francs et 8,425 contre 8,412 francs.  
La reprise qui avait suivi la forte baisse du dollar ayant été très rapide, ce recul de la devise américaine n'a pas surpris les spécialistes, qui attendaient une « réaction technique ». La grave des aléas financiers américains semble cependant avoir quelque peu accablé le mouvement.  
A signaler enfin un net recul du dollar canadien, dont le cours exprimé en dollars (93,34 cents) est revenu à son plus bas niveau depuis janvier 1976.

Le numéro du « Monde » daté 3 août 1977 a été tiré à 493 633 exemplaires.

A B C D E F H

## L'A.S.E.A.N. tient une conférence « au sommet » à Kuala-Lumpur

Kuala-Lumpur. — La réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des pays de l'A.S.E.A.N. (Association des nations d'Asie du Sud-Est, regroupant l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande) les 4 et 5 août dans la capitale malaisienne marque le dixième anniversaire de la création de cette organisation « non militaire » de coopération régionale. Jusqu'à présent, les résultats obtenus

par l'A.S.E.A.N. restent modestes sur tous les plans. Confrontés à la rupture des équilibres régionaux depuis la victoire des communistes en Indochine, inquiets du recul de l'influence américaine et préoccupés par les mesures protectionnistes prises par les pays industrialisés, les dirigeants des cinq pays (1) vont tenter de trouver un « second souffle ».

### De notre envoyé spécial

En dépit des espoirs et des promesses, certains paraissent se désoler sur les résultats des négociations. Au demeurant Tokyo, Canberra et Wellington ne veulent pas se placer dans une position embarrassante à l'égard de Hanoi, et souhaitent éviter la création de liens privilégiés avec l'A.S.E.A.N. La question des relations avec l'Indochine sera en bonne place dans les débats. On s'attend à ce que l'avertissement lancé par le Vietnam et le Laos lors de la signature, il y a deux semaines, de leur accord de coopération, et qui y était notamment question des pays qui « prennent prétexte d'opérations anticomunistes » pour faire évoluer l'A.S.E.A.N. vers un pacte militaire. Cette mise en garde visait les campagnes conjuguées de la Malaisie et

de la Thaïlande contre les maquis communistes qui sont installés sur leur frontière commune. Malgré les dénégations de l'Association et la réaffirmation de son caractère pacifique, les cinq pays coopèrent dans la lutte contre la « subversion ».

Hanoi n'a jamais caché sa méfiance à l'égard de l'A.S.E.A.N., mais s'efforce d'établir avec chacun des cinq pays membres des relations bilatérales et s'engageant à ne pas « exporter » sa révolution. En deux ans, la méfiance réciproque ne s'est guère estompée, et chaque camp continue sans doute à renforcer ses positions, tout en protestant régulièrement de ses intentions pacifiques.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) MM. Suharto, Ruseffo Ono, Marcos, Thaksin Kravichien et Lee Juan Yew.

## L'ambassade d'Argentine à Paris publie les « antécédents » des ravisseurs de M. Revelli-Beaumont

L'ambassade d'Argentine précise, dans un communiqué diffusé le 1<sup>er</sup> août à Paris, les antécédents des sept Argentins accusés d'avoir participé à l'enlèvement de M. Revelli-Beaumont. Ces antécédents, selon elle, « prouvent leur rapport avec des bandes terroristes, ce qui fait douter qu'il s'agisse d'un acte ordinaire ». M. Mario Alfredo Roca, indique l'ambassade, « arrêté le 13 juillet 1973 et accusé de mener des activités terroristes subversives, de falsifications de documents publics, de ports d'armes et de munitions (...) inculpé d'association illicite, était membre des forces armées péronistes (FAP) et avait pris part au hold-up de la clinique Bancalari (...) par l'organisation subversive Tacuara ». L'ambassade d'Argentine précise également que MM. Carlos Alberto Arbelo et Horacio Francisco Rossi ont participé à ce hold-up et que MM. Victor Oscar Castillo, Luis Alberto Ramos et Julio Hector Triarte, appartenant ou étaient en rapport avec des « bandes délinquantes terroristes ».

Quant à M. Hector Orlando Villalon, l'ambassade déclare que « exilé de l'Argentine en 1955 », il se mit en rapport avec le groupe qui entourait Peron, à Madrid, et lui servit de lien avec le gouvernement de Fidel Castro et le groupe dirigeant cubain. Il fut représentant en Europe de la Société cubaine exportatrice de tabac, avec siège à Zurich, et organisa la branche péroniste appelée Mouvement révolutionnaire péroniste (M.R.P.), qui adhéra à la lutte armée et participa à la formation et au financement des premiers groupes terroristes argentins : le Tacuara dans la capitale et la guerrilla rurale d'Utreros ». Le communiqué ajoute : « Ces attentats font donc supposer correcte la présomption que les sommes d'argent provenant de faits délictueux commis hors de la République ont pour but principal le financement des activités de dissémination menées par la guerrilla au niveau national ».

### Une mise au point de M. Hector Villalon

Ces indications, fournies par l'ambassade d'Argentine sont qualifiées de « ridicules et grossières » par M. Villalon qui, par l'intermédiaire de ses avocats, a fait une mise au point indiquant notamment : « Je ne me suis jamais considéré comme un exilé, mais comme un opposant aux dictatures militaires ». J'ai adhéré au parti péroniste à seize ans, en 1946. (...) Dès 1949, j'étais fonctionnaire du gouvernement péroniste au ministère des affaires techniques. (...) J'ai été nommé en 1955, j'ai été désigné comme un représentant personnel au Brésil. A Madrid, je suis devenu membre du Conseil supérieur du mouvement péroniste et, jusqu'en 1971, le seul représentant pour les affaires étrangères du mouvement péroniste. S'il est exact que j'ai été associé dans une société financière genevoise qui a été présente deux ans (1954 et 1955), le représentant pour l'Europe de la Société cubaine de tabac, cela n'a aucun rapport avec le mouvement péroniste ni la politique. A partir de 1963, ni la société ni moi-même n'avons plus de rapports commerciaux avec Cuba. Au moment où s'est constitué le Mouvement révolutionnaire péroniste (M.R.P.), j'étais délégué personnel de Peron à Montevideo. C'est en cette qualité que je me suis entretenu avec les dirigeants de ce mouvement, auquel je n'ai jamais appartenu. (...) Je n'ai jamais eu aucun rapport avec l'organisation Tacuara ni avec celle, dénommée Utreros. La guerre n'a jamais eu tant que telle, appartenu au mouvement péroniste, et la seconde n'a été qu'un groupuscule sans importance créé dans un but de propagande par le gouvernement en place. »

D'autre part, le comité de soutien aux luttes du peuple argentin (S.L.P.A.), qui groupe des militants de gauche, déclare dans un communiqué que « les antécédents politiques de certains des auteurs présumés de l'enlèvement de M. Revelli-Beaumont montrent en effet qu'ils n'ont jamais été des opposants antifascistes et anti-imperialistes aux dictatures militaires qui se sont succédés en Argentine ». Tout laisse au contraire penser qu'ils ont été — ou qu'ils sont encore — des complices de fait de certains secteurs de la droite argentine : que leur action soit purement crapuleuse, ou qu'elle ait eu pour but de renflouer les caisses de quelque « internationalisme noir », elle constitue objectivement une provocation à l'encontre des mouvements progressistes argentins, et tout particulièrement de leurs membres qui ont été contraints à l'exil. »

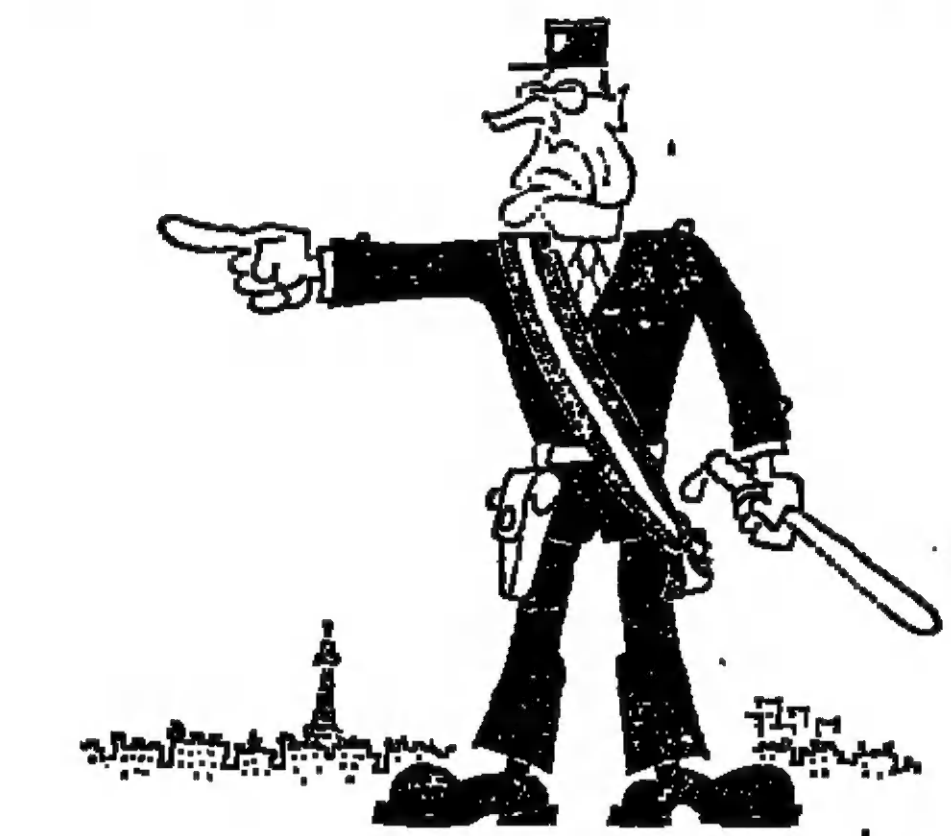
### Dans une interview à « Stern »

NOUS NE RÉINTÉGRERONS JAMAIS L'OTAN  
affirme M. Raymond Barre

Bonn (Reuter). — Dans une interview publiée ce mercredi 3 août en Allemagne par le magazine Stern, M. Raymond Barre a précisé : « En cas d'agression armée d'un territoire adjacent, la vie de la France serait menacée longtemps avant que l'invasion ait atteint nos frontières. C'est l'insécurité actuelle, et non pas la menace de la France, et à l'intention de tout attaquant éventuel. Nous ne sommes pas assez présomptueux pour nous occuper de la défense des autres, mais seulement de notre propre sécurité. (...) » Le problème n'est pas de trouver un champ de bataille pour les fusées Pluton, mais d'empêcher que cette bataille ait lieu. Ne méprisons pas la stratégie de dissuasion de la France avec celle de l'OTAN à laquelle nous appartenons, mais nous pas. » Reprenant à la lettre la doctrine gaullienne, le premier ministre français a ajouté : « Cette politique de défense indépendante n'a pas changé depuis que nous nous sommes retirés de l'alliance militaire de l'OTAN, et nous devons comprendre que nous ne réintégrerons jamais l'OTAN. »

## Thrombose dans le cœur de Paris

Les Parisiens ont tellement l'habitude de voir les automobiles envahir les trottoirs qu'ils se réjouissent dès qu'une initiative est prise pour rendre, l'espace de quelques jours, la rue aux piétons. Le dimanche, les rues sont vides, les voitures sont garées, les trottoirs sont libres. Mais quelle pagaille dès 11 heures et jusque tard dans la nuit : la rue de Rivoli, les quais, l'avenue Gabriel et surtout les abords de l'Obélisque, trépassent d'automobiles, de voitures, de motos, de scooters, de vélomoteurs. Les chauffeurs se bousculent, les piétons se font pousser, les voitures se bousculent, les piétons se font pousser, les voitures se bousculent, les piétons se font pousser.



(Dessin de KONE.)

M. Chirac, le maire de Paris, l'a bien compris, qui a décidé d'aménager, du 2 au 16 août, un itinéraire de 5 kilomètres, depuis la place Charles-de-Gaulle jusqu'au Pont-Neuf en passant par la Concorde, entièrement réservé aux piétons. Mais quelle pagaille dès 11 heures et jusque tard dans la nuit : la rue de Rivoli, les quais, l'avenue Gabriel et surtout les abords de l'Obélisque, trépassent d'automobiles, de voitures, de motos, de scooters, de vélomoteurs. Les chauffeurs se bousculent, les piétons se font pousser, les voitures se bousculent, les piétons se font pousser, les voitures se bousculent, les piétons se font pousser.

qu'on sait qu'un des quichets du Louvre est fermé pour travaux, ne pas avoir prévu d'itinéraire de déviation ? Pourquoi avoir oublié de placer, aux abords de la « zone neutralisée », des panneaux très visibles avertissant les automobilistes qu'ils risquent de s'engager dans une impasse ?

La prochaine fois, M. Chirac sera bien inspiré de prendre conseil auprès de « Bison futé ». — F. G.

## « LES ECHOS » N'ONT PAS PARU EN RAISON D'UN CONFLIT AVEC LE LIVRE PARISIEN C.G.T.

Le quotidien économique Les Echos n'est pas paru ce matin 3 août en raison d'un conflit entre la direction du journal et le Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T.

Dans un communiqué publié le 2 août, le Comité intersyndical déclare que, n'ayant pas « journal la copie nécessaire pour assurer la parution », la direction « porte la responsabilité de cette situation ». Le Livre C.G.T. précise que le conflit est dû à la décision de la direction du quotidien de procéder à la composition du journal « dans une usine imprimante, dotée de matériel moderne » avec le même personnel, mais en se refusant à « négocier l'accord sur les nouvelles conditions de travail ». « Nous indiquons le Comité intersyndical, elle prétendait, à l'occasion de ce transfert, supprimer les avantages acquis par le personnel dans un accord signé par elle en date du 1<sup>er</sup> janvier 1971 et allonger le temps de travail en diminuant les salaires. »

Pour sa part, la direction des Echos affirme que le communiqué du Comité intersyndical comporte une « inexactitude », car la copie du journal a bien été fournie à temps, mais à sa nouvelle imprimérie — la société Publications-Elysees, — qui devait assurer la fabrication du quotidien à partir du 2 août. Les ouvriers du Livre, refusant les nouvelles conditions de travail qui leur étaient imposées dans cet atelier, sont restés aux postes qu'ils occupaient jusqu'au moment où les imprimeries parisiennes ont été fermées.

## La C.I.A. aurait dépensé 25 millions de dollars pour « apprendre à contrôler » le cerveau humain

Le « New York Times » du 2 août publie une enquête collective selon laquelle la C.I.A. aurait consacré, vingt-cinq années durant, 25 millions de dollars (125 millions de francs) à « apprendre comment contrôler le cerveau humain ». Ces recherches, auxquelles auraient participé « plusieurs éminentes institutions et hôpitaux américains et canadiens », auraient eu pour origine, en 1949, la notion répandue chez les puissances occidentales que « les Soviétiques ou leurs alliés étaient parvenus à contrôler le cerveau humain par les drogues ou le lavage de cerveau », et disposaient « par conséquent d'une technique mystérieuse et mal comprise ». Ce fut donc, au départ, écrit le « New York Times », un programme défensif. « Mais, dans les années 50, les objectifs ont dévié et les buts du programme devinrent offensifs. »

Notamment, les auteurs du programme cherchaient la possibilité d'induire à volonté l'ammésie. « Ils voulaient pouvoir interroger un espion ennemi de telle manière que ni l'intéressé ni ses supérieurs ne sachent qu'il avait été compromis, et ils voulaient pouvoir « nettoyer » la mémoire de leurs propres agents après certaines missions et particulièrement au moment de leur départ à la retraite. »

### Des pratiques médicales dévoyées

Les faits que rapporte le New York Times et que commente également ce mercredi, le Guardian étaient déjà partiellement connus. On savait que la C.I.A. et, avant elle, l'armée américaine s'intéressaient de très près à d'importantes travaux sur le cerveau. Tout récemment encore (le Monde du 20 juillet), l'amiral Turner, chef de l'agence, a fait état d'expériences pratiquées — à leur insu — sur des citoyens américains. En 1975, une commission parlementaire avait établi qu'un chimiste de l'armée, M. Frank Olson, s'était donné la mort, en 1953, après avoir ainsi été utilisé, sans le savoir, comme cobaye.

Il faut remonter à la publication, par Alfred Koestler, de son livre le Zéro et l'infini pour trouver l'expression de la terreur qu'ont inspirée, au plus fort de la guerre froide, les méthodes manifestement employées dans les pays de l'Est pour modifier le comportement des « accusés » des grands procès stalinien.

Cette question, aux yeux des scientifiques, ne présentait pas un caractère de radicalité nouvelle. Elle se rattachait même à une tradition de pratiques empiriques dont on trouve des racines dans la plus haute antiquité : l'opium, le peyoti, l'alcôol,

étaient, depuis la Chine ancienne, le Mexique des Aztèques, l'Irlande de Noé, connus pour leurs capacités à modifier le comportement, induire le sommeil, l'oubli, l'euphorie. C'est le détournement de ces pratiques qui les a conduites non plus à adoucir les souffrances ou à provoquer le rêve, mais bien à induire à distance des comportements positifs, probés, à visée politique et stratégique. Déjà l'hypnose — dont la grande vogue remonte à la fin du dix-neuvième siècle avec Charcot et l'école de Nancy — avait inquiété. La psychiatrie puis la psychochimie posèrent, à leur tour, de graves problèmes de morale médicale.

Plus près de nous, les méthodes du behaviorisme, les thérapies comportementales — dont la filiation est à rattacher aux travaux de Pavlov, — permettent aussi de modifier des comportements pathologiques. L'inquiétude que soulève la mise en évidence du développement de pratiques médicales — à l'Ouest comme à l'Est — n'est donc pas, elle non plus, une révélation. C'est le perfectionnement même des techniques de soins qui, paradoxalement, peut lui donner une impulsion nouvelle.

CLAIRE BRISSET.

مكتبة المصلح